LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD
18-20, Rue du Saint-Gothard, PARIS (XIVe)

ANDRE CORTHIS

- Le Printemps sous l'orage ... 1 vol.
- La Chouette écartelée ... 1 vol.
- Du Couvent aux Cortès ... 1 vol.
- Masques ... 1 vol.

JEAN FAYARD

- Oxford et Margaret ... 1 vol.
- Trois quarts du monde ... 1 vol.
- Mal d'Amour (Prix Goncourt 1931) ... 1 vol.
- La Chasse aux Rêves ... 1 vol.

AUGUSTE BAILLY

- La Carcasse et le Tord-Cou ... 1 vol.
- La Vestale ... 1 vol.
- Saint-Esprit ... 1 vol.
- Le Figuier maudit ... 1 vol.
- Soir ... 1 vol.
- L'Excommuniée ... 1 vol.
- Louis XI ... 1 vol.
- Naples au Baiser de Feu ... 1 vol.
- Le Désir et l'Amour ... 1 vol.
- Estelle et Mikou ... 1 vol.
- Néron ... 1 vol.
- Jules César ... 1 vol.
- Richelieu ... 1 vol.
- Mazarin ... 1 vol.
- La Fontaine ... 1 vol.

MYRIAM HARRY

- La petite Fille de Jérusalem ... 1 vol.
- Siona chez les Barbares ... 1 vol.
- Siona à Paris ... 1 vol.
- Le Tendre Cantique de Siona ... 1 vol.
- Tunis la Blanche ... 1 vol.
- Les Amants de Sion ... 1 vol.
- La Vallée des Rois et des Reines ... 1 vol.
- Le Petit Prince de Syrie ... 1 vol.

CLAUDE FERVAL

- Ninon et son cortège ... 1 vol.
- La Jeunesse de Mirabeau ... 1 vol.
- Thérèse et son fils ... 1 vol.
- Madame du Deffand ... 1 vol.
- La Vie et la Mort de Cléopâtre ... 1 vol.
- Mademoiselle Aïssé et son tendre Chevalier ... 1 vol.
- Jean-Jacques Rousseau et les femmes ... 1 vol.

OCTAVE AUBRY

- Le Roi perdu (Louis XVII retrouvé) ... 1 vol.
- Le Lit du Roi (Casanova, Louis XV et Mlle de Romans) ... 1 vol.
- Bonaparte et Joséphine ... 1 vol.
- L'Impératrice Eugénie ... 1 vol.
- Le Roi de Rome ... 1 vol.
- Gaspard Hauser ... 1 vol.
- Marie Walewska ... 1 vol.
- Napoléon III ... 1 vol.
- Brelan de Femmes ... 1 vol.
- Le Second Empire ... 1 vol.

GEORGES BLOND

- L'Amour n'est qu'un plaisir ... 1 vol.
- Journal d'un imprudent ... 1 vol.
- Prométhée délivré ... 1 vol.

LUCIEN MAULVAULT

- El Requete ... 1 vol.
- Glaïeul Noir ... 1 vol.

CHRISTIAN MEGRET

- Les Anthropophages ... 1 vol.
- Ils sont déjà des hommes ... 1 vol.

NICK GILLAIN

- La Mercenaire ... 1 vol.

IMAM RAGUZA

- La vie de Staline ... 1 vol.

IMPRIMERIE RAMLOT ET Cie, 52, [illegible] DU MAINE, PARIS

OCTAVE HOMBERG

LES COULISSES DE L'HISTOIRE

1898
Souvenirs
1928

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

LES COULISSES DE L'HISTOIRE

DU MÊME AUTEUR

1904 — *Le Chevalier d'Eon, d'après des documents inédits (Plon édit.).*

1905 — *La Femme du Grand Condé (Plon édit.), en collaboration avec Fernand Jousselin.*

1926 — *Le Financier dans la Cité (Grasset édit.).*

» — *La Grande Injustice (Grasset édit.).*

» — *L'Illusoire Richesse (Grasset édit.).*

1927 — *La France des Cinq Parties du Monde — ouvrage couronné par l'Académie Française (Plon édit.).*

» — *La Stabilité monétaire (Valois édit.).*

1929 — *L'Impérialisme Américain (Plon édit.).*

» — *L'Ecole des Colonies (Plon édit.).*

1930 — *L'Envers du Décor (édité par la Dépêche coloniale).*

1931 — *S.O.S. (Grasset édit.).*

1935 — *Rome d'autrefois, d'aujourd'hui et de toujours — tirage limité avec illustrations (Conard édit.).*

» — *La Galerie des glaces (Le Reich de Bismarck et d'Hitler) ouvrage couronné par l'Académie Française — (édité par les Nouvelles Editions Latines).*

» — *L'Eau Romaine — tirage limité, avec compositions gravées par Decaris (Conard édit.).*

1936 — *La Sicile, l'île des dieux — tirage limité, avec illustrations (Conard édit.).*

VIENT DE PARAITRE

Avignon, ville papale. Préface de Gabriel Hanotaux (H. Champion édit.).

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT

Propos des Bêtes aux Hommes.



M. Octave Homberg en 1925.

OCTAVE HOMBERG

LES COULISSES DE L'HISTOIRE

SOUVENIRS 1898-1928

LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD
18-20, rue du Saint-Gothard, 18-20
PARIS

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

VINGT EXEMPLAIRES
SUR PAPIER DE HOLLANDE VAN GELDER ZONEN,
NUMÉROTÉS DE 1 A 20.

A

MADAME OCTAVE HOMBERG,

Compagne fidèle
dans les bons et les mauvais jours.

Juillet 1938.

AVERTISSEMENT

Ces Mémoires sont presque entièrement inédits. La Revue de Paris *en a bien publié quelques courts extraits, mais ceux-ci ont été allégés alors de quelques passages qui mettaient en cause d'anciens collaborateurs de cette Revue, aujourd'hui disparus. J'ai obéi aux scrupules de délicatesse de la Direction, mais naturellement j'ai rétabli dans le présent volume les passages dont il s'agit. D'ailleurs j'ai conscience de n'avoir jamais cédé à la tentation de me montrer agressif envers qui que ce soit. Si j'ai modifié à mon usage le dicton* « de mortuis nil nisi bonum » *par celui-ci :* « de mortuis nil nisi justum », *c'est que j'estime que la vérité a des droits absolus sur nous, que nous soyons vivants ou morts. Au surplus, la valeur de tels souvenirs ne peut être que leur exactitude absolue et aussi leur parfaite objectivité. J'ai tu certains faits dont la révélation — encore prématurée — aurait pu, peut-être, avoir quelques inconvénients pour le pays. Pour le reste, j'ai dit ce que j'ai vu, comme je l'ai vu, sans aucune haine, comme sans aucune*

crainte. C'est la déposition d'un témoin pour l'histoire qui se fait. Et si j'ai tenu à produire ce témoignage, c'est qu'il m'a semblé que ceux qui traversaient de grands événements sans en recueillir les traces, agissaient un peu comme ceux qui laissaient se détériorer une œuvre d'art : ils portent atteinte au patrimoine commun de l'humanité.

Septembre 1938.

« Rien ne me paraît plus risible que l'importante taciturnité des mystères d'Etat. »

CHATEAUBRIAND.
Le Congrès de Vérone.

CHAPITRE I

DANS LA DIPLOMATIE

Le concours diplomatique. — L'atmosphère du Quai d'Orsay. — La Conférence de la Paix à La Haye. — Service secret : la cryptographie. — Mission secrète à Rome. — Un grand ministre : M. Delcassé.

N'ayant aucun souci de me mettre moi-même en scène, je ne dirai rien de mon enfance et de ma première jeunesse. Je mentionnerai seulement que mon père fut un financier fort distingué. Après avoir rempli comme Inspecteur des Finances des missions très importantes, il dirigea un très grand établissement de crédit, puis entra au Conseil de Régence de la Banque de France et administra de grandes entreprises. J'étais son fils aîné et il aurait voulu me voir suivre la même filière que lui-même. Mais j'étais — et suis d'ailleurs toujours resté — de caractère fort indépendant, facilement en défense, sinon en révolte, contre les influences tendant à s'exercer sur moi. Je résistai donc, manifestai même

un certain dédain pour ces intérêts matériels et mesquins que représentait alors à mes yeux la carrière financière, et déclarai que je voulais suivre une voie où je pourrais servir les intérêts généraux et supérieurs de mon pays.

Avec un libéralisme touchant mon père n'insista pas et il m'indiqua lui-même la diplomatie comme la carrière répondant le mieux à de telles aspirations. Ayant donc fait de fortes études classiques, obtenu même plusieurs licences, je préparai le concours du Ministère des Affaires étrangères qui ouvre les portes des Ambassades.

Le concours d'admission dans la carrière diplomatique était alors — excellente coutume — précédé d'un stage de quelques mois au Quai d'Orsay, où les anciens pouvaient ainsi connaître et apprécier les jeunes candidats destinés à devenir leurs collègues. Parmi les travaux du stage figuraient l'étude et l'analyse des « Livres Jaunes », recueils de dépêches de nos agents à l'étranger. Cette lecture ne m'inspirait pas une admiration sans réserves et je me rappelle m'être fait alors une réputation d'esprit frondeur, grâce à une sorte de « bêtisier » que j'avais composé d'extraits de ces graves documents diplomatiques. C'est ainsi que, dans un rapport d'un ancien chargé d'affaires à Constantinople, qui fait aujourd'hui partie de l'Académie Française, j'avais relevé cette phrase : « J'ai trouvé aujourd'hui la Porte dans un état d'agitation qui m'a frappé », et encore cette autre : « La politique de la part du feu, qui était dans l'air, est aujourd'hui tombée dans l'eau. » Ce sont de ces étourderies de style qui peuvent échapper aux écrivains les plus distingués. M. Thiers n'en a-t-il pas offert un exemple dans l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, où il parle de deux courriers « qui — chose étrange — se rencontrèrent le même jour, au même endroit ».

Je me trouvai avoir alors un camarade singulièrement brillant avec lequel je me liai d'une amitié solide qui dure toujours. André Tardieu, brillant lauréat du concours général, venait d'être reçu premier à l'Ecole normale supérieure; il n'avait aucune envie de devenir professeur, mais il avait choisi de passer ce concours parce qu'il lui apparaissait comme le plus difficile de tous. Je ne trahirai certes pas l'amitié en disant qu'André Tardieu était l'ambition même; conscient de sa très grande valeur, il voulait être le premier partout et toujours. A peine reçu à l'Ecole normale de la façon la plus éclatante, il envoya donc sa démission pour jeter aussitôt son dévolu sur d'autres lauriers.

Dans ce qu'en argot de candidats à un concours, nous nommions notre « écurie », André Tardieu était naturellement grandissime favori. Son érudition et bien plus encore son étonnante facilité de travail faisaient notre admiration à tous. Il fut naturellement reçu premier au concours diplomatique comme il aurait été reçu premier à n'importe quel autre

concours. Mais les filières, si brillantes qu'elles fussent, n'étaient pas de son goût. A peine était-il attaché d'ambassade que déjà il rêvait d'autre chose. Waldeck-Rousseau venait de former ce ministère auquel on ne prédisait que quelques semaines de durée et qui prit bien vite figure de grand ministère. Aussi quelques mois s'étaient-ils à peine écoulés, qu'André Tardieu quittait le quai d'Orsay pour devenir secrétaire particulier de Waldeck-Rousseau au ministère de l'Intérieur. Avec cette fureur à brûler les étapes qu'il eut toujours, il se fit bientôt nommer, tout en conservant ses fonctions auprès du président du Conseil, « inspecteur général des services administratifs du ministère de l'Intérieur », titre sous lequel on se représente un barbon : il n'avait alors que vingt et très peu d'années!

A la fin du Ministère Waldeck-Rousseau, André Tardieu ne songea pas un seul instant à rentrer dans le rang. Il devint journaliste, et le *Figaro*, qui était alors le plus brillant de tous les journaux, lui confia la rubrique de la politique extérieure. Il y acquit très vite une autorité singulière — cette autorité qui faisait dire au Comte de Bülow avec une ironie mêlée d'admiration : « Les six grandes Puissances et M. André Tardieu! »

C'est moi-même d'ailleurs qui, ayant plus modestement suivi la filière habituelle et me trouvant alors 3e secrétaire à l'ambassade de France à Berlin, eus l'occasion de préparer la retentissante interview que le comte de Bülow,

alors chancelier du Reich, accorda au jeune journaliste du *Figaro*. Je vois encore, dans un modeste hôtel proche des « Tilleuls », André Tardieu buvant joyeusement de la bonne bière brune et écrivant d'un trait, sans une rature, le compte rendu de son entretien, compte rendu qui fut — comme il avait été promis — soumis au Chancelier, et auquel celui-ci ne trouva presque rien à changer.

C'est au cours de cette interview que le comte de Bülow se servit d'une image malheureuse qui dressa pour toujours contre lui l'ombrageuse fierté des Polonais, sujets de l'Empereur allemand. Il compara ceux-ci à des lapins si prolifiques qu'ils encombraient et gênaient le propriétaire prussien dans ses provinces de l'Est. Le comte de Bülow aimait trop les métaphores et les comparaisons; il en émaillait tous ses discours, et elles lui firent souvent des ennemis.

Laissons là, pour le moment, le jeune rédacteur du *Figaro*, si plein d'espoirs justifiés. — nous ne tarderons pas à le retrouver.

Revenons au Quai d'Orsay, où je fis mes débuts.

La « Carrière » fut entre 1900 et 1910, à l'époque où j'en fis partie, un milieu fort agréable. C'était évidemment dans la bureaucratie française une exception quelque peu anachronique. Un esprit de bonne compagnie et presque mondain régnait au Quai d'Orsay, dans ces bureaux de la Direction Politique, où la besogne était interrompue par le rite sacro-

saint du thé de cinq heures. Le directeur politique restait dans son bureau où le confinait sa grandeur, mais les quatre sous-directeurs, qui avaient d'ordinaire le grade de ministre plénipotentiaire, venaient se mêler aux jeunes secrétaires et attachés, et pendant une demi-heure c'était une libre conversation où s'échangeaient les souvenirs, les anecdotes instructives ou piquantes. Par là s'établissait un esprit de corps du meilleur aloi, non exempt peut-être de quelques préjugés, mais qui assurait à coup sûr une solide camaraderie et aussi un grand attachement à de nobles traditions où le dévouement aux intérêts du pays tenait la première place. Cogordan, Dumaine, Bompard, Saint René Taillandier, Paléologue..., tels sont les noms qui me reviennent de quelques-uns de ces aînés qui inspiraient aux plus jeunes une amicale déférence et qui leur prodiguaient, sans morgue ni pédanterie, les leçons de leur expérience. La verve endiablée d'un Taigny donnait la réplique aux discours qui menaçaient de tourner un peu trop au solennel.

C'est un milieu que l'on a blagué, mais qui était assurément du meilleur ton et dont on ne peut que regretter la disparition.

Il y avait encore dans « la Carrière », lorsque je la quittai pour des rôles plus actifs, quelques diplomates de la vieille école qui croyaient que l'esprit ne peut venir qu'après un long apprentissage, qui maudissaient les machines à écrire parce qu'elles avaient libéré

les attachés et jeunes secrétaires de l'insipide besogne de la copie et de la soigneuse calligraphie de la grande formule de politesse « en escalier de sept marches » :

« Veuillez agréer les assurances
de la haute (ou très haute) considération
avec laquelle je suis de Votre Excellence
le très humble
et très obéissant serviteur. »

J'ai connu de vieux piliers du Quai d'Orsay qui ont tremblé sur leur base quand un ministre intelligent supprima ces formules protocolaires vraiment désuètes; il est vrai que d'autres piliers savaient se blaguer eux-mêmes avec une douce ironie, tel celui devant lequel on s'indignait un jour des nominations d'hommes politiques à des postes d'ambassadeurs : « Dans le cas où il s'agit d'hommes supérieurs, répondit-il, il n'y a rien à dire — mais dans le cas contraire, vraiment, nous sommes là! »

J'avais été envoyé pour un bref stage à La Haye, où je fus l'un des secrétaires de la première Conférence de la Paix, réunie sur l'initiative de l'Empereur de Russie en 1899.

J'eus alors la bonne fortune, rare pour un tout jeune homme, de rencontrer un grand nombre des plus célèbres vétérans de la diplomatie européenne, dont quelques-uns paraissaient déjà d'un autre âge! N'y avait-il pas là par exemple le comte Nigra, celui-là même qui, comme ministre d'Italie à Paris, avait,

après Sedan, protégé la fuite des Tuileries de l'Impératrice Eugénie?

Suivant l'usage on avait nommé président d'honneur de la Conférence le ministre des Affaires étrangères du pays qui donnait l'hospitalité : c'était M. de Beaufort, descendant d'émigrés français. Il affectait de me traiter presque comme un compatriote, non pas à cause de sa propre origine française, mais parce qu'il se rappelait qu'un de mes ancêtres qui fut chimiste du Régent et travaillait avec lui à des travaux frisant l'alchimie (ce qui ne l'empêcha pas de faire de belles découvertes et de rendre, le premier, pratique et facile l'utilisation du phosphore), était né à Batavia où il a aujourd'hui sa statue.

Le président effectif était M. de Staal, le premier délégué russe : on rendait ainsi hommage à l'initiative du tsar.

A côté d'eux que d'hommes notoires représentatifs, curieux! C'étaient un Belge, M. Beernaert, ministre d'Etat, ancien président du Conseil des ministres, homme d'une intelligence remarquable; le prince de Munster, ambassadeur d'Allemagne à Paris, un vrai grand seigneur prussien; de nobles Espagnols comme le duc de Tetuan; des Japonais comme le baron Hayashi et M. Motono; un Persan qui était à la fois général, grand poète et qui fut plus tard une sorte de dictateur dans son pays, le général Mirza Riza Khan; un Serbe, le colonel Maschine, qui devait devenir le principal assassin de la reine Draga (il aurait dit

l'exécuteur, car il était son proche parent et ne pouvait lui pardonner de s'être fait épouser par le roi Alexandre); un Turc qui remplit les plus hautes fonctions, Turkhan Pacha; on voyait même des femmes célèbres comme Donna Laura Minghetti.

En outre tous les journalistes européens les plus connus passèrent alors à La Haye.

Quel champ d'observation pour un tout jeune homme!

Le premier délégué de la France à cette conférence était Léon Bourgeois, dont je fis alors la connaissance et qui me témoigna une bienveillance particulière; il était d'ailleurs extrêmement accessible et plein de longanimité à l'égard des jeunes secrétaires, si bien qu'entre nous nous l'appelions « le bon chef ».

D'une intelligence très souple, de caractère facile, très charmeur en dépit d'une certaine vulgarité qui sentait un peu le politicien de province, Léon Bourgeois représenta dignement la France et joua un grand rôle, on peut dire le premier rôle, à la Conférence. Il avait le talent de noyer tous les sujets dangereux et excellait à trouver les formules conciliatrices. Aussi était-ce à la Légation de France, où il s'était installé chez son grand ami Bihourd, alors ministre à La Haye et second délégué, un défilé constant des représentants de toutes les Puissances, et ce n'est pas sans une curiosité amusée que nous constations l'aisance avec laquelle ce député radical traitait les ambassadeurs les plus chevronnés et les

plus gourmés, usait et abusait de « l'Excellence » !

La Conférence de la Paix ne donna aucun résultat appréciable et fut la préface d'un certain nombre de guerres. Chose qui paraîtra peut-être curieuse : la seule instruction positive donnée par le ministre d'alors, M. Delcassé, à ses délégués à la Conférence, était d'empêcher — autant que possible par des moyens détournés — l'adoption par la Conférence de toute proposition recommandant l'arbitrage *obligatoire* dans les conflits internationaux. Cela s'explique par la politique que suivait alors la France dans la question d'Alsace-Lorraine : la consigne était d'y penser toujours et de n'en parler jamais. Bien entendu la France ne voulait pas prendre l'*initiative* d'une guerre pour recouvrer les provinces perdues, mais il fallait veiller à ce qu'elle eût les mains libres pour profiter de toute occasion qui lui aurait permis de réincorporer ce qui lui avait été injustement arraché. Par contre l'Allemagne cherchait par tous les moyens à obtenir de la France une reconnaissance de sa conquête.

Aussi assistâmes-nous dans les coulisses de la Conférence à ce spectacle paradoxal : l'Allemagne cherchant constamment à faire venir devant la Conférence plénière, en débat public, la question de l'arbitrage obligatoire, et la France s'y opposant, sans le dire, par toutes sortes de manœuvres : elle y réussit d'ailleurs grâce à la complicité des Puissances amies.

Les séances de la Conférence se tenaient dans le joli petit palais du Bois, tout à côté de La Haye, au milieu de splendides futaies de hêtres et de prairies où paissaient des daims paisibles. Les murs étaient couverts de fresques à sujets mythologiques dans la manière de Rubens, et c'était sous d'opulentes nudités que les divers délégués prononçaient leurs exhortations à la paix.

La jeune reine Wilhelmine, toute fraîche et rose dans l'éclat de ses vingt ans, venait d'être couronnée ou, comme on disait singulièrement là-bas, « inaugurée ». Elle reçut les membres de la Conférence dans un garden-party tout fleuri, tout idyllique, qui parut tout à fait de saison.

Je ne dirai qu'un mot du troisième délégué de la France : c'était un ancien diplomate passé dans la politique, M. d'Estournelles de Constant. Aussi ambitieux que médiocre, il vit dans le pacifisme un filon à exploiter. Vexé de n'être que troisième délégué et de faire figure de personnage tout à fait secondaire, il était jaloux de Léon Bourgeois, qui l'éclipsait sans le chercher et sans le moindre effort; aussi avait-il recours, pour se faire valoir, à de pauvres ruses et à des intrigues un peu sournoises qui l'avaient fait surnommer par nous « le taret » — on sait que c'est ainsi que se nomme un petit animal qui ronge, sans se trahir, les bois des navires.

Avant de quitter La Haye, je voudrais dire encore quelques mots du caractère de Léon

Bourgeois, puisqu'aussi bien il joua un rôle très important dans la politique intérieure de la France, occupa les plus hautes fonctions et aurait pu, s'il l'avait voulu le moins du monde, être président de la République.

Pendant longtemps Léon Bourgeois fut considéré comme une sorte de pape du parti radical. Dès qu'une crise ministérielle s'ouvrait, on lui offrait invariablement de former le nouveau gouvernement, et invariablement aussi — sauf en quelques circonstances où il eut la main forcée — il refusait. Une crise ministérielle se produisit pendant la durée même de la Conférence de la Paix. Je déchiffrai avec Léon Bourgeois le télégramme par lequel le président de la République demandait à celui-ci de former le nouveau gouvernement. Je fus témoin par conséquent de sa réaction immédiate, qui fut celle d'un honnête homme et d'un bon citoyen. « Mon devoir, me dit-il, est de terminer ma tâche ici. D'ailleurs il ne manque jamais d'amateurs pour former un ministère. On se passera de moi. » Ce n'est pas qu'il fût particulièrement modeste, mais il avait horreur des charges du pouvoir et détestait la représentation. Sa santé le préoccupait (il devint presque aveugle sur la fin de sa vie), et en outre il aimait les femmes. L'immense crédit dont il jouissait fit que les jeunes et jolies femmes de fonctionnaires ambitieux se jetaient littéralement à ses pieds; il adorait faire ainsi figure de Sultan jetant le mouchoir dans le harem. Une vieille amie,



LA DÉLÉGATION FRANÇAISE A LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DE LA PAIX A LA HAYE.

dont naturellement je tairai le nom et qui lui resta fidèle jusqu'au bout, souriait avec indulgence en contemplant tous ces extras.

La seule place qu'il ambitionna — lui qui avait refusé les plus hautes — il n'osa pas la demander, car sans aucun doute il ne l'aurait pas obtenue : c'était un siège à l'Académie Française. Les temps n'étaient pas venus, et celle-ci était encore beaucoup trop réactionnaire pour admettre ce politicien radical que déparait encore un anticléricalisme court et un peu niais qui sentait son Homais.

Malgré tout, figure sympathique — « bon bougre » si l'on peut dire, qui ne manquait ni de clairvoyance, ni même de finesse, mais qui, à coup sûr, n'était pas un grand esprit.

Après avoir passé le concours diplomatique, je fus nommé attaché au cabinet du ministre des Affaires étrangères M. Delcassé, et j'eus le privilège de voir celui-ci de très près pendant environ trois années.

Ajourd'hui déjà M. Delcassé est presque oublié et plus méconnu encore, et cependant il a rendu à la France d'inappréciables services.

Arrivant aux affaires au moment même de Fachoda, il eut le courage de liquider ce pénible incident et la clairvoyance d'entamer et de poursuivre avec habileté et ténacité ce rapprochement avec l'Angleterre, sans lequel nous serions allés aux pires aventures. Il est juste de dire qu'il fut puissamment aidé dans

son travail par deux personnages : le président de la République, M. Loubet, qui sut le maintenir au Quai d'Orsay en dépit de plusieurs changements de ministères, et M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres, qui avait l'oreille du gouvernement britannique et une très grande autorité.

M. Delcassé ne payait certes pas de mine. Précepteur dans une famille avant de devenir député, ce petit Méridional, qui avait peine à dissimuler son accent, avait de l'habileté, de la ruse même, mais manquait totalement de prestige physique et de charme.

Avec la pratique du pouvoir, il devint quelque peu snob et voulut faire figure d'homme d'Etat même extérieurement. Il se figura que, pour cela, il devait monter à cheval et se promener au Bois le matin. On vit alors ce petit homme, juché sur un grand cheval et fort mal accoutré, parcourir les allées cavalières du bois de Boulogne.

Son cerveau même, très lucide, n'était pas très riche en conceptions. Il n'eut pendant tout son ministère que trois ou quatre grandes idées, mais il sut s'y tenir et les exploiter à merveille.

Profondément patriote, il espérait bien voir le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, et je l'ai entendu plus d'une fois dire que cela se produirait à la suite d'une conflagration générale dont il ne pouvait fixer l'échéance, mais qu'il savait inévitable.

Il voulut certainement isoler l'Allemagne,

afin que dans une guerre éventuelle elle fût sans autres alliances que celle de l'Autriche-Hongrie divisée contre elle-même. C'est pour cela que, non content de l'Entente cordiale avec l'Angleterre, il appuya énergiquement notre ambassadeur à Rome, M. Barrère, dans le travail persévérant auquel celui-ci se livra pour obtenir au moins la neutralité de l'Italie en cas de conflit. Il y réussit, et si, en 1914, nous avons pu dégarnir la frontière des Alpes, si nous n'avons pas été écrasés par la marche foudroyante de toutes les armées allemandes réunies contre nous, si nous avons évité le coup de massue sur Paris, c'est à Delcassé le premier qu'on le doit. On l'oublie trop.

Sans doute commit-il quelques imprudences de langage, évidemment inutiles, mais qu'on lui a reprochées avec exagération. Moi-même, plus d'une fois, je l'ai entendu répéter avec son accent du midi : « Eh! bé! Guillaume il est embêté, il est là tout seul — dans le coin. »

Que de tels propos fussent répétés et ne fissent aucun bien, c'est certain, mais ils ne changèrent rien à la marche des événements.

On sait d'ailleurs qu'Edouard VII conseillait à Delcassé de ne pas s'inquiéter des rodomontades de Guillaume II et qu'il avait coutume de dire : « Ce n'est qu'un valeureux poltron ! »

En attendant cette conflagration qu'il voyait venir, Delcassé voulut fortifier son pays et l'agrandir. Pour cela il rêva de donner le Maroc à la France, et il le lui donna. L'œuvre géniale et grandiose de pacification et d'orga-

nisation, accomplie par Lyautey, a masqué tout le reste, et on oublie avec une injustice souveraine, une ingratitude criante, que le premier, et de beaucoup, Delcassé a compris l'importance du Maroc pour la France, que c'est lui qui l'a fait tomber sous notre protectorat, qui y a fait admettre par les Puissances hostiles et jalouses nos droits spéciaux, qui en a préparé, avec autant d'habileté que de persévérance, l'incorporation dans ce bloc magnifique de l'Afrique du Nord.

Bien qu'il ait été plus tard un excellent ministre de la Marine, Delcassé n'aimait guère les colonies lointaines. En tout cas il ne voulait pas de nouvelles aventures au loin. C'est pour cela qu'il fit une opposition étroite à la construction du chemin de fer du Yunnan. Il professait qu'il fallait savoir se limiter pour aboutir. Il était à la fois trop intelligent et trop fier pour avoir jamais dit le mot absurde qu'on lui a prêté : « Lâchons l'Asie! prenons l'Afrique! », mais il est certain qu'il préférait, et de beaucoup, les colonies africaines aux colonies asiatiques. D'abord, en Latin qu'il était, il considérait la Méditerranée comme un lac intérieur qui ne séparait pas, mais qui unissait; puis, pensant toujours à l'inévitable guerre continentale, il voyait en même temps dans cette Afrique du Nord un réservoir d'hommes, de merveilleux soldats.

Delcassé avait une très haute idée de sa fonction de ministre des Affaires étrangères; en dépit de sa petite taille, de son physique si peu imposant, il savait, à l'occasion, parler avec une très grande dignité — je l'ai entendu deux ou trois fois répliquer, non sans grandeur, à des Ambassadeurs étrangers et de très vieille souche.

Il ne souffrait aucun contrôle de la part du président du Conseil; je l'ai entendu plus d'une fois soutenir cette stricte théorie constitutionnelle que chaque ministre est seul responsable de son département. Aussi restait-il très secret avec ses collègues eux-mêmes, et au Conseil des ministres on avait grand mal à tirer de lui quelques renseignements qui ne fussent pas dans les journaux. A un seul personnage il rendait compte, et très fidèlement : au président de la République, à la fois par respect de la fonction du chef de l'Etat, et aussi par habileté, pour le mettre dans son jeu et être maintenu par lui à travers les ministères successifs. Avec tous les autres, il ne se faisait aucun scrupule d'user de galéjades ou même de simples mensonges, car il mentait avec plaisir et j'ai vu plus d'une fois ses collaborateurs directs en être exagérément indignés.

Quand Delcassé était ministre des Affaires étrangères, eut lieu le blocus de la Crète. La flotte internationale devait être commandée par un Français; il était question de nommer à ce poste un amiral, marin fort distingué mais connu dans toute la marine par la verdeur de son langage et les jurons qui lui échappaient continuellement : l'amiral Pottier. Del-

cassé, au courant de cette réputation, objecta que pour un poste de caractère quasi-diplomatique, ce défaut était rédhibitoire. On lui demanda de consentir à recevoir l'amiral pour juger par lui-même. On pense si ses amis firent la leçon au candidat : « Tenez-vous pendant dix minutes, quoiqu'il vous en coûte, votre carrière en dépend! »

L'amiral arrive à l'audience du ministre, congestionné. Pendant l'entretien il parle à peine, mais ne laisse échapper aucun mot incongru. Par contre, à peine la porte du ministre refermée et la lourde tenture qui la doublait retombée, il explose devant les huissiers stupéfaits : « Trente-six mille millions de millions de tonneaux de m... »

Les huissiers ne bavardèrent pas et l'amiral fut nommé.

Le président de la République d'alors, M. Loubet, soutenait M. Delcassé avec fidélité et avec finesse. Cela fut surtout sensible à l'époque où M. Combes devint président du Conseil. Tout radical qu'il fût, M. Delcassé n'était pas anticlérical; comme ministre des Affaires étrangères, il avait pu mesurer la force morale de la Papauté et son influence considérable en bien des coins du monde. Aussi les violences de M. Combes le choquèrent-elles profondément; il déplora la rupture du Concordat qui se préparait et tenta de l'empêcher.

Cette tentative, je la connais d'autant mieux que j'en fus l'instrument.

Avant que d'entrer dans la diplomatie et étant encore étudiant, j'avais participé à divers mouvements de la jeunesse française catholique. J'admirais le pape Léon XIII et son secrétaire d'Etat, le cardinal Rampolla. Etant allé à Rome à diverses reprises, j'avais été accueilli par ce dernier avec une bienveillance particulière.

Quand la rupture du Concordat parut imminente, Léon XIII était mort, depuis peu. Rampolla, candidat de la France au Conclave, avait été écarté du trône pontifical par le veto de l'Autriche. Un fort revirement contre la France s'était produit au Vatican. Les circonstances étaient donc bien défavorables pour une tentative de conciliation in extremis. Delcassé résolut cependant de faire une telle tentative.

J'ignorais tout à fait qu'il pût être renseigné, si peu que ce fût, sur mon activité de jeune étudiant, et j'ignore encore qui avait bien pu lui en parler. Aussi fus-je bien surpris quand un matin Delcassé me fit venir dans son cabinet pour m'annoncer qu'il allait m'envoyer à Rome en mission rigoureusement secrète. Tout le monde devait ignorer le but de mon voyage. A Paris, seul le président de la République avait été prévenu, et à Rome je devrais éviter soigneusement tout contact avec notre Ambassade.

J'étais chargé d'entrer secrètement en rapports avec Rampolla et de faire appel à ses sentiments pour la France : on lui demandait

d'intervenir auprès de son successeur à la secrétairerie d'Etat et auprès du nouveau pape lui-même, pour que certaines concessions du Vatican — relatives notamment à la nomination des évêques — permissent à M. Loubet, à Delcassé et à un ou deux autres ministres de combattre la rupture du Concordat que Combes voulait avec acharnement.

J'objectai qu'on exagérait sans doute mon crédit auprès de Rampolla, que d'ailleurs celui-ci s'était ostensiblement retiré de tout, ne pensait plus, en saint prêtre qu'il était, qu'à faire son salut, comme on disait jadis, qu'il vivait presque cloîtré au chevet de Saint Pierre, dont il était resté l'archiprêtre, dans un petit presbytère qu'on appelait la maison de sainte Marthe. Et puis, n'était-il pas à prévoir que le cardinal Rampolla, après ce qui s'était passé au Conclave, éprouverait une répugnance particulière à faire une sorte de rentrée dans une question de cette sorte?

Je sentais que mes objections étaient très fortes, mais le siège de Delcassé était fait; il voulait jouer la carte, si mauvaise qu'elle pût paraître. Il me donna l'ordre de partir.

Je n'avais qu'à obéir et me mis en route pour Rome. Je crois que mon voyage et mon séjour dans la Ville Eternelle restèrent entourés du secret le plus complet, mais, comme je l'avais prévu, ma mission s'avéra immédiatement bien difficile à remplir.

Le cardinal Rampolla me reçut avec bonté et parut avoir quelque plaisir à me voir, mais

j'eus les plus grandes peines du monde à vaincre ses objections, qui étaient, bien entendu, celles-là même que j'avais prévues.

Ce n'est qu'après trois visites et en lui rappelant que le gouvernement français avait eu entière confiance en lui, qu'avant le Conclave Delcassé avait reçu en particulier chaque cardinal français pour lui demander sa voix, que j'obtins de Rampolla la promesse d'une démarche.

La seule personne que je vis pendant ce bref séjour à Rome fut un prélat français fort curieux, que je connaissais depuis plusieurs années.

Mgr Mourey était auditeur de Rote pour la France et connaissait à merveille les rouages les plus secrets du Vatican. Ancien dominicain, il avait été le disciple chéri de Lacordaire, qui lui aurait légué tous ses papiers, mais les Dominicains soutinrent toujours que ce legs n'était pas régulier, que Lacordaire n'était pas en droit de le faire et qu'en tout cas le P. Mourey avait singulièrement abusé de la confiance que lui témoignait l'illustre moine. Bref, ils forcèrent le P. Mourey à quitter l'Ordre, et quand il devint auditeur de Rote pour la France, prélat paraissant promis au cardinalat, ils le poursuivirent du plus actif ressentiment. Mgr Mourey avait la « fièvre rouge », il était littéralement incendié par le désir, la passion de devenir cardinal, prince de l'Eglise. Il avait pris sur le Corso Vittorio-Emmanuele un appartement vraiment cardi-

nalice où était une enfilade de somptueux salons et une chapelle privée : il n'y manquait que le chapeau de cardinal sur le guéridon protocolaire. Mais le veto des Dominicains s'opposa toujours efficacement à l'ambition désordonnée de Mgr Mourey.

Le pape Léon XIII était un latiniste éminent, et Mgr Mourey en était un autre; ils échangeaient des aménités en vers latins.

On eût pu croire que cette faveur apparente finirait par conduire le prélat au cardinalat tant désiré, mais il n'en fut rien, et Mgr Mourey mourut désespéré dans ses habits violets qui n'avaient pu tourner au rouge.

Il avait comme une manière de coadjuteur, un autre prélat français, d'illustre famille, Mgr d'Hautpoul. Mais celui-ci était d'une telle indigence d'esprit qu'il n'était désigné à Rome que par le sobriquet : « la Faute de l'abbé Mourey » !

Comme je me trouvais secrètement à Rome et devais y éviter les rencontres, j'allai faire une longue méditation dans la basilique de Saint Pierre où j'évoquai la grandiose, l'étonnante cérémonie que j'y avais vue pour le dernier jubilé de Léon XIII. Je revoyais l'immense édifice rempli d'une foule de plus de cinquante mille personnes qui grondait comme la mer, en attendant l'arrivée du Pontife. Puis tout d'un coup l'éclatante et douce sonnerie des trompettes d'argent et l'inoubliable cortège montant lentement à travers la foule vers l'autel de la Confession, et le trône préparé

pour le Pape tout au fond devant la chaire de saint Pierre. D'abord la petite armée pontificale, gendarmes, carabiniers, lansquenets dans leurs pittoresques costumes dessinés par Michel-Ange, puis les gardes-nobles, ensuite les prélats et les évêques innombrables, ne portant en présence du pape que des mitres blanches, puis les grands dignitaires, quelques laïques seulement : les princes assistants au trône pontifical : les plus grands noms de la plus vieille noblesse romaine, enfin les cardinaux — presque tous étaient venus, sauf ceux retenus par la distance aux confins de la terre : ils étaient de soixante à soixante-dix. Mêlés à la pourpre, contrastant avec les traînes somptueuses, dans leurs simples robes de moines, les généraux des grands Ordres : le Jésuite tout noir, le Dominicain tout blanc, le Franciscain tout brun. Derrière eux, s'annonçant par les deux immenses éventails à plumes d'autruche donnant à cette pompe un caractère oriental, le trône surélevé et mouvant du Pape, la sedia gestatoria portée par les valets vêtus de pourpre et d'or, et sur laquelle se détachait en blanc une apparition diaphane, presque irréelle : une figure émaciée, un grand nez, deux yeux noirs étonnamment perçants.

Pendant que s'avançait, dans une pompe qu'on sentait sûre d'elle-même, ce cortège qui semblait d'un autre âge, de la foule qui grondait toujours comme une mer avaient surgi des mouchoirs agités, une multitude de mou-

choirs qui la frangeaient comme de blanches lames, et les acclamations retentissaient comme un tonnerre : « Eviva il Papa! Eviva il Papa-Re! »

Visiblement Léon XIII jouissait de ce triomphe. De temps en temps il cessait de bénir et se renversait dans son fauteuil, les yeux demi-clos, paraissant humer les acclamations.

Quand il descendit de la Sedia pour prendre place sur son trône, blancheur sur blancheur, car le trône était tout drapé de soieries blanches, ce fut à ses pieds un immense prosternement de pourpre; tous les cardinaux s'étaient jetés à genoux et adoraient.

Tout le monde tournait le dos à l'autel de la Confession qui paraissait abandonné, déserté... Tous les hommages allaient au seul Vicaire du Christ; on en oubliait le divin Maître! J'avoue qu'alors une sorte de colère me prit et que cette cérémonie splendide me parut presque sacrilège...

Chaque fois que je suis retourné au Vatican, ce palais qui compte plus de cinquante salons et galeries somptueuses garnies de tapisseries inestimables, qui contient des musées où triomphent dans leurs nudités éclatantes les Vénus, les Apollons... j'ai ressenti la même impression.

Quand donc viendra le Pape qui comprendra que seul le prestige spirituel lui convient et que toute cette pompe autour de la plus grande puissance morale du monde est un anachronisme inutile et choquant?

Je me demande quelles peuvent être les impressions du pauvre petit prêtre de campagne qui se sent écrasé par tout ce luxe — est-il indigné ou au contraire fier d'appartenir à cette Eglise si riche?

Trois jours passèrent avant que le cardinal me fît dire de revenir le voir. Il m'annonça alors qu'il avait vu le cardinal Merry del Val et le Pape lui-même et me fit prendre note par écrit des modifications suprêmes que le Vatican consentirait à apporter au Concordat pour en éviter la rupture. Sur le point principal nous obtenions une très appréciable satisfaction.

Je repartis presque triomphant, et Delcassé, tout joyeux, s'empressa d'aller mettre au courant le président de la République.

Malheureusement l'obstination têtue et la passion anticléricale de Combes furent les plus fortes. Après une séance presque orageuse au Conseil des ministres, la rupture fut décidée.

Quelque temps après, j'eus l'occasion de constater la force de caractère de Delcassé.

L'incident d'Agadir avait eu lieu; la tension était grande entre la France et l'Allemagne — celle-ci, pour éviter ce qu'elle appelait la « tunisification » du Maroc, réclamait la réunion d'une conférence internationale que Delcassé s'obstinait à refuser.

Le président du Conseil était alors M. Rouvier, Levantin cynique et réaliste, qui ne voulait à aucun prix courir le risque d'une guerre

où il voyait la France battue d'avance. Delcassé n'était aucunement en confiance avec son président. Il lui avait demandé à plusieurs reprises, en plein Conseil des Ministres, s'il pouvait compter sur son appui, et Rouvier avait toujours répondu affirmativement. Néanmoins Delcassé se méfiait de plus en plus, et je l'entends encore me dire : « il me poignardera dans le dos! ».

J'étais alors chargé au cabinet du ministre d'un service important et si secret que beaucoup de fonctionnaires, même du ministère, en ignoraient l'existence; il s'agissait du déchiffrement des télégrammes diplomatiques étrangers. La cryptographie est à la fois une science et un art; certains spécialistes ont à cet égard une sorte de génie divinatoire; pendant plus de deux ans, j'ai collaboré avec eux et cela m'a passionné; je ne me suis pas montré un trop mauvais élève, mais je me suis évadé, car c'est vraiment, si attachante qu'elle soit, une spécialité un peu étroite.

Bref, nous possédions la clef d'un certain nombre de chiffres étrangers, et en particulier celle du chiffre allemand le plus confidentiel. Les Allemands avaient été victimes de leur esprit méthodique : au lieu de fonder leur système de chiffrement sur le hasard, dont les combinaisons sont insaisissables, ils avaient imaginé des solutions fort ingénieuses, dont le défaut était de rester systématiques; ils avaient oublié que tout ce qu'un esprit humain conçoit, un autre esprit humain peut

le percer. En l'espèce, l'Edipe de ce sphinx avait été un homme bizarre que les spécialistes en cryptographie de cette époque ont bien connu : ancien chef d'escadron du train des équipages, le commandant Bazeries était un singulier bohème, joueur effréné, toujours à court d'argent, alcoolique en outre. Il n'avait guère de culture générale et à peine une vague teinture des langues étrangères : c'est pour cette raison qu'il était incapable de travailler seul; il était comme un chien au flair merveilleux, mais qu'il fallait guider. Rien n'était plus curieux que de voir le commandant Bazeries en face d'un télégramme chiffré dont il s'agissait de percer le mystère. Il flairait, reniflait les chiffres, saisissait d'un rapide coup d'œil les répétitions, les « fréquences » du même chiffre, et pour peu qu'on lui indiquât le sujet probable du message, il échafaudait avec une rapidité vertigineuse hypothèses sur hypothèses. Bien entendu, pour arriver à une certitude et reconstituer la structure du chiffre, un seul télégramme ne pouvait suffire : il y fallait de nombreux recoupements, mais au bout d'un certain temps, le chiffre mystérieux se révélait avec une clarté éblouissante comme une plaque lors du développement photographique.

Pour ma part, tant que j'ai été à la tête de ce service, je n'ai jamais communiqué à mon ministre que des déchiffrements dont je pouvais prouver l'exactitude d'une façon irréfutable. En effet, les archives secrètes de l'af-

faire Dreyfus, que j'ai eues à ma disposition comme chef de ce service cryptographique, m'avaient appris le terrible danger qu'il peut y avoir à faire état de simples conjectures. Sans un premier déchiffrement hâtif — et qu'il fallut rectifier par la suite — du fameux télégramme Panizzardi, l'arrestation de Dreyfus, contre lequel on manquait de preuves (le bordereau écrit par le véritable traître Esterhazy n'ayant pas suffi à certains), n'aurait peut-être pas été maintenue, et cette déplorable affaire, qui a pesé si lourdement sur toute l'histoire intérieure de notre pays, nous eût été épargnée.

Les Allemands ignorèrent que nous possédions ainsi leur chiffre le plus secret, jusqu'à la veille même de la grande guerre, où ils furent brusquement renseignés par l'usage — à mon avis très coupable — que par esprit de vengeance politique M. Louis Barthou fit de ces fameux documents verts (dont il avait pu prendre copie étant ministre des Affaires étrangères) lors du procès de Mme Caillaux. Ils changèrent alors tous leurs chiffres, et le service cryptographique du Quai d'Orsay eut beaucoup de peine, pendant la guerre, à en percer quelques-uns. Ce fut une très grande perte par la faute d'un ancien président du Conseil des ministres français, qu'on aurait pu poursuivre de ce chef, comme on eût certainement poursuivi un modeste fonctionnaire. C'est ainsi que nous n'arrivâmes que tout à la fin de la guerre à déchiffrer le télégramme

par lequel le gouvernement allemand chargeait son ambassadeur à Paris, M. de Schœn (qui n'osa pas faire la démarche, la sachant vouée à un échec certain), de déclarer au gouvernement français que notre pays ne serait pas attaqué s'il renonçait à faire jouer l'alliance avec la Russie et à remettre jusqu'à la fin des hostilités germano-russes, comme gage de sa neutralité, Nancy, Toul et Verdun!

Il est difficile d'être tout à fait impartial vis-à-vis de Louis Barthou, qui a eu une si belle mort qu'elle rachète bien des fautes de sa vie. Et cependant, pour la fidélité de ces souvenirs, je dois ajouter qu'il était bien insupportable. Je le rencontrai assez longtemps à un de ces déjeuners — comme il en existe plusieurs analogues à Paris et qui sont en général fort agréables, parce qu'ils réunissent des hommes de professions fort diverses, mais dont chacun est notoire dans la sienne. J'étais le « financier » du déjeuner, bien que je n'eusse pas écrit encore « le Financier dans la Cité » et que j'eusse fort peu connu Paul Hervieu, à la mémoire duquel ce déjeuner était dédié. En dehors de Barthou, il réunissait Léon Bourgeois, Aristide Briand, André Tardieu, Maurice Donnay, Léon Bérard, Lépine, Forain, Grosclaude, Philippe Berthelot, le chirurgien Faure, Payelle, président de la Cour des Comptes et grand ami de Poincaré, le professeur Dumas, quelques autres encore. C'est à ce déjeuner que Philippe Berthelot se poussa dans l'intimité d'Aristide Briand, mais j'aurai

l'occasion de revenir plus loin sur ces deux personnages.

Pour en revenir à Barthou, il me rendit ces déjeuners intolérables par la manière dont il y tenait le crachoir et ne le lâchait pas. Quand il était là, il n'y en avait plus que pour lui, et il ne faisait que s'y raconter lui-même. En outre, il y donnait libre cours à une grivoiserie qui devenait même de l'obscénité et avait quelque chose de pathologique. C'est à ce déjeuner aussi que se produisit entre Barthou et Léon Bérard la brouille qui devait fermer à ce dernier les portes de l'Académie Française jusqu'après la mort de Barthou. Les deux hommes politiques étaient tous deux Béarnais, députés du même département et à peu près de la même couleur politique. Mais Barthou était l'aîné et prétendait exercer sur son cadet une sorte de tutelle. Aussi, comme une crise ministérielle venait de s'ouvrir et qu'on offrait à Léon Bérard un portefeuille dans le nouveau gouvernement, Barthou, vexé qu'on ne se fût pas adressé à lui-même, s'avisa d'interdire d'accepter à Bérard, qui, très naturellement et très dignement, refusa de s'incliner devant cette exigence excessive et injustifiée. Barthou eut la mesquinerie, je dirai même la méchanceté, de ne jamais le lui pardonner.

Il était de règle que ce qui se disait à ces déjeuners ne devait pas en sortir; aussi, grâce à la qualité des hommes qui en faisaient partie, y eûmes-nous souvent sur les événements

en cours les confidences les plus curieuses. Le secret me lie encore pour beaucoup, mais les « grivoiseries » de Barthou n'avaient rien du secret d'Etat!

Pour en revenir à Delcassé et à son conflit avec Rouvier, je déchiffrai un jour ou plutôt un soir, tard dans la nuit, un télégramme ultra-secret que l'ambassadeur d'Allemagne, le prince Radolin, venait d'expédier à Berlin. Avec quelle stupeur ne vis-je pas apparaître à travers mon déchiffrement le récit détaillé d'une visite que, dans le plus grand mystère, le président du Conseil français avait rendu la nuit précédente à l'ambassade d'Allemagne! Rouvier avait déclaré au prince Radolin qu'il ne voulait à aucun prix se laisser entraîner à la guerre et qu'estimant dangereuses l'obstination et la germanophobie de son ministre des Affaires étrangères, il était résolu à s'en séparer. Toutefois, avait-il ajouté, le peuple français est fier, et pour qu'il ne se cabre pas devant ce « débarquement », je dois prendre certaines précautions et j'ai besoin d'un court délai. Demandez à votre gouvernement, en lui rendant compte de ma démarche, de me donner huit jours; mais soyez tranquille, passé ce temps, Delcassé ne sera plus ministre.

Aussitôt que j'eus terminé mon travail, vérifié le déchiffrement au point de pouvoir justifier chaque mot, à l'exception de quelques expressions douteuses qui étaient de peu d'importance, je téléphonai au domicile particulier du ministre, boulevard de Clichy, pour

savoir s'il était couché. On me répondit que non et qu'il était encore en conférence avec M. Paul Cambon, ambassadeur de France à Londres. Je lui fis dire que je prenais un taxi pour lui apporter immédiatement une pièce de la plus haute importance.

Aussitôt arrivé boulevard de Clichy, je fus introduit dans le cabinet où les deux hommes d'Etat se trouvaient réunis. Sans commentaires je remis mon déchiffrement à Delcassé. Il le lut et le relut soigneusement, puis le tendit silencieusement à Paul Cambon qui fit de même.

Je voulus alors me retirer et demandai à reprendre mon document, rappelant au ministre ses propres instructions qui me prescrivaient de ne me dessaisir de ces pièces (qu'on appelait les documents *verts*, en raison du papier de couleur particulièrement criarde sur lequel ils étaient établis, afin qu'ils ne risquassent pas de s'égarer dans les dossiers). Delcassé me répondit qu'il faisait une exception pour une telle pièce qu'il avait besoin de relire à tête reposée et de méditer. Il ajouta qu'il avait un excellent coffre-fort et que je pouvais être tranquille. Les jours suivants, je dus revenir plusieurs fois à la charge avant de pouvoir récupérer le document, et lorsqu'il me revint, je m'aperçus aux traces laissées par ces petits clous qu'on appelle « punaises » que la pièce avait été soigneusement photographiée. C'était une arme terrible contre Rouvier entre les mains de Delcassé — une telle

tractation devait incontestablement être appréciée par la Haute Cour! Pendant plusieurs années, je m'attendis à voir sortir cette pièce à l'occasion de quelque polémique parlementaire : j'étais tout prêt d'ailleurs à faire devant qui de droit la preuve irréfutable de l'exactitude de mon déchiffrement. Il n'en fut rien cependant, et Delcassé devait me révéler plus tard qu'il avait été plus d'une fois tenté de se servir de ce « document massue », mais qu'il avait toujours reculé devant les conséquences funestes qui auraient pu en résulter pour la France.

J'oubliais de rapporter qu'en me reconduisant à sa porte, Delcassé se borna à me dire, en me remerciant : « Si jamais il vous arrive de faire de la politique, que ceci vous serve de leçon! »

Les huit jours demandés par Rouvier au gouvernement allemand n'étaient pas encore écoulés que déjà Delcassé avait donné sa démission de ministre des Affaires étrangères après une séance émouvante du Conseil des ministres.

La démarche nocturne de Rouvier à l'ambassade d'Allemagne est honteuse et n'est pas défendable, mais je sais l'excuse qu'il a cherchée pour justifier son attitude dans ces pénibles circonstances. Il a dit à ses intimes qu'il avait consulté les plus qualifiés des chefs militaires et qu'il avait recueilli la conviction que la France n'était absolument pas en état alors de faire la guerre à l'Allemagne, que

c'eût été courir à un désastre épouvantable. Dans ces conditions, concluait-il, mon devoir impérieux était d'éviter la guerre à tout prix : quand on est ainsi acculé, les formes comptent peu!

Après le départ de Delcassé, le président du Conseil se chargea du portefeuille des Affaires étrangères et s'installa au Quai d'Orsay avec un entourage quelque peu bizarre. Je ne parle pas de son chef de cabinet qui était M. Moreau, inspecteur des finances, qui depuis fut gouverneur de la Banque de France puis président de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Mais il avait plusieurs secrétaires, les uns officiels, les autres officieux, qui sentaient quelque peu la bohême. En outre, comme beaucoup de Méridionaux, Rouvier ne pouvait se sentir seul. Il avait constamment besoin d'un confident ou plutôt d'une oreille, d'une présence. J'ai oublié le nom de celui de ses familiers qui l'accompagnait le plus souvent et qui assistait, en silence et sans paraître y prendre le moindre intérêt, à la plupart de ses entretiens. Il avait fait de ce personnage falot un conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

D'ailleurs, tout en étant président du Conseil, Rouvier était resté président de la Banque qu'il avait fondée : la Banque Française, et au Quai d'Orsay, sur son bureau ministériel, les affaires de l'Etat et les affaires de la banque voisinaient dans une promiscuité quelque peu choquante. Je le vois encore recherchant

une dépêche d'un ambassadeur au milieu de feuilles de transfert d'actions de mines d'or.

Dès le lendemain du départ de Delcassé, dès le jour de son installation au Quai d'Orsay, j'eus à me présenter à Rouvier pour lui communiquer quelques déchiffrements importants relatifs aux affaires du Maroc.

La stupeur de Rouvier fut grande quand il apprit que nous suivions à livre ouvert les communications les plus secrètes du gouvernement allemand avec son ambassade à Paris. Je vis tout de suite qu'il pensait à sa visite nocturne rue de Lille et qu'il se demandait ce que nous en connaissions. Je me donnai le malin plaisir de lui demander s'il souhaitait se voir communiquer les plus importants des télégrammes échangés avant son arrivée au Quai d'Orsay. Il réfléchit un long moment, puis me répondit brusquement : « Non, c'est inutile; c'est à partir d'aujourd'hui seulement que je suis à la tête de ce département. »

Je n'ai pas retiré de mes contacts une grande admiration pour Rouvier : ce serait trop que de dire de lui qu'il était un aventurier; il avait certaines parties de l'homme d'Etat, mais au fond simple opportuniste, habitué par les affaires à résoudre les difficultés seulement quand elles se présentaient, il n'avait pas de vastes pensées.

Il s'était flatté que l'Allemagne lui serait reconnaissante d'avoir sacrifié Delcassé, et que les rapports deviendraient immédiatement beaucoup plus faciles; il lui fallut bien vite

déchanter; le style des dépêches particulières que le fameux Holstein envoyait au prince Radolin ne changea pas : il s'agissait toujours d'empêcher la « tunisification » du Maroc.

Bien entendu, Rouvier ne pouvait s'opposer à la réunion d'une conférence internationale. Celle-ci se tint à Algésiras. Notre thèse y fut soutenue avec grande habileté par le plénipotentiaire français Revoil, et si le fameux Acte d'Algésiras fit peser sur le Maroc une sorte d'hypothèque internationale temporaire, qui devait plus tard être levée peu à peu, notre position sortit de la Conférence beaucoup plus forte qu'elle ne l'était auparavant. Nos droits, nos intérêts spéciaux furent reconnus. Grâce au travail persévérant de Delcassé, notre main-mise sur le Maroc s'affirmait.

J'ai parlé plus haut — à propos du télégramme de l'ambassadeur d'Allemagne rendant compte de l'étrange démarche de Rouvier — de l'impression émouvante que j'éprouvais en voyant apparaître à travers le déchiffrement de quelque télégramme étranger quelque information sensationnelle et précieuse. C'est une impression de ce genre que je ressentis une nuit, toujours au moment de la crise des affaires marocaines, alors que, fuyant les banalités d'une fête offerte au Quai d'Orsay par Delcassé en l'honneur du roi d'Espagne, en voyage officiel à Paris, je m'étais réfugié dans mon bureau pour y travailler paisiblement. Alors qu'à travers ma fenêtre

ouverte m'arrivaient les flonflons de l'orchestre, je m'attaquai à un télégramme de la Wilhelmstrasse à l'ambassadeur d'Allemagne à Rome qui avait emprunté nos lignes.

Ce déchiffrement apportait la confirmation des intentions belliqueuses de l'Allemagne; il y était prescrit à l'ambassadeur à Rome de ne pas laisser ignorer au gouvernement italien que si la France persistait à vouloir contraindre le Maroc à se placer sous son protectorat, l'Allemagne se tiendrait derrière ce pays « avec toutes ses forces ». N'y avait-il là que du bluff, comme le pensait notre ambassadeur à Rome, M. Barrère? C'est possible, probable même, quand on songe qu'en dépit de démonstrations tapageuses, l'Empereur Guillaume II et son gouvernement ne poussèrent jamais les choses au bout. Il n'y en avait pas moins là, pour notre ministre des Affaires étrangères, un avertissement précieux qu'il convenait de jouer un jeu très serré. C'est bien ainsi d'ailleurs que le comprit M. Delcassé, et je me rappelle l'expression soucieuse que prit son visage quand, descendant en hâte du réduit caché où je travaillais, je le rejoignis dans les salons en fête pour lui communiquer, dans l'embrasure d'une fenêtre, ma précieuse découverte. C'était, on en conviendra, un dramatique dessous à une fête diplomatique.

CHAPITRE II

DANS LA DIPLOMATIE (*suite*)

A l'ambassade de France à Berlin. — Un déjeuner intime chez Guillaume II. — Mission à Constantinople : M. Constans. — Souvenirs sur le boulangisme. — Le sélamlik d'Abdul Hamid. — Je songe à m'évader de la diplomatie.

Je dois revenir un peu en arrière pour parler du séjour que je fis à Berlin en 1902 et 1903 en qualité de secrétaire d'ambassade.

Le vieux marquis de Noailles était alors notre ambassadeur : il avait été nommé par M. Hanotaux qui avait été son conseiller à Constantinople. Celui-ci avait parfaitement deviné que la seule présence auprès de Guillaume II de cet aristocrate indiscutable qui succédait à un plébéien, M. Herbette (*Herr und Frau Bette*, disait-on ironiquement de ce ménage très bourgeois), devait flatter un Hohenzollern de caractère « aussi parvenu ».

Delcassé l'avait maintenu, considérant que nous ne pouvions rien faire d'utile à Berlin et que notre consigne était simplement d'y « ronfler ».

Le marquis de Noailles était un parfait gentilhomme, un peu fatigué, de manières exquises et d'une philosophie désabusée. Il était *persona grata* à Berlin, car le prestige d'un nom comme le sien, comme je viens de le dire, était grand auprès des Allemands. Guillaume II était flatté dans son incommensurable vanité que la République eût accrédité auprès de lui un représentant de la meilleure noblesse française. Il lui arrivait, quand il faisait à cheval sa promenade matinale au Thiergarten, de rencontrer le marquis de Noailles qui avait été autrefois un cavalier accompli et qui montait encore, en veston et parfois même — faut-il le dire? — en pantoufles des chevaux soigneusement mis. Le Kaiser souriait de la singulière tenue du vieil aristocrate français, mais il l'invitait à venir à ses côtés, et plus d'une fois je les ai vus ainsi revenir côte à côte, à travers le Brandeburger Thor dont l'arche centrale était exclusivement réservée au passage de l'Empereur. Aussi, quand, plus tard, M. Bihourd succéda au marquis de Noailles, Guillaume II reçut très froidement, on peut même dire impoliment, ce petit bourgeois, cet ancien préfet, et il estima que, par ce choix peu reluisant, la République lui avait manqué.

Notre secrétariat à l'ambassade de France était, à l'époque, tout à fait charmant, plein d'animation, de vie cordiale et joyeuse.

Il y avait là Prinet, le frère du peintre, Romieu, fort capable, Charles de Seynes de Larlonqe, homme distingué, trop tôt disparu, qui avait épousé une Pourtalès et avait, de ce fait, des liens personnels avec l'aristocratie allemande; Jacques Seydoux, que quelques années plus tard une cruelle infirmité devait éloigner du service extérieur, mais qui, avec un grand courage, continua jusqu'au bout à travailler et joua un rôle important, pendant la guerre, pour l'application du blocus, et, après la paix, pour le règlement des questions économiques internationales; Charles de Chambrun, séduisant au possible.

J'étais un peu plus jeune que Seydoux, mais un peu plus âgé que Chambrun qui, se sentant promis aux premiers rôles, dédaignait quelque peu les menues besognes diplomatiques. Aussi m'arrivait-il de jouer un peu auprès de lui le rôle d'un mentor. Je me souviens avec amusement de l'algarade indignée que je lui fis un jour devant le courrier diplomatique stupéfait, parce que, bien qu'étant de garde, il avait négligé de préparer la correspondance pour le ministère.

Le courrier qui rapportait de Saint-Pétersbourg la valise diplomatique, devait prendre nos lettres à Berlin, et il serait ce jour-là reparti les mains vides si, en deux heures, m'aidant de quelques journaux officieux allemands et transposant sur le mode majeur quelques conversations que j'avais eues avec des attachés à la Wilhelmstrasse, je n'avais improvisé toute une correspondance diplomatique.

Quand j'allai la faire signer au marquis de Noailles, celui-ci ne la lut pas, mais, s'interrompant après la dixième ou onzième signature, il me dit d'un air lassé : « Ah ! vraiment, M. Homberg, vous êtes sans pitié ! »

Cela me rappela un bon vieux prêtre de campagne que j'avais connu, et qui, un jour, s'arrêtant au milieu de sa messe, alla tranquillement s'asseoir dans son fauteuil de chœur en disant : « Na ! en voilà assez pour aujourd'hui ! »

Je ne puis pas dire que mon séjour à Berlin ait été marqué, dans l'ordre des rapports franco-allemands, par des événements de quelque importance. Les relations étaient correctes, sans plus. De temps en temps, à travers les nuages, une petite embellie. C'est ainsi qu'un des chefs éminents de notre Ecole de Guerre, le général Bonnal, fut invité spécialement par l'Empereur à assister à des manœuvres. Le mot d'ordre fut donné de lui faire un chaleureux accueil. Après la revue finale qui fut passée sur le champ de manœuvres de Tempelhof (aujourd'hui couvert de hautes maisons), l'Empereur prit la tête du régiment de la Garde qui portait des mîtres argentées comme au temps du grand Frédéric, et l'on eut ce curieux spectacle de voir un général français, à cheval, en grand uniforme, suivant l'Empereur à quelques pas, défiler tout au long de l'interminable Friedrichstrasse à la tête des régiments prussiens, et acclamé frénétiquement par la foule berlinoise aux

cris de « Hoch Bonnal ! Hoch Bonnal ! »

Une autre fois, l'Empereur invita le marquis de Noailles à déjeuner dans l'intimité à Potsdam et le pria de se faire accompagner par quelques membres de l'ambassade : je fus du nombre. C'était une occasion vraiment exceptionnelle de voir l'Empereur de près et de le saisir sur le vif. A la vérité, je vis surtout un cabotin couronné. Guillaume II fit preuve d'un complet manque de tact et presque d'une mauvaise éducation.

Pour nous mettre à l'aise, sans doute, et comme si nous avions été de très petites gens, il affecta la familiarité, presque la vulgarité. Il tutoya l'Impératrice, l'appela « ma bonne », et en se mettant à table lui demanda ce qu'il y avait à manger. Bref, il nous jeta tous dans l'embarras.

Il parla d'abondance pendant tout le déjeuner, riant souvent aux éclats; je n'entendis pas sortir de sa bouche une considération ou même une simple réflexion qui me parut valoir la peine d'être notée. S'il n'avait pas été sur un trône, ce personnage aurait semblé plutôt ridicule.

La confirmation de ce cabotinage de l'Empereur nous était donnée par chaque audience que celui-ci accordait à l'un de nos compatriotes. Tous les Français notoires qui venaient à Berlin désiraient voir Guillaume II, et celui-ci s'y prêtait volontiers. Naturellement, avant l'audience, le chef de son cabinet civil lui remettait une petite notice sur le visiteur.

L'Empereur s'en servait en comédien consommé; il apparaissait merveilleusement au courant de la carrière de son interlocuteur, et si celui-ci était un homme politique, il allait jusqu'à lui citer quelque passage de l'un de ses discours au Parlement. Invariablement notre compatriote revenait ravi, gonflé de fierté naïve; il ne manquait jamais de s'exclamer : « On dira ce qu'on voudra — c'est un homme extraordinaire! figurez-vous qu'il me connaissait parfaitement! »

Guillaume II se montra même meilleur comédien que Coquelin lui-même. Celui-ci, venu à Berlin pour y donner quelques représentations, avait été, sur sa demande, reçu en audience. Il faut croire qu'en dépit du protocole il mit de lui-même la conversation sur la politique. Toujours est-il que quand il revint du Palais, il avait un air mystérieux et pénétré. Il déclara au marquis de Noailles qu'il avait des choses si graves à révéler qu'il ne pouvait les confier qu'au président de la République! et, le lendemain, il revint à l'ambassade porteur d'un gros pli — cacheté contre tous usages et même contre la simple politesse — qu'il demanda à confier à la valise diplomatique. Sans s'offusquer, avec un doux sourire, l'ambassadeur lui promit de faire suivant son voeu.

A mon premier congé à Paris, je voulus prendre connaissance de ce curieux document, mais le président d'alors, M. Loubet ou M. Fallières, n'avait pas cru devoir le confier

aux Archives du Quai d'Orsay; il sera donc perdu pour la postérité.

J'eus l'occasion de voir plus d'une fois le comte, depuis prince de Bülow, chancelier de l'Empire. C'était un homme de manières distinguées, sans morgue prussienne apparente. Il venait de loin en loin prendre le thé à l'ambassade; on avait parfois l'illusion qu'on pourrait s'entendre avec lui, mais on s'apercevait vite que la franchise n'était pas son fort. D'ailleurs, il était tiraillé entre toutes sortes d'influences; en particulier entre l'Empereur et le Reichstag son rôle était particulièrement difficile. Il eut à pallier à l'effet d'intempérances de langage de l'Empereur, et l'on sait que Guillaume II ne le lui pardonna pas.

Nous vivions beaucoup sur nous-mêmes à l'Ambassade, car les relations extérieures étaient difficiles. Le monde de la Cour recevait fort peu et par ordre, et nous eussions été mal vus si nous avions trop fréquenté les universitaires et les journalistes par exemple. Quelques banquiers juifs donnaient de somptueuses réceptions : tout le monde y allait, mais sans avoir la reconnaissance de l'estomac, car il était de mode de se moquer de ces parvenus qui faisaient parfois singulièrement penser au M. Jourdain de notre Molière.

L'ambassade de France est, comme on le sait, sur le Pariser Platz — de l'autre côté de la place s'élevait le somptueux palais du prince Henckel de Donnersmarck, l'ancien ami et conseiller financier de Bismarck. Il était

resté fort bien en cour auprès de Guillaume II à qui il prêta à diverses reprises de grosses sommes d'argent. Veuf de la Païva, le prince Henckel avait épousé une Russe, femme divorcée.

Le marquis de Noailles fréquentait cette maison; je le regrettais, car je ne pouvais oublier combien le prince Henckel de Donnersmarck s'était montré l'ennemi de notre pays en 1870-71, et que c'était lui qui avait conseillé à Bismarck de porter de 3 à 5 milliards l'indemnité de guerre, disant qu'il connaissait bien la richesse de la France pour y avoir fait la noce.

Mais m'abstenir eût été paraître donner une leçon à mon chef, ce qui eût été de fort mauvais goût. J'allais donc chez le prince et la princesse, comme mes collègues. Je n'oublierai jamais qu'à ma première visite, comme j'admirais de splendides tapisseries de Beauvais, le prince Henckel s'approcha de moi pour me dire : « Je les ai achetées à Paris pendant l'occupation et ne les ai pas payées cher! »

Le tact de la princesse n'était pas moindre, car un jour que je lui faisais une visite de digestion et qu'elle me recevait dans son boudoir, enveloppée dans un châle chinois admirablement brodé, elle me dit, sans que je lui eusse posé aucune question : « C'est un de nos officiers qui l'a pris à Pékin, après le soulèvement des Boxers, et m'en a fait cadeau. »

Au cercle, ou, comme l'on dit là-bas, au casino, où nous fréquentions, nous rencontrions

des officiers et les jeunes diplomates attachés à la Wilhelmstrasse (ministère des Affaires étrangères). Les propos y étaient libres et parfois assez curieux. Je me souviens qu'un jour je trouvai deux officiers que je connaissais et qui appartenaient au régiment de la Garde : ils riaient aux éclats. Comme je m'informais de la cause de leur hilarité, ils me tendirent un numéro du journal satirique *le Simplicissimus*. La caricature de la première page était intitulée : « Dialogue entre un Prussien et un Bavarois » (c'était l'époque où le prince Luitpold était régent de Bavière, le roi Othon, dément, étant interné dans un château).

« Oui, disait le Prussien au Bavarois, vous avez un roi, mais il est fou! » — « C'est vrai, répondait le Bavarois, notre roi est fou, mais au moins, nous, nous l'avons enfermé! »

Comme on le voit, la liberté de la presse était plus grande dans l'Allemagne de Guillaume II qu'elle ne l'est devenue sous le IIIe Reich d'Hitler! Ce qui ne manquait pas de piquant, c'était de voir deux officiers de la Garde souligner à un Français tout ce qu'avait de spirituel cette cinglante satire.

Dans ce cercle je rencontrai souvent un jeune diplomate qui devait jouer plus tard un rôle très important, le baron de Kuhlmann. Il se plaisait à fréquenter les Français dont il excellait à parler la langue et dont il cherchait à provoquer les confidences. Il affectait la cordialité, mais il était brutal et cynique,

et l'on sentait en lui l'homme ambitieux, sans scrupules, prêt à toutes les besognes. La suite de sa carrière n'a pas démenti ce pronostic.

Au cours de mes fonctions à Paris, au Quai d'Orsay, j'eus à remplir à Constantinople, où M. Constans était alors ambassadeur de France, une courte mission qui m'a laissé d'assez curieux souvenirs.

Dès mon arrivée j'eus un singulier aperçu du régime de terreur que le Sultan rouge, Abdul-Hamid, avait instauré. C'était la belle saison, l'ambassade était dans son palais d'été, à Thérapia, sur le Bosphore. Au sortir de la gare, je pris pour m'y rendre l'un de ces vapeurs que l'on appelait les « Cherketts », du nom de leur compagnie. Sur le pont du bateau j'aperçus, avec sa famille, un aimable diplomate turc que j'avais connu à La Haye, pendant la Conférence de la Paix. Je vins joyeusement à lui, les mains tendues, en l'appelant par son nom. A ma grande stupéfaction, sa figure se durcit et il me répondit : « Monsieur, vous devez faire erreur, je ne vous connais pas! » Je compris aussitôt qu'il ne fallait pas insister, mais je ne saisissais pas encore les motifs de cette attitude. Le soir, à l'ambassade, je ne pensais déjà plus à cet incident, quand un émissaire arménien insista vivement pour me voir. « Je vous apporte, me dit-il, les excuses de M. X... Il a été très fortement contrarié de devoir feindre ainsi de ne pas vous connaître, mais toutes les personnes

notables sont ici entourées d'espions du palais, et si le pacha avait été surpris en conversation cordiale avec un étranger qui venait d'arriver, un rapport eût été fait aussitôt au Sultan, et il aurait eu à fournir des explications en dépit desquelles il serait resté suspect! » Ce petit incident m'en disait déjà long sur le système de gouvernement d'Abdul-Hamid.

La corruption qui régnait alors était effroyable : rien ne s'obtenait des Turcs qu'à coups de backchichs; les distributeurs de cette manne, d'ordinaire des Arméniens, étaient les seuls sujets ottomans familiers des ambassades. Deux palais imposants dominaient le quartier de Péra : celui de la Dette Ottomane et celui de la Banque Impériale Ottomane : ils symbolisaient un régime pourri.

J'eus l'occasion d'assister à Yldiz Kiosk (palais du Sultan) à la curieuse cérémonie du sélamlik. Yldiz était moins un palais qu'un ensemble de pavillons disséminés dans un vaste jardin entouré de hauts murs, soigneusement gardés. Tous ces pavillons étaient meublés à l'usage du Sultan, et l'on ne savait jamais à l'avance celui dans lequel il choisirait de coucher, ceci afin de déjouer les complots. Sa terreur d'être assassiné était une véritable hantise, et l'on se murmurait à ce propos les plus étranges histoires. Il était toujours sur le qui-vive, si bien qu'un jour, dans le harem, une de ses favorites ayant eu un mouvement de feinte tendresse un peu trop brusque, il l'abattit aussitôt d'un coup de revolver. Tous

les vendredis, à midi, le commandeur des croyants allait faire ses dévotions dans une mosquée proche de Yldiz. Le trajet entre la porte du palais et la mosquée était à peine de quelques centaines de mètres, mais presque toute la garnison de Constantinople, en rangs serrés, faisait la haie sur le court espace : c'était une véritable forêt de baïonnettes. En face de la porte de la mosquée était un petit pavillon d'où, par les fenêtres ouvertes, le corps diplomatique et quelques invités de marque pouvaient assister à l'arrivée et au départ du Sultan. Celui-ci arrivait dans un landau fermé, traîné par quatre chevaux magnifiques. Au milieu d'une foule de courtisans qui l'encadraient de façon à le masquer et à prévenir tout attentat, il pénétrait dans la mosquée pour y faire sa prière. Pendant ce temps, des carrosses, aux stores rigoureusement fermés et à l'intérieur desquels se trouvaient sultanes et favorites, étaient dételés, et l'on apportait aux belles prisonnières des confitures de roses.

Au bout d'un temps assez long, le Sultan sortait : il s'arrêtait un bref instant sur le perron pour saluer de loin ses invités étrangers, puis il prenait place dans une calèche découverte qu'il conduisait lui-même. Pendant le court trajet qu'il lui fallait faire pour regagner son palais, et tandis que les troupes le saluaient d'une formidable acclamation gutturale « Longue vie au Sultan ! », tous les principaux dignitaires de l'Empire en uni-

forme, couverts de décorations, mais tous à pied, entouraient et encadraient la calèche dont le Sultan s'empressait de mettre au grand trot les splendides coursiers. C'était un spectacle comique que de voir tous ces pachas ventripotents, essoufflés, haletants, courir ainsi à perdre haleine pour faire leur cour à leur terrible souverain.

Pour garder un souvenir de cette curieuse cérémonie, j'avais emporté un petit appareil photographique. Mais c'est tout juste si les invités étrangers n'étaient pas fouillés à leur entrée dans le petit pavillon par les nombreux officiers qui s'empressaient autour d'eux, moins pour leur faire honneur que pour les surveiller. Quand avec d'infinies précautions je tirai mon petit appareil de ma poche, un jeune officier se trouva aussitôt auprès de moi. « Il est strictement défendu de prendre des photographies », me dit-il, mais, comme je m'excusais, il ajouta : « Faites vite, mais ne manquez pas de m'envoyer une épreuve », puis il s'employa afin de me dissimuler aux yeux de ses camarades. J'espère pour lui, qu'il n'aura pas été surpris, car il aurait payé de sa vie cette complaisance. Les gens alors disparaissaient avec la plus grande facilité; chaque nuit quelques sacs, soigneusement cousus, étaient jetés dans le Bosphore, et c'était tout.

Je fus fort bien reçu par M. Constans, qui me facilita la mission que j'avais à remplir. Je crois même qu'il se prit d'un certain intérêt pour moi; en tout cas il me dit un jour :

« Comment, intelligent comme vous paraissez l'être, avez-vous choisi une carrière aussi bête que la carrière diplomatique? Vous pourriez être chef de cabinet de ministre, puis vous faire élire député, et arriver ainsi d'emblée aux postes de gouvernement qui seuls valent la peine d'être convoités! »

Pendant mon court séjour, il m'invita souvent à déjeuner ou à dîner en tête-à-tête, et se plut à me raconter des anecdotes sur sa carrière passée. C'est ainsi qu'il me narra par le détail comment il était venu à bout du général Boulanger. « J'avais jugé l'homme, me dit-il, c'était un velléitaire : il recula toujours devant le pas décisif! Le soir de sa triomphale élection à Paris contre « le pauvre Jacques », il dînait place de la Madeleine, chez Durand, et n'avait que deux pas à faire pour entrer à l'Elysée où régnait la panique et où on lui eût immédiatement cédé la place — mais il n'osa pas! Et puis, c'était un homme à femmes, comme sa fin l'a prouvé! La femme, conclut-il, en jetant un regard de coin sur Mme Constans qui, ce soir-là, assistait à notre entretien, quel écueil pour un homme politique! »

Les souvenirs de Constans sur le général Boulanger m'intéressaient d'autant plus que, bien que fort jeune alors, j'avais pu recueillir à l'époque, certains renseignements sur ce personnage qui faillit bouleverser notre histoire.

Mon père avait eu pour camarade d'enfance un certain comte de Chevilly, qui était le trésorier de la famille d'Orléans et fut du reste, en cette qualité, traduit devant la Haute-Cour. Comme on sait, les royalistes avaient fondé de grands espoirs sur le général Boulanger, qu'ils souhaitaient voir jouer le rôle d'un Monk. Le comte de Chevilly pria mon père de consentir à rencontrer le général Boulanger dans un dîner intime, lui disant que le général serait heureux de causer avec lui des questions financières. Mon père considérait le mouvement boulangiste comme une aventure dangereuse; néanmoins, par curiosité de connaître directement le personnage dont on parlait tant, il finit par accepter.

Je me souviens parfaitement qu'il revint de ce dîner fort déçu, considérant le général Boulanger comme un héros d'opéra-comique. « C'est une nullité que cet homme, nous dit-il, un bellâtre avantageux et rien de plus. Tout ce que je lui ai dit n'a pas paru l'intéresser; il pensait à autre chose, avait l'air absent... Il n'a rien dit pour sa part qui mérite d'être retenu. Je serais bien surpris s'il devenait le maître de la France! »

Comme on le voit, son jugement concordait parfaitement avec celui de Constans et aussi avec celui de Melchior de Vogüé qui a écrit à propos de Boulanger : « Tous les visiteurs sortaient de chez lui, stupéfaits du grand creux qu'ils avaient constaté en faisant résonner l'idole. » Mon père ne pouvait supposer que, sans doute, pendant tout le dîner, le général n'avait fait que penser à sa belle amie;

mais il avait senti qu'il se trouvait en présence d'un velléitaire qui ne ressemblait en rien au jeune loup, tendu et dévoré par l'ambition, qu'était le général Bonaparte avant le Consulat.

Constans aimait aussi à me raconter des histoires de fraudes électorales qu'il avait connues, étant ministre de l'Intérieur, et je l'entends encore me dire : « Une municipalité adroite et sans scrupules peut rester indéfiniment maîtresse des urnes! »

C'était le temps où subsistait encore en Orient le protectorat des missions, et l'on attachait toujours grande importance à ce qu'en vertu des vieux privilèges, datant de François Ier, la France restât protectrice des missions catholiques en Turquie, fussent-elles étrangères.

L'ambassade avait sa chapelle particulière à Thérapia comme à Péra; chaque dimanche une messe solennelle y était dite et l'on rendait des honneurs liturgiques à l'ambassadeur de France, représentant de la Puissance protectrice. L'ambassadeur occupait dans le chœur une sorte de petit trône. Je vois encore M. Constans y monter gravement avec un gros livre de messe, et à l'évangile l'officiant lui apporter le livre sacré pour qu'il le baisât, ce qu'il faisait religieusement!

L'Empire ottoman apparaissait terriblement vermoulu et chancelant; le vieil « homme malade » semblait bien sur le point d'agoniser; ceux qui, comme moi, venaient sans idées pré-

conçues, sentaient bien que cela ne pouvait durer, qu'un bouleversement était proche, et cependant les ambassades étrangères, à l'exception peut-être de celle d'Allemagne qui veillait soigneusement, continuaient leur train-train habituel. Le séjour sur les rives du Bosphore était enchanteur; ce n'étaient qu'excursions et parties de fête, mais durant mon bref séjour j'ai senti là bien vivement toute la vanité de l'existence diplomatique.

Je fis la charmante excursion de Brousse où les tombeaux des Sultans, encadrés de cyprès, dégageaient un parfum mélancolique si prenant. J'y descendis dans l'hôtel tenu par une Française bien pittoresque, Mme Brotte, et j'eus d'attachantes conversations avec notre consul, un vieil Oriental, ancien drogman, nommé M. Bay. C'est lui qui me traduisit la jolie inscription d'une vieille fontaine turque placée dans un site ravissant :

« Trois choses réjouissent le cœur : le tintement de l'or; le rire de la femme aimée; le murmure de l'eau qui coule. »

On sait que peu d'années après éclata cette révolution jeune-turque que tous les esprits tant soit peu avisés avaient vu venir. On assure qu'Abdul Hamid échappa à l'assassinat grâce à ce fameux « double » qu'il avait dressé lui-même, et qui se substituait à lui dans la plupart des cérémonies publiques.

En tout cas, le nouveau gouvernement lui-même voulait protéger les jours du Sultan, et répugnait fort à se discréditer par la mise à

mort de l'ex-souverain, si grands qu'aient été ses crimes. On lui prépara un exil somptueux à Salonique et un train spécial l'y conduisit avec toute sa suite. On lui permit de choisir huit femmes dans son harem — ce qui était tout de même quelque chose — et d'emmener une domesticité considérable. On avait acheté et préparé pour lui la riche villa Allatini. Pendant longtemps d'ailleurs l'ex-Sultan put se livrer à toutes ses fantaisies grâce au chantage qu'il exerça sur le nouveau gouvernement. En effet, Abdul Hamid avait déposé à Londres des sommes d'argent énormes. Quand il fut détrôné, le gouvernement turc réclama cet argent comme appartenant à l'Etat, mais les banques anglaises refusèrent de se dessaisir d'un penny sans la signature de l'ex-Sultan. C'est alors que celui-ci la promit, mais à condition qu'on lui donnerait un certain nombre de satisfactions : il formula des exigences coûteuses et bizarres; c'est ainsi qu'il se fit aménager une vaste ménagerie et faire toutes sortes d'installations compliquées. Enfin, de guerre lasse, il s'exécuta, mais à partir de ce moment, il n'obtint plus rien du gouvernement et mourut presque dans la gêne.

J'ai assez bien connu l'un des principaux leaders du mouvement jeune-turc, qui passait pour la forte tête du parti, étant beaucoup plus intelligent et cultivé que Talaat bey, le ministre de la Guerre. C'était Djavid bey, qui était ministre des Finances. Il passait pour francophile, mais en réalité ne l'était guère. Un jour

il m'exposa la doctrine du nouveau gouvernement en matière de concours étrangers. Nous prendrons à chaque pays ce qu'il produit de meilleur : « à l'Allemagne des militaires, à l'Angleterre des marins, à la France des financiers ». Je lui objectai que c'était vraiment mésestimer la France que de croire qu'elle n'avait que des financiers comme hommes supérieurs. Djavid bey en convint, mais en réalité il savait que c'est la France qui possède la plus grande épargne, et il méditait de continuer à y faire des emprunts, comme l'ancien régime. La prétendue francophilie de beaucoup d'hommes politiques étrangers est de la même nature.

La révolution provoquée par les Jeunes Turcs ne devait être elle-même qu'une préface. C'est seulement après la grande guerre, grâce à la négligence des Alliés, qui permit à Mustapha Kemal de faire de son pays vaincu un pays victorieux et de prendre lui-même le titre de ghazi, que la véritable transformation du pays devait s'accomplir. Nous voyons aujourd'hui combien elle est profonde : les réformes ont pris un caractère agressif non seulement contre l'étranger mais contre tout ce qui pouvait rappeler la vieille Turquie elle-même. En même temps qu'ont été abolis tous les privilèges des étrangers, qu'ont été plus ou moins expropriées toutes les entreprises de ceux-ci, les vêtements nationaux, le fez lui-même, ont été proscrits, la Turquie, siège du Califat, a été laïcisée plus complète-

ment qu'aucun Etat occidental, le muezzin s'est tu sur les minarets et le Bosphore ne transmet plus sur ses rives la longue acclamation qui, au coucher du soleil, souhaitait longue vie au Padischah.

J'aurais encore bien des anecdotes à conter sur ma brève carrière diplomatique, au cours de laquelle m'a été donné le rare privilège de pouvoir, étant encore bien jeune, frayer avec tant d'hommes curieux, expérimentés, intéressants. Aucun début de carrière ne peut être plus fructueux pour un jeune homme un peu doué qu'un passage dans la diplomatie. N'étant encore rien par lui-même, il a ainsi l'inappréciable avantage de se trouver sur le terrain même où évoluent des hommes qui ont un nom, parfois un long passé et qui, riches de souvenirs, le font bénéficier de leur expérience.

Mais aussi dans cette carrière, on marque trop longtemps le pas; on est trop longtemps témoin avant de pouvoir devenir soi-même acteur. Les postes où l'on peut avoir quelque initiative sont rares, et les occasions de jouer un rôle utile plus rares encore. Trop souvent on doit se contenter de n'être qu'un figurant. J'aurais tort cependant de me plaindre, car j'ai été particulièrement favorisé, et ainsi que le lecteur a pu s'en rendre compte, j'ai pu, quoique tout jeune et avec un tout petit grade, remplir quelques missions importantes et être mêlé à de curieux événements.

Cependant, après avoir beaucoup regardé, beaucoup écouté, je commençais à sentir le besoin de faire quelque chose par moi-même, de prendre des initiatives, d'agir et, si possible, de créer.

Et puis, par un singulier phénomène d'atavisme, cette finance, que j'avais d'abord si présomptueusement dédaignée, commençait, elle aussi, à m'attirer. Dans la diplomatie même j'avais pu me rendre compte du rôle que joue l'argent dans les affaires les plus importantes, et qu'il est le nerf non pas seulement de la guerre, mais de la plupart des entreprises.

Bref, je méditais de m'évader du Quai d'Orsay, et je m'en ouvris à mon père, qui eut ainsi, avant de mourir, la grande satisfaction — qu'il ne me dissimula pas — de me voir revenir à la voie même qu'il avait tant souhaité me voir suivre.

Toutefois je fus d'accord avec lui pour ne pas couper brutalement les ponts, et de relâcher les liens avant de les rompre tout à fait.

CHAPITRE III

DANS LA FINANCE

Mission en Extrême-Orient. — Je découvre à Singapore le caoutchouc de plantation et songe à l'introduire en Indochine. — Au Siam : une audience de Chulalongkorn. — Secrétaire général de la Banque de l'Indochine.

C'est ainsi que je me fis simplement mettre en disponibilité et charger, par le Ministère des Affaires étrangères lui-même, d'une mission économique en Extrême-Orient. J'étais en même temps autorisé à accepter de la Banque de l'Indochine (où mon père méditait de me faire entrer), une mission d'inspection de ses succursales et agences.

En septembre 1905 je m'embarquai à Marseille pour l'Extrême-Orient.

Ma première étape devait être Pondichéry dans l'Inde Française et j'eus la bonne fortune de me rencontrer sur le paquebot des Messageries Maritimes avec M. Angoulvant, qui venait d'être nommé gouverneur des établissements français de l'Inde et allait prendre possession de son nouveau poste.

Si, par son aspect vieillot, par le souvenir de Dupleix qui plane sur ses places et sur ses avenues, Pondichéry est une cité attachante, rien n'y existe pour susciter la fierté coloniale chez un Français. C'est un vestige et rien de plus. On y sent, de manière cruelle, qu'en dépit de prodiges de vaillance nous avons dû, dans cette Inde immense, céder la place aux Anglais, et que ceux-ci ont largement bénéficié de tout ce que nous avions accompli avant eux.

Pondichéry semble en partie dépeuplée. Sa grande place, où domine une belle statue de Dupleix, est presque toujours vide, envahie par les herbes. Je me souviens que je la traversais le soir, quittant la succursale de la Banque de l'Indochine pour aller dîner avec M. Angoulvant au Palais du Gouvernement. La saison sèche finissait, mais les premières pluies n'étaient pas encore tombées. La chaleur était extrême, accablant les Européens, mais réjouissant les serpents qui abondent dans l'Inde et qui affectionnaient particulièrement cette grande place couverte d'herbes sèches. Pour les écarter de ma route, je frappais le sol avec ma canne, et c'était partout, à droite, à gauche, en avant et par derrière, le bruit des herbes froissées par les serpents en fuite.

Avec M. Angoulvant, qui voulait se rendre compte de l'étendue de son domaine, nous faisions de fréquentes excursions en voiture, mais toujours et presque aussitôt nous éprouvions l'irritante impression de nous heurter au domaine anglais. Le territoire de Pondichéry n'est qu'une petite enclave dans cette Inde immense, et il en est plus de même encore pour Mahé, Chandernagor, Karikal. Les filatures n'y peuvent être que languissantes, concurrencées par la puissante industrie anglaise.

Mais en dehors de quelques colons qui se débattent, des rejetons de quelques vieilles familles françaises, établies là à l'époque glorieuse, et qui, aujourd'hui ne peuvent que végéter, il existe à Pondichéry une catégorie d'indigènes bien curieux, spéculateurs, prêteurs d'argent à des taux fantastiquement usuraires, cambistes avisés; ce sont les Chettys.

De même qu'en Orient l'Arménien sait faire suer l'argent encore mieux que le Juif, le chetty en Extrême-Orient fait le même métier encore mieux que le Chinois. Malheur à l'agriculteur ou au commerçant qui tombe entre les mains du chetty — il se trouve en proie à une pieuvre qui sucera son sang jusqu'à la dernière goutte.

Si le chetty est un fléau pour l'Inde, le politicien en est un autre. En qualité de « vieille colonie », l'Inde française a droit à un sénateur et à un député. Tous les indigènes sont électeurs, alors que presque tous ils sont illettrés, incapables même d'écrire le nom du candidat qu'ils voudraient élire. Dans ces conditions l'élection du député est une farce, alors que celle du sénateur est un marché, car dans

ce dernier cas le collège électoral est composé de quatre-vingts personnes.

On a raconté en France les abracadabrantes histoires du grand électeur de l'Inde française, le célèbre Chanemougan. Son cas est d'autant plus bizarre qu'il n'était pas de très haute caste et qu'il n'était pas très riche. On se demande donc d'où pouvait venir son extraordinaire influence en matière électorale. Et cependant celle-ci était manifeste. Le candidat était-il d'accord avec Chanemougan? Il obtenait quarante mille voix — cessait-il de l'être? Il n'en avait plus que cinq ou six. Le cas s'est produit plus d'une fois.

Le hasard a voulu que je me trouvasse à Pondichéry à un moment où Chanemougan avait l'occasion d'opérer. J'ai de mes yeux vu des troupeaux d'indigènes enfermés comme des bêtes dans de vastes hangars, privés de nourriture pendant quarante-huit heures, puis conduits au scrutin soigneusement encadrés et munis de bulletins de vote remplis en dehors d'eux, enfin, leur devoir (!) rempli, gorgés de viande et de vin en un plantureux festin. C'est ainsi qu'un journaliste parisien, M. Bluysen, a pu autrefois être plus d'une fois élu et siéger au Parlement français en qualité de député de l'Inde. O beautés du suffrage universel!

Je quittai Pondichéry pour Singapore, où je fis la connaissance d'un intéressant personnage : le R. P. Couvreur, religieux français, procureur des missions étrangères et collègue de par ses fonctions d'un autre religieux fran-

çais, non moins curieux, le R. P. Robert qui, lui, résidait à Shanghaï. Ces deux religieux, dont le caractère par ailleurs reste tout à fait respectable, géraient de très importants intérêts matériels et étaient des hommes d'affaires. Leur rôle dans le développement économique de l'Extrême-Orient a été considérable.

On en était alors (en 1905) au début des plantations d'hévéas, et certains pressentaient que ce caoutchouc de culture allait devenir pour le caoutchouc de cueillette, que l'on retirait surtout du Brésil, un concurrent redoutable et peut-être bientôt victorieux. Je trouvai le P. Couvreur dans l'enthousiasme de la nouvelle culture. Il me conduisit visiter une petite plantation d'hévéas qu'il avait créée lui-même aux environs immédiats de Singapore et je le vois encore, mesurant avec amour la circonférence des jeunes arbres qu'il appelait ses « enfants ».

J'aurai l'occasion de revenir plus loin sur cette question du caoutchouc qui a joué un rôle important dans ma carrière d'homme d'affaires. En ce qui concerne le P. Couvreur c'était un homme sympathique et, je n'en doute pas, un très bon prêtre, mais il savait défendre, et peut-être parfois avec quelque excès, les intérêts matériels qui lui étaient confiés. Il pensait sans doute que comme il s'agissait de l'argent des missions, la fin justifiait certains moyens dont autrement il se serait abstenu.

Nous étions restés, après mon voyage, en

relations épistolaires et un jour je reçus du P. Couvreur une lettre me proposant de prendre une participation dans une nouvelle plantation de caoutchouc. Je m'aperçus facilement, en lisant la notice jointe à la missive, que l'affaire était très fortement surcapitalisée et ne pouvait donner, sauf en cas de boom extraordinaire du caoutchouc (ce qui d'ailleurs se produisit peu après) que des dividendes extrêmement médiocres aux actionnaires. C'est ce que je répondis tout net au P. Couvreur, laissant percer, je l'avoue, quelque surprise qu'il m'eût fait pareille proposition. Il ne parut pas du tout embarrassé par ma lettre et se borna à m'écrire à son tour : « Bravo! vous savez vous défendre! » J'ai eu souvent à constater au cours de ma carrière financière que les prêtres, comme d'ailleurs les militaires, ont souvent une mentalité particulière dans les affaires. Sans doute considèrent-ils que c'est là un domaine où les scrupules ne sont pas trop de mise, que les gens d'affaires sont capables de tout et que, par conséquent, il faut se défendre contre eux en les battant avec leurs propres armes ou plutôt avec celles qu'ils imaginent que tous emploient.

De Singapore je passai à Saïgon et je fus dans l'admiration de cette ville charmante qui est certainement l'une des perles de l'Extrême-Orient. Ce n'est certes pas que Saïgon soit située dans un site pittoresque; elle est bâtie sur une plaine marécageuse au bord d'une rivière jaunâtre ou plutôt d'un grand

arroyo sale. Mais elle a de jolies places, de longues avenues bien plantées de ces arbres aux fleurs écarlates qu'on appelle à juste titre des flamboyants. Elle est propre et gaie, toute la saleté extrême-orientale étant reléguée dans son annexe chinoise, la ville de Cholon. Je fus séduit tant par elle que par les autres villes de l'Indochine dont je ne saurais, bien entendu, faire ici la description. Je fus surtout attiré par tout le potentiel que je sentais dans cette magnifique colonie, encore si peu mise en valeur et c'est cette impression qui devait décider de la bifurcation de ma carrière.

J'avais parcouru la plus grande partie de l'Indochine et me trouvais au Siam, en train d'y négocier un emprunt de l'Etat siamois, quand je fus brusquement rappelé en France par un douloureux événement de famille.

Bangkok est une cité ravissante : c'est la Venise de l'Extrême-Orient, car elle est en grande partie bâtie sur pilotis et toute pénétrée par des canaux, des « klongs » qui la sillonnent en tous sens. C'est aussi la cité des innombrables pagodes. Je ne sais ce qu'il en est, maintenant que le roi n'y est plus un dieu, mais alors on ne démolissait jamais une pagode, et on en bâtissait chaque année une nouvelle qu'on inaugurait le jour anniversaire de la naissance du roi. Celui-ci habitait un immense palais, gardé par des soldats strictement vêtus et armés à l'européenne, mais le soir, au coucher du soleil, quand on « amenait les couleurs », on faisait monter au mât

de pavillon, à la place du drapeau, un petit balai pour chasser les mauvais esprits pendant la nuit.

Le roi et sa famille étaient des êtres sacrés, si sacrés qu'on pouvait à peine lever les yeux sur eux et qu'il était rigoureusement interdit de les toucher, sous aucun prétexte. Cela eut même, pendant mon séjour, des conséquences tragiques. Le jour d'une cérémonie sur la Ménam, une barque chargée de princesses chavira et comme personne n'osa transgresser la loi et risquer de les toucher, on les laissa se noyer sans les secourir. Il est vrai qu'il y avait beaucoup de princesses, car le roi, ne pouvant naturellement se mésallier, étant dieu, était tenu de choisir ses femmes parmi ses demi-sœurs, les filles des innombrables épouses de son père. Celles qu'il n'admettait pas dans sa couche restaient filles et vivaient dans l'enceinte du palais dont la population croissait constamment.

Le roi d'alors se nommait Chulalongkorn; j'eus l'honneur d'être reçu en audience par lui. J'étais accompagné par le ministre des Affaires étrangères, un cousin du roi, le prince Dewavongse; à peine nous trouvâmes-nous en présence du souverain que, tout parent qu'il fût, le prince se jeta à plat ventre sur le sol et resta dans cette attitude pendant toute l'audience, qui dura presque une demi-heure, et sans que jamais le roi fit mine d'autoriser le malheureux à se relever, si peu que ce fût. Cela était extrêmement désagréable pour moi,

d'autant plus qu'en dépit de cette attitude de prosternement total le prince devait faire fonction d'interprète. En effet, Chulalongkorn comprenait et parlait l'anglais assez bien, mais il jugeait plus conforme à son prestige de s'exprimer en siamois et je ne sais comment, dans sa position plus qu'incommode, l'infortuné ministre des Affaires étrangères arrivait à saisir les paroles sacrées de son souverain-dieu. Il paraissait bien soulagé quand son supplice prit fin, et pour se remettre il m'emmena aussitôt chez lui prendre une tasse de thé. Quant au souverain, il parut content de moi qui lui procurai de l'argent, et le soir il fit porter chez moi son Ordre de l'Eléphant blanc, que j'ai malheureusement égaré. J'apprécie d'ailleurs les décorations un peu comme ce diplomate étranger que j'eus pour collègue à Berlin. Il avait coutume de sortir dans les cérémonies une brochette assez bien garnie où l'on s'amusait à reconnaître les divers ordres. Quand on arrivait au bout, on trouvait deux ou trois insignes, les plus jolis d'ailleurs, mais que personne ne pouvait jamais identifier. « Quant à celles-là, disait-il alors, avec un gracieux sourire, elles sont de mon invention! » Cela me rappelle aussi le mot de Clemenceau à qui l'on demandait la croix pour quelqu'un à qui il ne voulait pas la donner : « Dites-lui donc que je l'autorise à se nommer grand croix et à porter le grand cordon sans sortir de son appartement! »

C'est à Bangkok que j'eus un exemple remarquable de l'exquise politesse des Chinois. On sait que suivant un usage, qui commence d'ailleurs à se perdre, les banques européennes en Extrême-Orient ont comme intermédiaire auprès de leur clientèle locale un riche Chinois qui touche des commissions, mais qui dépose caution et sert de garant, « le compradore ». Il est en effet fort difficile de traiter des affaires avec des Chinois, non seulement à cause de leur langue, mais parce que ceux-ci ne commercent pas sous leur nom, mais sous un petit nombre de vocables qui sont censés porter bonheur. C'est ainsi qu'une seule banque peut avoir dans sa clientèle trois « Pêchers fleuris » — le pêcher fleuri de la rue X qui est parfaitement solvable, un autre pêcher fleuri de la rue Y qui n'a aucun crédit et enfin celui de la rue Z dont le crédit est douteux. On comprend que seul un compradore puisse s'y reconnaître. La succursale de la Banque de l'Indochine à Bangkok, où j'avais mon bureau, avait donc, elle aussi, son compradore.

Les journées étaient étouffantes et c'était seulement le soir, après le coucher du soleil, qu'on pouvait trouver un peu de brise au bord de la Ménam. Un soir donc je sortais avec le directeur de la Banque quand je remarquai devant la porte une charmante petite voiture, bien vernissée, haute sur roues comme on les faisait alors dans le pays (l'automobile y était encore à peine connue), et attelée de deux ravissants poneys.

« Quel joli équipage, m'exclamai-je, et comme il doit être agréable de s'en servir pour prendre le frais. A qui donc est-il? »

« Il est au compradore », me répondit le directeur. Comme celui-ci suivait à quelques pas, je lui fis naturellement compliment de sa voiture. Il s'inclina profondément sans répondre.

Le lendemain, comme nous sortions de la banque presque à la même heure et dans le même ordre, je remarquai qu'au lieu d'une seule voiture, deux, à peu près pareilles, attendaient.

« C'est, me dit le directeur, le compradore qui, ayant entendu hier combien vous admiriez sa voiture, en met une semblable à votre disposition pour la durée de votre séjour à Bangkok. Vous ne pouvez refuser, car vous lui feriez une mortelle injure — vous en serez quitte en lui faisant un petit cadeau lors de votre départ. »

Tel est le peuple qu'aujourd'hui les Japonais accusent de barbarie.

C'est au Siam que j'appris à connaître les éléphants. Qu'on me permette de faire une courte digression sur ces animaux si intéressants. Ce sont eux, peut-être, qui de toutes les bêtes sont les plus proches de l'homme; malheureusement leur masse, leur habitat et leurs coutumes ne nous permettent pas d'en faire des animaux familiers.

Ce qu'il y a de plus remarquable chez l'éléphant, c'est son sens très développé de la jus-

tice! L'éléphant accepte très bien tout châtiment qui lui paraît mérité, mais il se révolte contre tout traitement injuste. Leurs cornacs le savent bien, car si l'un d'eux se laisse entraîner à une colère injustifiée, il demande aussitôt son changement, pressentant que l'éléphant, implacable, ne lui pardonnera pas : il attendra des semaines pour se venger, mais un jour il écrasera de sa masse contre la paroi de sa cabane le cornac qui l'aura injustement maltraité.

Intelligents, les éléphants le sont à un haut degré : j'en ai vu qui, sur le quai de Rangoon, transportaient et rangeaient des billes de teck; ils accomplissaient leur tâche avec une adresse et un soin étonnants : quand sur le tas une bille de teck dépassait par trop les autres, d'un coup de trompe ils la remettaient à l'alignement!

Un jour nous allâmes visiter des ruines au nord de Bangkok dans le haut pays. Nous étions montés à éléphant.

Le pays que nous avions à traverser était sec et peu ombragé; or les éléphants, dont l'habitat naturel est la forêt vierge, sont fort sensibles à la grande chaleur et au soleil : sous des rayons trop ardents, ils se trouvent mal comme des petites maîtresses! Nous étions partis de très bonne heure mais bientôt le soleil se mit à taper dur. Je m'aperçus alors que mon éléphant, prévoyant, avait fait dans cette sorte de gésier qu'ont ces animaux une provision d'eau et qu'il y puisait pour s'arroser la nuque. Mais sa provision ne tarda pas à s'épuiser... Il regarda alors autour de lui d'un air inquiet, mais n'aperçut aucun ruisseau, aucune mare, rien que du sable... Alors, de sa trompe il écarta les couches supérieures surchauffées par le soleil, et prenant du sable inférieur qui était resté frais, il s'en aspergea, en guise de cette eau qui lui manquait!

Est-il possible de se montrer plus avisé?

Comme je l'ai dit, je dus partir précipitamment pour la France. Je pris à Bangkok le premier bateau en partance, qui se trouva être un petit cargo norvégien, chargé de bois de teck, dépourvu de cabines, et où j'étais le seul passager européen.

A peine sortis de la Ménam, nous rencontrâmes un terrible typhon. Je sus alors ce qu'était un bateau qui, comme disent les marins, « fait la casserole ». C'était infernal; pour comble, les passagers chinois, pour calmer les mauvais esprits de la tempête, se mirent à pousser des cris et à faire brûler des bâtonnets. Enfin, le capitaine norvégien emportait de Bangkok deux chats siamois qu'il paraissait adorer, mais qui devinrent les plus indésirables des hôtes; incommodés par la tempête, ils se mirent non pas à miauler, mais à crier, comme peuvent crier des chats exaspérés, c'est-à-dire, j'imagine, comme des enfants qu'on égorgerait. Si j'en avais eu la force, j'aurais volontiers été jeter par dessus bord ces maudites bêtes, fût-ce au risque de me faire mettre aux fers par le capitaine. Mais j'étais prostré sur

ma chaise-longue, incapable de bouger. Mon boy chinois, qui se montra d'un dévouement admirable, venait en rampant, toutes les deux heures, m'apporter quelque chose de chaud sur le pont supérieur où je m'étais réfugié pour tenter d'échapper aux lames gigantesques qui cependant m'éclaboussaient souvent; il paraissait sincèrement navré quand je refusais son breuvage, préparé au prix de quelles peines! Enfin, après une traversée qui dura six jours au lieu de trois, nous arrivâmes — en quel état! — à Singapore, où je pris un grand courrier.

Comme conclusion de la mission gratuite que m'avait confiée le ministère des Affaires étrangères, je remis au Quai d'Orsay un rapport où j'insistais sur la nécessité de mettre mieux en valeur un pays aussi plein de ressources que l'Indochine. Puis, pour travailler moi-même à cette œuvre dont j'avais pris conscience, j'entrai à la Banque de l'Indochine, en qualité de secrétaire général.

J'avais à apprendre la pratique des affaires de banque. Ce n'est pas sorcier. Un peu comme tous les professionnels qui cherchent à se donner du prestige, les banquiers se plaisent à rendre leur métier hermétique aux profanes, tout comme le font les médecins, avocats, etc. — ils usent d'un jargon et parfois compliquent les choses les plus simples. Mais je puis dire qu'au bout de trois mois les affaires de banque et de bourse, voire même les questions de

change, qui passent pour les plus difficiles, n'avaient plus guère de secrets pour moi.

Je ne m'étonnai plus de l'allure lente avec laquelle se développait l'Indochine, quand je constatai combien la banque d'émission, qui était alors la seule banque d'affaires existant dans le pays, se montrait peu hardie. Cela tenait pour beaucoup à l'esprit assez timoré de son directeur, enfant de la balle, qui avait grandi avec l'établissement lui-même où il avait gagné tous ses galons, M. Stanislas Simon, homme cependant d'une réelle intelligence et d'un grand bon sens. Je n'oubliai jamais le petit discours qu'il me tint à mon entrée dans la maison : il se résumait tout entier dans cette phrase que je cite textuellemnt : « Vous allez étudier nos affaires; vous verrez que tout naturellement nous gagnons bien assez d'argent; ce qui importe surtout, c'est de ne pas en perdre! »

Je restai stupéfié; c'étaient donc là les grandes affaires, et moi qui croyais encore aux grands capitaines de finance,et d'industrie!

Evidemment, M. Stanislas Simon considérait que le privilège d'émission des billets de banque en Indochine était une mine d'or, un précieux filon qu'il fallait soigneusement exploiter et que le grand danger venait des crédits qu'en contre-partie la banque était plus ou moins obligée de consentir. En outre la piastre était alors une pure monnaie d'argent comme le taël chinois, et n'était pas, comme elle l'est aujourd'hui, rattachée au franc. Il en résultait

qu'entre le franc et la piastre existait un change variable que la banque, par laquelle passaient presque toutes les transactions commerciales, contrôlait rigoureusement et qu'elle pouvait faire varier à sa guise dans certaines limites. Par là, de considérables bénéfices de change étaient assurés.

Il est vrai que le gouvernement français, soucieux de l'extension de notre influence, avait plus ou moins obligé la banque à ouvrir des agences en Chine et que là, sous le régime de la concurrence avec les banques étrangères, les risques étaient beaucoup plus grands. Toutefois, grâce au commerce considérable que l'Indochine faisait avec la Chine, la banque, là aussi, se trouvait en bonne situation et en fait les agences de Chine fournissaient régulièrement une part très appréciable des bénéfices. Néanmoins, chaque fois que le gouvernement demandait l'ouverture d'une nouvelle agence, la même petite comédie se jouait : la banque se posait en victime et feignait de faire un réel sacrifice, d'accomplir un gros effort. En réalité, s'il n'y avait pas, à proprement parler, sacrifice, il y avait effort et un effort souvent difficile. La difficulté était surtout de trouver du personnel. Les jeunes Français, surtout ceux qui avaient déjà quelque expérience et un gagne-pain, et c'étaient ceux-là seulement qu'on pouvait envoyer dans les agences, répugnaient beaucoup plus qu'aujourd'hui à aller aux colonies ou à s'expatrier en Chine. Aussi les pertes, quand elles se pro-

duisaient, venaient-elles presque toujours de l'insuffisance du personnel. C'était un directeur qui, en dépit du contrôle exercé, prenait une stupide position de change et s'y entêtait comme celui de Singapore par exemple qui, malgré les avertissements et presque le bruit public, ne voulut pas croire à la stabilisation prochaine du dollar des Straits, se mit à faire la contre-partie de la place tout entière et fit ainsi perdre à la banque, en quinze jours, un bon nombre de millions.

Pendant la période, à la vérité assez courte, où je fus secrétaire général de la Banque de l'Indochine, je m'efforçai d'améliorer le recrutement du personnel des agences; c'était dans mes attributions directes, car c'est moi qui faisais passer les examens auxquels ces jeunes gens étaient soumis; je crois, sans me vanter, avoir obtenu quelques résultats.

A cette époque, on disait que la Chine s'ouvrait au capital étranger et à la collaboration étrangère. M. René Pinon publiait un livre intitulé « la Chine qui s'ouvre », qui n'eut d'ailleurs rien de prophétique, car très peu de temps après, la Chine recommença à se fermer et devint furieusement xénophobe.

CHAPITRE IV

DANS LA FINANCE (*suite*)

La fondation du chemin de fer éthiopien de Djibouti à Addis-Abéba. — Ménelik; le Dr Vitalier; M. Milliès-Lacroix. — Administrateur puis Vice-Président de la Banque de l'Union Parisienne. — Voyages en Russie; le comte Tatitscheff; la comtesse Chéréméteff; une rencontre avec Raspoutine.

Pendant une certaine période néanmoins, la Chine contracta des emprunts en Europe pour construire des chemins de fer. Ces emprunts étaient placés en France et en Angleterre, et à la tête du syndicat qui les prenait ferme se trouvaient la Banque de l'Indochine et la Hongkong and Shangaï Banking Corporation. Aussi eus-je souvent à me rendre à Londres pour traiter avec le manager de la Hongkong Bank à Londres, M. Addis. C'était un homme intelligent, certes, mais de vues quelque peu étroites, et extrêmement entêté; en outre, en bon banquier de la Cité, il était convaincu de l'énorme supériorité du marché de Londres sur tous les autres marchés, et nous considérait comme des « seconds » qui n'avaient qu'à suivre. Il était bien britannique dans la discussion, c'est-à-dire qu'il ne tenait presque aucun compte de son interlocuteur. Quand on

avait fini un long développement où on avait exposé, en réponse à sa thèse, tous les arguments imaginables, il rétorquait en reproduisant la phrase même par laquelle il avait commencé. Moi, qui ai si souvent négocié avec des Anglais de divers milieux, je connais bien cette mentalité presque invariable; il faut placer les Anglais devant les faits; le plus souvent il ne sert à rien de les raisonner. Combien de fois m'est-il arrivé de faire tout à fait inutilement de la dialectique dont j'étais fier : à bout de raisonnements, je citais un exemple, souvent insignifiant, aussitôt leur attention s'éveillait.

Les Anglais aussi, quoiqu'on leur prête un grand esprit pratique, sont très sensibles à l'argument d'autorité, qui est le plus faible de tous. Un homme peu intelligent, mais ayant du poids pour une raison quelconque, notoire, n'importe à quel titre, obtiendra plus d'eux que l'homme le plus éloquent, le plus persuasif. Ils se diront, tout en l'écoutant mal : « C'est un tel qui a fait ceci et cela; il doit savoir ! »

L'affaire la plus importante dont j'eus à m'occuper particulièrement pendant mon passage à la Banque de l'Indochine, fut la constitution du Chemin de fer franco-éthiopien.

L'Empereur Ménélik avait donné à deux hommes d'affaires qui étaient en même temps de grands aventuriers, dans le bon sens du terme, M. Ilg, qui était Suisse, et M. Chefneux, qui était Français, la concession d'un chemin

de fer qui devait relier sa capitale Addis-Abeba à la côte. Mais par suite de la difficulté à trouver des fonds pour cette entreprise, le chemin de fer n'avait été construit, et encore assez mal construit, que jusqu'à Diré-Daoua. En outre, l'exploitation se trouva lourdement déficitaire, si bien que la Compagnie concessionnaire, dite Compagnie Impériale, fut bientôt aux prises avec les pires difficultés. Ménélik, qui fut un grand souverain, à l'esprit très averti, était impatient d'avoir son chemin de fer et rêvait de le prendre pour aller faire un voyage en Europe. Il commença par s'en prendre à Chefneux qui avait été son grand favori; il le fit même « enchaîner », suivant la coutume du pays; mais naturellement cela n'avança pas les affaires du chemin de fer.

Or il avait auprès de lui un médecin particulier, docteur de la Faculté de Médecine de Paris, le Dr. Vitalien. C'était un Français des Antilles, du plus beau noir, mais qu'on eût fort outragé en l'appelant un nègre. Il imagina d'envoyer ce Dr. Vitalien en mission à Paris, pour prier le gouvernement français de le débarrasser d'Ilg, Chefneux et consorts, et de lui présenter une compagnie honnête et capable, qui achèverait le chemin de fer jusqu'à Addis-Abeba et l'exploiterait convenablement.

M. Milliès-Lacroix était alors ministre des Colonies, et c'est à lui en même temps qu'au ministre des Affaires étrangères que s'adressa le Dr. Vitalien dès son arrivée à Paris.

M. Milliès-Lacroix était un excellent homme, ancien commerçant de Dax. Il était patriote et beaucoup plus avisé que son esprit un peu « provincial » ne le laissait supposer. N'ayant jamais quitté la métropole, il avait été très frappé, en arrivant au ministère des Colonies, par l'importance de l'empire colonial français, « de grandes colonies et un tas de petites que personne ne connaît ! », disait-il un jour en faisant tourner entre ses doigts une grande mappemonde qui était dans un coin de son vaste cabinet du Pavillon de Flore (c'est là qu'était installé alors le ministère des Colonies).

Il comprit tout de suite l'importance de cette affaire pour la France et résolut de la faire aboutir. Il y avait du mérite, car à ce moment-là précisément la construction du chemin de fer du Yunnan (cas un peu analogue) se révélait beaucoup plus coûteuse qu'on ne l'avait prévu : les devis, les forfaits étaient effroyablement dépassés. Comme il était certain que la nouvelle compagnie demanderait, sous une forme ou sous une autre, la garantie de l'Etat français, une forte opposition était à prévoir de la part du Parlement.

Le gouvernement français songea, pour former la compagnie demandée par Ménélik, à s'adresser à la Banque de l'Indochine, qui avait précisément une succursale à Djibouti.

En raison de mon passé diplomatique et aussi peut-être de certaines qualités d'allant, je fus chargé tout spécialement des négociations, pour le compte de la Banque de l'Indochine.

Mais avant de former une nouvelle compagnie, il fallait se débarrasser de l'ancienne. Ce n'était pas très commode. Elle était bien en liquidation judiciaire, mais cela n'est pas la faillite, et les liquidateurs judiciaires s'entendent fort bien à défendre les droits des sociétés qu'ils songent plutôt à reconstituer qu'à liquider (en l'espèce le liquidateur, M. Vacher était un homme fort intelligent).

La concession de la Compagnie Impériale était en bonne et due forme, et si Ménélik était prêt à l'annuler purement et simplement, le gouvernement français avait alors le respect des contrats !

Ledit gouvernement avait bien une arme, qu'il ne se faisait pas faute de brandir : la déchéance; mais on lui répondait en le menaçant du Conseil d'Etat. Et puis, naturellement, la Compagnie Impériale avait des amis, dont quelques-uns étaient puissants. Bref, la bataille était chaude. Finalement j'arrivai à m'entendre avec le liquidateur moyennant la promesse d'un certain nombre d'annuités dont la compagnie ferait son affaire pour fermer elle-même la bouche à ses obligataires. Tout l'actif de la Compagnie Impériale, sur le territoire de Djibouti et en Ethiopie, passerait à la compagnie nouvelle.

Celle-ci recevrait une nouvelle concession tant du Négus que du gouvernement français.

Pour l'établissement de la convention avec l'Etat français, j'eus à négocier directement avec M. Milliès-Lacroix, assisté d'un représentant du ministère des Finances, ce dernier étant naturellement le plus dur à convaincre.

Les discussions furent longues dans le grand cabinet du Pavillon de Flore! Comme j'étais très jeune et très bouillant, je m'emportais quelquefois... M. Milliès-Lacroix me regardait avec une indulgence amusée, et calmait ma juvénile ardeur. Quand les divergences étaient importantes, je faisais « donner » un homme de grande autorité, M. Roume, qui venait de quitter le gouvernement général de l'Afrique occidentale, était entré comme administrateur à la Banque de l'Indochine et devait être président de la nouvelle compagnie du chemin de fer, les fonctions d'administrateur-délégué m'étant réservées à moi-même. La convention qui fut signée avec l'Etat français porte la signature de M. Roume et la mienne. Quant à la convention avec Ménélik, elle fut signée par M. Klobukovski, ministre de France à Addis-Abeba, mais celui-ci, bien qu'on lui eût envoyé les instructions les plus précises et les plus détaillées, confondit dans sa rédaction les recettes brutes avec les recettes nettes : le bénéfice — si bien que le prélèvement réservé au Négus serait devenu formidable et aurait mis indéfiniment la Compagnie en déficit. Il fallut envoyer en mission spéciale un futur administrateur de la Compagnie, M. H.-E. Boyer, pour négocier et obtenir la substitution du mot *nettes* à celui de *brutes*.

Il me reste à raconter un épilogue assez amusant : le procès que le médecin du négus, le Dr. Vitalien, qui avait joué au début le rôle d'intermédiaire et qui trouva insuffisants les honoraires qui lui furent alloués, intenta à la compagnie. Comme principal argument à l'appui de ses demandes, il fit état d'un déjeuner que j'avais offert chez moi en son honneur. Ce déjeuner, plaida-t-il, était si succulent qu'il contenait la promesse implicite d'honoraires plus succulents encore. Le tribunal ne le suivit pas sur ce terrain culinaire, mais voilà comment on peut être compromis en affaires par le talent de sa cuisinière!

Je devais bientôt quitter la Banque de l'Indochine pour entrer à la Banque de l'Union Parisienne en qualité d'administrateur d'abord et peu de temps après de vice-président. Ce fut un ancien ambassadeur de France à Vienne, le marquis de Reverseaux, qui prépara la chose. Il était l'ami intime du président et fondateur de l'Union Parisienne, M. Villars, qui l'avait fait entrer dans son Conseil.

M. Villars désirait (du moins l'affirmait-il, et ce qui m'autorisa à en douter, c'est qu'après mon propre départ pendant la guerre il ne choisit pas moins de deux dauphins successifs, M. François-Marsal d'abord, puis M. Sergent, avant de se résigner à prendre une demi-retraite) préparer sa succession.

Le marquis de Reverseaux lui fit mon éloge, et M. Villars profita précisément des réunions nombreuses qui eurent lieu à la Banque de l'Indochine entre les représentants des principales banques pour constituer le capital de la compagnie du chemin de fer franco-éthiopien pour venir lui-même écouter les exposés que j'étais amené à y faire. Il faut croire que ces exposés lui plurent, car il invita le directeur de la Banque de l'Indochine à venir dîner chez lui tout spécialement pour l'interroger sur mon compte. Le lendemain, dès son arrivée à la banque, M. Simon vint dans mon bureau : « On veut vous débaucher, me dit-il, j'espère bien que vous résisterez, et je suis tout prêt, si vous le désirez, à vous faire nommer par le Conseil directeur-adjoint. »

J'aurais dû accepter, mais l'offre de M. Villars était bien flatteuse : entrer tout jeune encore (j'avais de peu dépassé la trentaine) dans le conseil d'une banque importante et qui avait alors le vent en poupe, pour y siéger à côté des représentants des vieilles maisons protestantes, dont deux ou trois étaient régents de la Banque de France — c'était bien tentant!

J'acceptai donc et eus le tort de sacrifier le solide au brillant. Le Conseil de la Banque de l'Indochine me donna la meilleure preuve d'estime en me laissant le soin de choisir moi-même mon successeur — je présentai mon beau-frère, M. René Thion de la Chaume, inspecteur des finances et alors chef adjoint de cabinet de M. Caillaux, lequel n'était pas *persona grata* auprès de la haute finance. On l'agréa cependant, à cause de moi, et je lui mis ainsi le pied à l'étrier pour toute sa carrière — je n'en dirai pas plus.

« Détourne-toi et passe », a dit Dante.

A la Banque de l'Union Parisienne, j'eus à m'occuper de nombreuses affaires, et spécialement d'affaires russes. Je connus ainsi la Russie des tsars et eus à déplorer l'affreuse corruption qui y régnait dans les hautes sphères.

Je fus même quelque temps président d'une banque russe, « l'Union de Moscou », dont la Banque de l'Union Parisienne souscrivit une augmentation de capital. Le président de cette banque était un homme curieux, le comte Tatitschef; il appartenait à une très grande famille russe qui eut des représentants dans l'entourage immédiat des tsars, à l'armée et dans la diplomatie.

Ce Tatitschef était intelligent certes, mais dépourvu de scrupules, et il mentait à peu près comme l'eau murmure en coulant.

Quand il venait à Paris pour les affaires de sa banque, il commençait par dévaliser Lachaume en envoyant des fleurs à ma femme, puis il courait les tripots et les boîtes de nuit, s'imaginant que je ne le savais pas. Un jour, au casino d'Enghien, quelqu'un l'entendit dire à l'un de ses secrétaires : « Allez téléphoner à M. Homberg que je suis retenu par une affaire exceptionnellement importante et que je ne pourrai arriver chez lui que plus tard. »

Il avait coutume de dire en me recommandant quelqu'un : « c'est un homme exceptionnellement honnête! », — à quoi je ne pouvais m'empêcher de répliquer : « Je préférerais qu'il fût honnête tout simplement. »

Je ne tardai pas d'ailleurs à quitter cette banque russe, et voici pourquoi :

Ne pouvant naturellement assister à toutes les réunions du conseil, j'avais exigé que l'on m'envoyât tous les procès-verbaux des séances de ce conseil dont j'étais le président, et que ceux-ci ne devinssent définitifs qu'après mon approbation. Quelle ne fut pas ma stupeur de lire dans l'un des documents que l'on me fit parvenir cette phrase que je reproduis textuellement : « Le conseil, considérant qu'en menant à bien ces affaires il a fait preuve d'une habileté exceptionnelle (à ce mot d'exceptionnel on reconnaissait le rédacteur!), décide de s'allouer une gratification de cinquante mille roubles. »

J'écrivis aussitôt pour faire remarquer à mes gourmands collègues que les statuts leur allouaient un pourcentage sur les bénéfices et qu'ils ne pouvaient songer à d'autres gratifications.

On obtempéra, mais de ce fait la cordialité cessa de régner entre nous, et me doutant bien que ces Russes astucieux avaient dû trouver d'autres moyens de se servir à mon insu, je donnai peu après ma démission.

Si, malheureusement, beaucoup de Français qui vivaient en Russie étaient contaminés par

l'ambiance profondément immorale et corrompue de cet infortuné pays, ce n'était pas cependant le cas de tous, et je veux rendre un hommage ému à la mémoire d'un de nos compatriotes qui fut un vrai héros. Il s'agit de Pierre Darcy, fils du président du Comité des Houillères de France. Il était le représentant de ma banque, l'Union Parisienne, et c'est lui qui me recevait quand j'allais en Russie. Je l'ai donc bien connu. Quand la révolution russe éclata, Darcy était de passage en France : il jugea de son devoir de retourner en Russie pour être à la tête, en ces moments critiques, de ce qui restait de la colonie française : on l'avertit des dangers qu'il allait courir; ce fut pour lui un motif de plus pour partir immédiatement. Les bolchevistes le persécutèrent, l'emprisonnèrent, et dans un cachot infect il tomba gravement malade. On ne le libéra que pour l'envoyer à l'hôpital français, où il eut du moins la consolation de mourir entouré de sœurs de charité françaises.

Darcy, dont l'intelligence était grande, qui était distingué et charmant, donna ainsi le plus bel exemple et fut victime volontaire de sa très haute conception du devoir.

J'eus aussi l'occasion de faire en Russie une autre affaire, bien intéressante et qui, si la guerre et la révolution ne fussent intervenues, aurait donné sans doute de merveilleux résultats.

Un jour que je me trouvais dans le cabinet du maire de Moscou, M. Goutchkof, je remar-

quai sur une immense carte de la ville pendue au mur, une grande enclave teintée de rouge. « Qu'est-ce donc que ceci? » demandai-je au maire. Celui-ci me raconta alors que la Grande Catherine eut pour amant — entre autres — un comte Chérémétieff à qui, au lendemain d'une belle nuit, elle donna en fief tout un quartier de Moscou.

Ce quartier appartenait toujours à la famille Chérémétieff — il comptait alors plus de 50.000 habitants et comprenait en outre un château et un parc magnifique. La municipalité n'y possédait aucun droit; la voirie y existait à peine, ni le gaz, ni l'électricité n'y pénétraient; tout y était à faire.

Comment donc, m'écriai-je, une situation aussi paradoxale se prolonge-t-elle?

C'est que, me répondit-on, les Chérémétieff sont fort riches (si riches qu'un dicton en Russie dit que quand on joue sans intéresser la partie, « on joue pour le comte Chérémétieff! »), ils ne s'inquiètent pas de ce bien. Le chef de la famille est un dilettante qui ne songe qu'à la musique et entretient à grands frais un orchestre de plus de cent musiciens; c'est sa femme qui gère les biens, et comme elle est fort méfiante, toutes les offres que nous lui avons faites pour reprendre ou même pour gérer simplement cette partie de la ville, ont échoué.

Comme j'exprimais l'intention de tenter la chance à mon tour, M. Goutchkoff me prédit que ce serait perdre mon temps; il ne refusa pas néanmoins de me donner une lettre d'introduction pour la comtesse Chérémétieff.

J'allai la remettre dans un beau palais situé sur le quai splendide qui bordait la Néva. Je reçus une invitation à déjeuner et la comtesse m'accueillit entourée de ses hommes d'affaires, parmi lesquels un ancien diplomate nommé Pavlof, qui avait joué un rôle inquiétant en Corée, sur le Yalou, lors de la guerre russo-japonaise.

J'exposai à la comtesse que je comprenais parfaitement qu'elle ne voulût et même probablement ne pût vendre un fief qui venait des ancêtres de son mari, mais qu'elle pourrait, moyennant redevances à débattre, le donner à bail à une compagnie foncière qui y créerait tout l'urbanisme qui faisait lamentablement défaut. Etait-il compatible avec le prestige d'un nom respecté comme le sien, que ce quartier continuât à croupir dans la misère et la saleté? Il faut croire que je fus convaincant, car la comtesse ne repoussa pas mon idée, et il fut décidé qu'on en poursuivrait l'étude.

Je repartis pour Paris muni de cette acceptation de principe, et promis de revenir bientôt pour mettre l'affaire sur pied.

Ayant soumis l'affaire à mes collègues de Paris, qui se montrèrent enthousiastes, je repartis pour Moscou, accompagné, à titre d'expert, du président du conseil municipal de Paris, M. Félix Roussel, qui voulait, à l'expiration de sa charge, entrer dans les affaires.

Après de laborieuses négociations, nous convînmes de former une compagnie française qui serait autorisée par ukase du tsar à fonctionner en Russie et prendrait, avec tous les droits du propriétaire, le fief Chérémétieff à bail pour une durée de 99 ans.

Les Chérémétieff recevraient des actions d'apport de la compagnie et une très importante redevance annuelle.

M. Félix Roussel accepta de devenir président de la nouvelle société — je m'aperçus bientôt que c'était un homme qui croyait avoir fait beaucoup — et presque assez — pour les affaires, quand il leur avait donné son nom. Il dut être fort satisfait de la Compagnie des Messageries Maritimes, dont il devint aussi le président, peu de temps après, quand elle donna son nom à l'un de ses nouveaux paquebots.

Par suite de l'indolence de son président et aussi des difficultés très grandes qu'il y avait à mettre en train une telle entreprise, les travaux étaient à peine commencés quand la guerre puis la révolution russe éclatèrent. Nous eûmes à déplorer la perte du directeur français que nous avions envoyé à Moscou, et qui disparut sans que jamais personne put nous dire ce qu'il était devenu.

Le fils aîné de la comtesse Chérémétieff se réfugia à Paris, où il dut prendre pour vivre un métier manuel. Il toucha quelque argent lors de la liquidation de la Société, où les actionnaires français perdirent le premier

quart de leur mise, mais se trouvèrent libérés des trois autres quarts qu'ils avaient souscrits. Comparé à celui des malheureux actionnaires d'autres entreprises russes, leur sort est relativement enviable.

Je ne dois pas quitter la Russie sans raconter une curieuse circonstance dans laquelle il m'arriva de rencontrer le fameux Raspoutine, peu de temps avant la grande guerre.

Je demandais alors, au nom d'un groupe financier à la tête duquel était ma banque de l'Union Parisienne, la concession de la construction d'un tronçon de chemin de fer dans le Sud de la Russie. La négociation n'avançait pas, pour des raisons mystérieuses. Je finis par apprendre que l'opposition venait des grands-ducs qui voulaient qu'au lieu de ce chemin de fer dont je demandais la concession, on en construisît un autre qui ne s'imposait évidemment pas puisque, sur tout son tracé, il suivait la côte de la mer Noire, mais qui avait, à leurs yeux, le grand avantage de desservir les somptueuses propriétés qu'ils possédaient dans la région.

Raspoutine, qui était alors fort combattu, fut mis au courant du projet et fit savoir aux grands-ducs que s'ils voulaient cesser ou même simplement atténuer l'opposition féroce qu'ils lui faisaient, il leur ferait donner satisfaction par le Tsar. En même temps il désira me voir pour me demander de retirer ma demande de concession.

Darcy me fit part de ce désir, car on s'était adressé à lui pour m'atteindre et, poussé sur-

tout par la curiosité de connaître le célèbre moujick, je consentis à l'entrevue. Celle-ci devait avoir lieu dans le parc de Tsarkoïé-Selo, résidence du Tsar.

Un jour donc nous prîmes le train, Darcy et moi, en grand secret. A la gare de Tsarkoïé-Selo une voiture fermée nous attendait avec un guide qui s'installa aussitôt à côté du cocher. La voiture nous conduisit à une petite porte pratiquée dans le grand mur qui entourait le parc du château. Aucun garde n'était là ou du moins n'était visible.

Notre guide sauta rapidement à bas du siège et, tirant une clef de sa poche, ouvrit la petite porte. Il entra avec nous dans le parc et nous conduisit à une sorte de petit carrefour où Raspoutine m'attendait.

Je ne puis rien dire qui ne soit connu sur le trop fameux moujick. Il était sale, vulgaire, mais il avait incontestablement des yeux magnifiques, un regard puissant d'hypnotiseur. Par l'intermédiaire de notre guide, qui nous servit d'interprète, il me confirma son désir et parut fort satisfait quand je lui déclarai que, ne me souciant pas d'être pris dans une intrigue qui était tout à fait d'ordre intérieur, je retirerais ma demande de concession.

Il me demanda, avant de nous quitter, s'il me serait agréable de recevoir une marque de faveur du Tsar, une haute décoration par exemple. Je le remerciai mais, ne voulant pas devoir quoi que ce soit au personnage, je déclinai l'offre en disant que j'avais déjà une

décoration russe qui me suffisait. S'il fut blessé, il le dissimula parfaitement.

Telle fut ma brève rencontre avec Raspoutine.

Pendant mon passage à la Banque de l'Union Parisienne je m'occupai aussi de la construction de chemins de fer en Serbie. La préoccupation du gouvernement français était en effet d'outiller ce pays, notre allié le plus sûr dans les Balkans. Une Société de construction fut créée dans ce but par la Banque Franco-Serbe dont j'étais le vice-président. J'allai plusieurs fois à Belgrade pour conférer avec le gouvernement serbe. Je fis la connaissance du président du Conseil, M. Patchich, et du ministre des Finances, M. Patchou. C'étaient deux patriotes, plus cultivés que la plupart de leurs concitoyens. Les Serbes, en effet, étaient de merveilleux soldats, d'une endurance extraordinaire : j'en ai vu qui avaient combattu plus d'un an sans se déshabiller! Mais le gouvernement était bien arriéré dans ses méthodes. Au surplus, comme tous les Slaves, comme les Russes, les Serbes n'avaient pas notre mentalité en matière d'argent; ils estimaient tout naturel de recevoir des cadeaux en espèces et n'assimilaient pas cela le moins du monde à la corruption. Nous y mettons plus d'hypocrisie mais, quand un fonctionnaire, au moment de prendre sa retraite, entre dans des Conseils d'administration par la grâce de ceux qu'il contrôlait la veille, y a-t-il grande différence?

Ces constructions de chemins de fer furent

interrompues, à peine commencées, par la grande guerre. A ce propos, au moins deux ans avant qu'elle éclatât, une prophétie singulièrement exacte m'avait été faite par un Serbe, homme politique important dont j'ai oublié le nom.

— C'est grâce à la Serbie, me dit-il, que la France recouvrera l'Alsace-Lorraine.

Et comme je m'étonnais :

— Oui, poursuivit-il, l'Autriche nous attaquera; la Russie viendra à notre secours; la France et l'Allemagne se trouveront ainsi entraînées dans la guerre et vous récupérerez l'Alsace-Lorraine !

Il était difficile de mieux annoncer les événements futurs.

Il intéressera peut-être les lecteurs de ces mémoires que je donne quelques détails sur deux hommes que j'ai bien connus et qui, pendant cette période d'avant-guerre, de 1910 à 1914, exercèrent dans le monde des affaires une influence prépondérante, M. Dorizon de la Société Générale, et M. Ullmann du Comptoir d'Escompte.

M. Dorizon était dans toute l'acception du terme un self made man. Il était entré à la Société Générale, alors que mon père en était le directeur, en qualité de tout petit employé, peut-être même de groom. Mon père n'avait pas connu son nom. Il s'éleva d'échelon en échelon, devint secrétaire général, sous-directeur, directeur, et il finit par se faire nommer président. Il avait une intelligence vive et ra-

pide, un sens aigu des affaires, une grande ténacité. Ce qui montre sa force de caractère, c'est qu'au fur et à mesure de son ascension, il sentit combien son manque de culture générale, l'absence d'*humanités* l'handicapaient; aussi se décida-t-il à apprendre sur le tard le grec et le latin; il fit venir le soir chez lui des professeurs qui lui constituèrent ce bagage dont il avait senti le besoin.

Malheureusement son ascension rapide lui tourna quelque peu la tête; il jeta tardivement sa gourme; il se mit à faire la fête, à fréquenter Montmartre et les établissements de nuit.

Il se lia étroitement avec un spéculateur étranger de grande envergure, Farqu'har, qui l'engagea plus que de raison dans les affaires brésiliennes, et les difficultés qui faillirent faire crouler la Société Générale, à la veille de la guerre, vinrent en grande partie de là.

M. Ullmann, l'âme agissante du Comptoir d'Escompte, était un tout autre homme. C'était un Allemand, naturalisé, méthodique, prudent, opiniâtre. Il était grand ami de Caillaux. Sa gestion du Comptoir fut irréprochable. La guerre fut pour lui un coup terrible. Bien que son fils se fût engagé dès l'ouverture des hostilités et eût été blessé, il sentit vite que ses origines lui rendaient impossible de rester à la tête d'un grand établissement de crédit français; il eut d'ailleurs des collègues qui, en affectant de le défendre, lui jetèrent plus d'un pavé de l'ours. Il se retira, avec une

dignité à laquelle il faut rendre hommage, bien qu'il ne fût pas sympathique, et vécut à Paris dans la retraite.

Voilà deux hommes qui ont joué, il y a peu de temps, un rôle prépondérant dans la finance française; à eux deux, ils disposaient pratiquement de l'épargne. Qui donc se souvient encore d'eux? « Vanitas vanitatum! »

Je n'ai eu qu'un duel dans ma vie, mais sa cause est assez curieuse pour qu'il vaille la peine de le raconter.

Comme vice-président de la Banque de l'Union Parisienne, j'avais eu à m'occuper d'une affaire qui consistait à financer, d'accord avec un groupe anglais, la construction du chemin de fer longitudinal chilien. Cette construction avait été prise à forfait par deux entrepreneurs, l'un anglais et l'autre français, le comte Vitali, bien connu par ses entreprises en Turquie. J'étais président de la Société financière qui avançait les fonds aux constructeurs. Ceux-ci dépassèrent leur forfait, et naturellement la Société financière dut se montrer difficile pour avancer des fonds supplémentaires qui ne pourraient être récupérés que par suite de réclamations introduites pour cas de force majeure devant le gouvernement chilien. En outre, j'avais des doutes sur la régularité des opérations des constructeurs. Ce sont ces considérations que je crus de mon devoir d'exposer devant le Conseil de la Société Financière. Un des administrateurs de celle-ci était le représentant et l'ami du constructeur

français, le comte Vitali. Bien qu'il fût lié par le secret professionnel, il ne craignit pas d'aller raconter la séance à son ami, et il lui dit que j'avais mis en doute son honnêteté. Le comte Vitali m'envoya ses témoins. J'aurais pu refuser toute réparation, car je ne devais compte à personne de ce que, remplissant mon devoir de président, j'avais dit dans le secret du conseil, pour éclairer mes collègues. Mais ne voulant pas paraître reculer, je laissai le soin d'élever ce déclinatoire, s'ils le jugeaient bon, aux deux témoins que je pris naturellement dans le conseil de la Banque de l'Union Parisienne, dont j'étais le mandataire : le président, M. Villars, et mon collègue à la vice-présidence, M. Frédéric Mallet. Ces deux messieurs ne refusèrent pas la rencontre — ce que j'aurais fait à leur place — et reconnurent la qualité d'offensé au comte Vitali, qui choisit l'épée.

Nous allâmes donc un matin de fort bonne heure, dans le costume solennel que l'on a coutume d'adopter en ces circonstances — redingote et chapeau haut de forme! — dans le jardin de la Grande Roue, pour vider notre querelle dans le sang!

J'avais bien fait un peu de fleuret dans ma jeunesse, mais je n'avais jamais tenu une épée. Aussi, ne désirant pas plus être tué que massacrer mon adversaire, je me rendis la veille chez un maître d'armes et lui demandai de m'enseigner une garde qui m'évitât de recevoir un mauvais coup. Il me montra comment te-

nir mon épée et m'assura que si je ne me départissais pas de ma garde je serais sans doute touché au bras, mais que je ne pourrais être atteint au corps. C'est en effet ce qui arriva : à la troisième reprise j'eus une forte atteinte au bras, qui s'engourdit aussitôt, et les témoins déclarèrent l'honneur satisfait!

Ce duel m'a toujours paru assez ridicule, et je ne l'aurais pas raconté, s'il n'avait eu alors un assez vif retentissement dans le monde des affaires. On y reprocha vivement à mes deux témoins d'avoir accepté le combat. « Où allons-nous? dirent les hommes d'affaires, si ce qu'on se risque à dire dans un conseil peut désormais vous conduire sur le pré? »

Les événements prouvèrent d'ailleurs que j'avais eu grandement raison d'émettre des doutes sur la régularité des opérations de construction du chemin de fer chilien. Le constructeur anglais, un nommé Griffiths, se suicida peu de temps après.

CHAPITRE V

PENDANT LA GUERRE

La grande guerre éclate. — Je rentre au service de l'Etat. — A Bordeaux. — Je fais la connaissance de M. Ribot et deviens son principal collaborateur.

J'étais donc vice-président de la Banque de l'Union Parisienne quand la grande guerre éclata. En cette qualité j'eus à prendre part aux nombreuses réunions qui eurent lieu au ministère des Finances. Au seul point de vue financier, une ombre planait sur toutes ces réunions : c'était celle de la situation plus que difficile où se trouvait la Société Générale, qui était à la veille d'une suspension de paiements. Si le moratorium qui fut décidé lors de l'ouverture des hostilités fut un moratorium piteux à 5 %, qui ne laissait que ce pourcentage infime à la disposition des déposants, cela vint — il faut le dire — de la situation critique de ce seul établissement, car la situation des autres était forte et eût permis une restriction beaucoup moins grande. Dans un esprit de solidarité — dont il faut les louer — tous ac-

ceptèrent néanmoins ce qui parut alors une atteinte à leur crédit; bientôt d'ailleurs, ils ouvrirent des comptes « hors moratorium », qui atténuèrent, supprimèrent presque la gêne générale.

Je puis parler de ces faits, car c'est moi-même qui rédigeai sur le bureau du ministre des Finances d'alors — M. Noulens — qui était dépassé par les événements, le décret de moratorium, et qui eus la tâche de convaincre M. Poincaré qui, en juriste qu'il était, y répugnait fort, de la nécessité de le signer. Je me souviendrai toujours de la séance tragique qui eut lieu alors dans le cabinet du président de la République à l'Elysée. M. Viviani, président du Conseil, était présent, silencieux, affaissé. Dès qu'il ne s'agissait pas de parler, mais d'agir, Viviani disparaissait. Il était, dans toute l'acception du terme, « une bête oratoire ». Quand il avait un discours à prononcer, rien d'autre n'existait plus pour lui. Pendant un jour entier il se préparait, déclamant à haute voix, en marchant dans son cabinet, des morceaux de sa harangue. Le jour suivant il parlait, et souvent avec une admirable éloquence. Le troisième jour, épuisé, il récupérait peu à peu, mais on peut dire que pendant trois jours il n'y avait plus eu de président du Conseil, et toutes les affaires, même les plus importantes, étaient restées en suspens.

Viviani mourut dans une maison de santé; depuis plusieurs années sa raison avait sombré — et, chose curieuse, lui qui, dans un discours resté célèbre, avait voulu vider le ciel de ses étoiles, il fut en proie à une sorte de folie religieuse; dans sa chambre de malade, il se plaisait à édifier des autels en miniature, comme ceux qu'on donne aux enfants pieux, et devant ces autels dérisoires il singeait, dit-on, les mimiques de l'officiant.

Tout au contraire, M. Poincaré se révélait d'une magnifique fermeté, d'une grande présence d'esprit et d'une prodigieuse activité.

J'assistai pendant plusieurs heures à un incessant défilé de personnages à l'Elysée; à aucun moment, je ne le vis perdre son sang-froid, sauf un instant où il manifesta un violent agacement en voyant des personnes qui se faisaient des politesses à l'entrée de son cabinet. « C'est bien le moment de telles simagrées », s'écria-t-il avec colère.

Il recevait les visites les plus bizarres : un député qui voulait ceindre son écharpe et accompagner les régiments au front en les enflammant par ses harangues; Clemenceau, qui vint l'injurier et devant lequel il sut se contenir...

Le plus agité de tous était malheureusement le ministre de la Guerre lui-même, Messimy qui, dans ses mémoires, a tracé de lui-même un portrait singulièrement flatté. C'était certes un ardent patriote, d'un esprit fertile, mais il perdit quelque peu son équilibre. A la déclaration de guerre il fit placer le buste de Hoche sur sa cheminée et dresser un lit de sangle dans un coin de son cabinet.

De ce cabinet il eût mieux fait de ne pas sortir, car de mes oreilles je l'ai entendu crier à haute voix, à un déjeuner qu'il prenait dans un restaurant des Champs-Elysées — c'était au lendemain même de Charleroi — « Que voulez-vous faire avec des troupes qui f... le camp ! » Et l'on était entouré d'espions !

Au bout de quelques jours d'ailleurs, un remaniement ministériel, préparé par Briand, eut lieu.

Un bon nombre de ministres n'apprirent leur remplacement qu'au dernier moment, quelques-uns même, je crois, par les journaux. Noulens disparaissait et était remplacé au ministère des Finances par Ribot; Doumergue passait du ministère des Affaires étrangères aux Colonies, et Delcassé le remplaçait. A la Guerre, c'est Millerand qui prenait la place de Messimy, qui eut le beau geste de partir immédiatement pour le front.

En ce qui me concerne, dans une sphère bien plus modeste, privé par ma santé de la satisfaction d'accomplir le devoir militaire, j'avais trouvé du moins à me mettre au service de l'Etat. J'étais allé offrir mes services à mon ancienne maison du Quai d'Orsay où on avait bien voulu les accepter. Je trouvai le ministère des Affaires étrangères dans un optimisme excessif : il est vrai qu'on venait d'y passer par de véritables transes en attendant la décision de l'Angleterre. On sait comment le gouvernement anglais fut balancé

pendant plusieurs jours entre pacifistes et interventionnistes.

Dans l'espoir de forcer la décision, Poincaré avait envoyé le chef du protocole, William Martin, porter une lettre personnelle au Roi d'Angleterre. Celui-ci avait reçu le messager présidentiel et avait écouté son commentaire de la lettre, se bornant à répéter sans cesse : « Exactly so ! » Il était impossible de deviner ce qu'il fallait en conclure.

Quand, entraîné par le mouvement populaire que suscita la violation de la neutralité belge, ému par une démarche comminatoire du doux Bonar Law lui-même, le cabinet britannique se décida enfin à l'intervention, le soulagement chez nous fut immense et l'on exagéra aussitôt l'appui qu'au début du moins l'Angleterre pouvait nous prêter.

Je me souviens qu'un petit fait qui, alors, passa inaperçu, me choqua profondément. Le chef et le chef adjoint du cabinet de M. Doumergue, dès que l'entrée en guerre de l'Angleterre fut officielle, furent promus tous deux au grade supérieur dans la Légion d'honneur. Ils n'y étaient pourtant pas pour grand'-chose ! Cette manière de se servir et de se servir seuls à un moment où, pour ne parler que d'eux, d'obscurs consuls à l'étranger accomplissaient des actes quasi-héroïques pour réunir et faire partir les mobilisés, était plus qu'inélégant. J'eus ainsi tout de suite la vision que certains sauraient profiter de la guerre.

L'optimisme où d'abord Paris s'était complu

fut bien vite mis à rude épreuve par les terribles nouvelles qui arrivaient. La ruée allemande paraissait irrésistible; Charleroi fut un désastre; partout nos troupes reculaient, sauf en Alsace; mais il n'y avait pas ou peu de débandade; c'était une retraite en bon ordre, grâce au sang-froid de Joffre, qui semblait à la fois incompréhensible et miraculeux. Les communiqués ne laissaient filtrer que des informations très incomplètes et très retardées, mais j'étais renseigné aux meilleures sources.

Bientôt on commença à parler du transfert du gouvernement à Bordeaux. Un cruel cas de conscience se posa alors pour moi. Ma femme venait de mettre au monde un enfant mort; elle était dans un état critique. D'autre part je tenais pour mon devoir de suivre le gouvernement à Bordeaux. Allais-je abandonner ma femme à Paris, la laisser seule (car je n'avais personne pour veiller sur elle), alors que je devais conclure des informations que je possédais, que les Allemands allaient prendre Paris et que je prévoyais qu'ils se serviraient de la capitale comme d'un gage pour forcer la France à la paix, qu'ils la détruiraient peut-être systématiquement, quartier par quartier!

Mon parti fut bientôt pris : j'emmènerais avec moi ma femme et ma fille unique — mais comment partir ? Il ne pouvait être question de la mettre dans un train, étant donné son état. Je courus au ministère de la Guerre, où je suppliai qu'on me prêtat une voiture d'ambulance. J'obtins la dernière qui, certes,

était bien mauvaise et à laquelle étaient affectés deux réservistes qui ignoraient à peu près tout de l'auto. Heureusement j'avais encore mon chauffeur et ma voiture particulière; ma femme pourrait être étendue dans l'ambulance avec une infirmière à ses côtés; je la suivrais dans ma propre voiture avec ma fille et l'institutrice anglaise de celle-ci.

Alors commença sur les grandes routes de France une odyssée bien pénible qui dura plusieurs jours. A chaque instant nous étions dépassés par des fugitifs — les paysans quittaient leurs champs pour venir au bord de la route voir passer ces autos qui descendaient vers le sud dans une fuite éperdue; leur visage était fermé. Quand ils apercevaient l'ambulance avec son fanion tricolore et ses deux soldats sur le siège, ils hochaient la tête et disaient : « C'est un général blessé qu'on ramène. » J'avais les meilleurs « laissez-passer », une lettre circulaire du ministre de la Guerre invitant de façon pressante les préfets à me donner toute l'aide possible. Partout je fus très bien reçu et secouru avec humanité, sauf à Poitiers où, arrivant le soir, assez tard, à la préfecture, je trouvai celle-ci comme en fête : du salon où j'attendais, j'entendais à côté les bouchons de champagne qui sautaient et la conversation qui s'animait. On donnait là un dîner en l'honneur d'un fugitif de marque, le président du Sénat, M. Dubost, le même qui devait mourir plus tard si honteusement dans un lupanar! Cette nuit-là ma pauvre femme

dut la passer dans sa voiture, sur la place publique, le préfet s'étant refusé à quitter même un instant un hôte aussi puissant.

Je me souviens que c'est le lendemain au matin, sur cette même place, en y ouvrant les journaux qui venaient d'arriver, que j'eus à la fois une grande surprise et une grande joie. Je lus que l'armée allemande de von Klück paraissait se détourner de Paris pour aller chercher sur la Marne la bataille avec le gros de l'armée française.

La capitale allait-elle être sauvée? Un grand espoir s'empara de moi, et c'est le cœur bien soulagé que, quittant Poitiers et son préfet inhospitalier, notre petite caravane se remit en route. Sans autres péripéties, nous arrivâmes à Bordeaux, plusieurs jours après le gouvernement lui-même.

La ville de Bordeaux, sous l'invasion des Parisiens, offrait un aspect curieux. Les Bordelais de la société l'avaient quittée pour louer, à très hauts prix, leurs maisons aux Parisiens. C'est ainsi que j'eus, donnant sur ce charmant jardin public qui est un des attraits de la ville. une petite maison assez confortable. C'était une dépense peu raisonnable peut-être, car en quittant Paris j'avais remis à la Banque de France le peu d'or que je possédais, et emporté seulement, avec les bijoux de ma femme, une petite liasse de billets de banque qui ne promettait pas de durer longtemps. Mais cela m'inquiétait peu — je voulais sui-

vre le sort de la patrie et tout sauver ou tout perdre avec elle.

Le ministère des Affaires étrangères était installé, sur ce même jardin public, dans l'hôtel Samazeuilh — quant au ministère des Finances, il s'était réfugié dans une partie de la Faculté de Droit.

J'allai aussitôt renouer connaissance avec M. Delcassé, qui parut heureux de me retrouver et me présenter à M. Ribot que jusqu'alors je connaissais fort peu, personnellement du moins. Je me souviens que M. Ribot, pris par une réunion, me fit attendre dans son propre cabinet, et que je remarquai, non sans surprise, sur sa table les Souvenirs de M. Thiers.

Le fait que M. Ribot avait emporté cet ouvrage avec lui et en avait fait son livre de chevet, est significatif. Il avait vu la guerre de 1870; il était peu optimiste sur l'issue du conflit, et il pensait sans doute qu'en raison de son âge, de son expérience et de l'incontestable prestige qu'il possédait à l'étranger encore plus qu'en France, il pourrait être appelé à jouer un rôle analogue à celui de M. Thiers. D'ailleurs je serai amené à dire plus loin comment, lorsqu'il accepta plus tard de devenir président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, ce fut avec la pensée de conclure la paix, mais il n'osa pas...

On a raconté beaucoup d'histoires sur les prétendues « orgies » des Parisiens à Bordeaux et notamment sur celles du ministre de l'Intérieur M. Malvy. C'est tout à fait faux.

Les fameux festins du « Chapon Fin » furent toujours des repas, excellents sans doute mais modestes. On travaillait beaucoup pendant la journée; la saison était splendide mais chaude, et si quelques personnalités, qui avaient leur automobile, cédaient, le soir venu, au désir d'aller respirer l'air au bord de la mer ou même de pousser jusqu'à Arcachon, il n'y avait vraiment pas de quoi leur en faire un crime.

D'ailleurs, l'image de la guerre parvint, dès après la bataille de la Marne, jusqu'à Bordeaux sous une forme affreuse. Je me souviens d'y avoir assisté à l'arrivée d'un train de grands blessés, évacués directement jusque-là depuis le champ de bataille. Les malheureux étaient couchés sur une paille qui n'avait pas été renouvelée depuis plusieurs jours; leurs pansements n'avaient pas été refaits; la plupart étaient atteints de gangrène; l'odeur était épouvantable, et le spectacle serrait le cœur.

On était cependant tout à la joie de la victoire de la Marne; le gouvernement avait eu peine à y croire tout d'abord; il avait demandé précisions sur précisions au général Joffre, et il fallut que celui-ci télégraphiât textuellement « Je vous affirme sur mon honneur de soldat que c'est une très grande victoire, incontestable et décisive ».

Ce qu'on a appelé « le miracle de la Marne » ne fut un miracle qu'en ce sens que von Klück commit une faute qu'on ne pouvait prévoir, en se détournant de Paris pour aller combattre le gros de l'armée française. Il obéit en

l'espèce à ce fameux principe militaire qu'il faut soigneusement éviter de s'enfermer dans une place, tant que l'armée principale de l'ennemi n'est pas irrémédiablement battue. Mais l'importance de la prise de Paris était telle; c'était si exactement l'enjeu décisif, que le principe ne valait pas. Je suis convaincu que si Paris eût été pris, comme il pouvait l'être facilement, la guerre — quoiqu'on en ait dit — eût été finie. Mais la psychologie des Allemands a toujours été courte.

Quant au redressement de l'armée française, il fut splendide, mais n'eut rien de miraculeux. Il fut strictement conforme aux merveilleuses qualités militaires du soldat français, à son énergie, à son cran. L'armée d'ailleurs, comme je l'ai déjà dit, était en retraite, non en déroute; galvanisée par l'admirable ordre du jour que l'on connaît, entraînée par ses chefs, elle se retourna et enfonça l'ennemi. Malheureusement il fut impossible d'exploiter le succès; l'artillerie n'avait absolument plus de munitions; nos merveilleux 75 n'avaient plus un coup à tirer; et la cavalerie était complètement épuisée; notamment les chevaux du corps du général Sordet étaient complètement fourbus à la suite de la marche inutile qu'ils avaient fournie en Belgique pour répondre aux instances pressantes du Roi des Belges.

J'ai peu approché personnellement le général Joffre pendant la guerre — assez cependant pour avoir une impression de cet homme

étonnamment flegmatique. Il parlait peu, mais savait écouter — il jugeait avec impartialité et bon sens son interlocuteur. Têtu, il était difficile à convaincre. Il eut le grand mérite d'avoir su « limoger » pendant les premières semaines de la guerre les chefs incapables ou trop pessimistes pour croire à la victoire. Il lui fallut pour cela s'affranchir de l'esprit de camaraderie, qui est si fort dans l'armée. Son calme avait quelque chose de surhumain; évidemment, il avait peu de nerfs et peu d'imagination. Ses lacunes elles-mêmes devinrent dans la circonstance d'inappréciables qualités. Par la suite il montra peu d'initiative; il ne songea guère à utiliser les ressources que pouvait donner la coalition, à chercher par exemple une autre base d'attaque, comme celle que l'entrée en guerre de l'Italie pouvait donner : la marche sur Vienne, qui eût permis de prendre l'armée allemande à revers. Il veillait avant tout à ne pas laisser affaiblir le front principal, qui seul le préoccupait; il administrait la guerre patiemment, prudemment, sans génie, comme un bureaucrate expédiant des affaires courantes. Le mot fameux qu'il dit un jour en parlant des Allemands : « Je les grignote », résumait bien son programme prudent certes mais terre à terre il faut en convenir. Et en outre le grignotage était réciproque. Que fût-il arrivé sans l'entrée en guerre des Etats-Unis?

Comme généralissime, il fut extrêmement jaloux de son autorité. Il souffrait avec impatience les interventions du président de la République et des membres du gouvernement. M. Ribot alla plusieurs fois le voir à son quartier général et il en revenait toujours singulièrement déconcerté.

Si intelligent qu'il fût, M. Ribot ne pouvait comprendre que Joffre n'en savait pas plus que lui sur la durée probable de la guerre. Il me répétait : « Comme ministre des Finances, j'ai pourtant le droit d'être renseigné sur le temps que durera la guerre. Or, quand je demande des précisions à Joffre, il me répond toujours la même chose : « dans trois mois, non — dans six mois, peut-être — dans un an, probablement! »

Peut-être bien en répondant ainsi Joffre ironisait-il!

Ce qu'on peut surtout reprocher à Joffre, c'est d'avoir consenti, pour complaire aux politiciens ou du moins pour mettre fin à leurs récriminations, à ordonner des offensives dont il savait qu'aucun résultat sérieux et durable ne pouvait être attendu, mais qui coûtaient, chaque fois, terriblement cher en hommes.

Quand on se décida à remplacer Joffre, dont cependant le prestige sur l'armée et sur les alliés restait intact, le choix de Nivelle, malheureux à tous égards, fut dicté surtout par des considérations politiques. J'ai pu constater, même chez un homme comme M. Ribot, une véritable terreur que le choix portât sur un militaire qui ne fût pas avant tout « bon républicain ».

L'histoire de la grande offensive Nivelle est particulièrement lamentable.

Son dispositif était le secret de polichinelle. Tout le monde le connaissait, à commencer par les Allemands. Pour le souligner davantage encore, on se livra à une préparation d'artillerie qui dura presque huit jours et permit à l'ennemi d'amener tous ses renforts.

Le massacre, le jour de l'offensive, fut effroyable, et c'est sans aucun doute le sentiment qui se répandit dans la troupe qu'on avait maladroitement sacrifié tant de vies, qui fut à l'origine des mutineries auxquelles le général Pétain sut mettre heureusement fin.

Je n'eus pas l'occasion de connaître pendant la guerre le Roi des Belges, Albert, qui a été nommé à si juste titre, le Roi Chevalier. Je n'eus l'honneur de l'approcher que quelques années plus tard. J'avais alors une écurie de courses assez importante et il m'arriva de gagner le Grand Prix de Bruxelles avec une pouliche française. Les sportsmen belges, déçus de voir ce trophée leur échapper, me firent assez grise mine; seul le Roi se montra vraiment très sportif et me félicita chaleureusement; nous eûmes alors sur le champ de courses une longue conversation. Le Roi évoqua des souvenirs de guerre; il me dit combien il avait été déçu par la répugnance que montra Joffre à se porter au-devant de l'invasion allemande par la Belgique. Comme je lui répondais que Joffre avait été obligé alors de s'en tenir à son dispositif de mobilisation. « Mais

justement, me répliqua le Roi avec une vivacité qui contrastait avec son calme habituel et son parler plutôt lent, c'est d'avoir persisté dans ce dispositif que je lui reproche, après l'avertissement que j'avais fait donner aux autorités français lorsque, peu de temps avant la guerre, l'Empereur Guillaume essaya de m'intimider! »

De fait, l'Etat-Major français s'était obstiné à ne pas vouloir prévoir la marche allemande à travers la Belgique — il avait laissé Lille en dehors de la zone des armées! Sa théorie était que les Allemands iraient au plus court dans leur ruée vers Paris, et qu'ils ne se risqueraient pas à étendre dangereusement leur aile droite vers le Nord. L'obstination des militaires a souvent quelque chose de déconcertant; elle fut pendant les premiers jours de la guerre puérilement tragique. Je me souviens que j'eus à porter à l'Etat-Major de l'Armée à Paris, pendant l'invasion de la Belgique, certains renseignements qui donnaient notamment les numéros des régiments allemands dans ce pays, relevés par des observateurs. Les officiers que je vis à cette occasion, imbus de la théorie de leur grand chef, attachèrent peu d'importance à ces renseignements; ils me dirent même qu'il s'agissait sans doute d'une ruse des Allemands qui voulaient nous tromper sur l'importance de leur aile droite. Je les entends encore ajouter : « Et puis d'ailleurs, s'il en était ainsi, ce serait tant mieux pour nous, car alors ce serait un jeu pour le père

Joffre que de couper cette aile marchante et d'en jeter à la mer les éléments ! »

Il n'est d'ailleurs que plus admirable qu'après cette grosse erreur du début, le redressement de la Marne ait pu néanmoins s'opérer.

Par ailleurs, le Roi des Belges ne pardonna jamais à Philippe Berthelot la brutalité avec laquelle celui-ci, qui avait pris langue avec Joffre, lui laissa entendre que la résistance belge était pour l'Etat-Major français un élément de peu d'importance. Il m'en parla avec amertume.

Toujours est-il que l'armée allemande put s'arrêter, se terrer sur notre sol même, qu'une grande partie de notre territoire resta en son pouvoir et que commença l'interminable guerre des tranchées.

Tous les esprits clairvoyants comprirent qu'il allait s'agir d'une guerre d'usure : il importait de prendre des mesures en conséquence.

Au point de vue financier, un fait très naturel, mais qui eut des conséquences paradoxales, se produisit au début de la guerre.

Les Français rapatrièrent de l'étranger des capitaux très importants : il en résulta une hausse du franc qui fit sur la livre sterling et même sur le dollar une prime très sensible. Il était certain que cette situation anormale ne se prolongerait pas, puisque nous allions cesser d'exporter, et au contraire faire en An-



LE ROI DES BELGES, ALBERT Ier ET M. OCTAVE HOMBERG.

gleterre et en Amérique des achats considérables.

Je proposai à M. Ribot de profiter de cette situation momentanée pour contracter un emprunt en Angleterre : j'eus quelque peine à le convaincre, mais enfin il me permit d'aller à Londres et de tenter la chance. M. Lloyd George était chancelier de l'Echiquier et n'avait pas encore la célébrité qu'il a acquise depuis; il était aussi beaucoup moins gonflé de son importance et de rapports beaucoup plus agréables qu'il ne le fut par la suite. Il me mit en rapports avec le gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Cunliffe, un Ecossais jovial et rusé. Celui-ci fut surpris par ma demande. « Mais votre monnaie fait prime, me répétait-il, vous n'avez qu'à acheter des livres sterling sur le marché; qu'avez-vous besoin d'en emprunter? » Je fis un peu la bête, ne voulant pas lui dévoiler mon jeu. Enfin il consentit à un petit emprunt de quelques millions de livres sterling, mais il voulait — je ne sais pourquoi — que la maison Rothschild de Londres participât à l'opération. J'allai donc, accompagné par mon ami M. de Fleuriau, qui était alors conseiller de l'ambassade de France, rendre visite au chef de cette maison, lord Rothschild.

Celui-ci nous reçut dans son magnifique hôtel près de Hyde Park, et à vrai dire nous reçut assez mal. Tout lord d'Angleterre qu'il fût, il nous parla en germanophile convaincu, en-

durci. « Cette guerre est absurde — nous déclara-t-il — *vous* ne battrez pas les Allemands — leur armée est invincible! »

CHAPITRE VI

PENDANT LA GUERRE (*suite*)

L'aspect de Londres au début de la guerre. — M. Paul Cambon. — M. Joseph Caillaux. — Je suis l'hôte du Gouvernement belge au Havre. — M. Francqui. — Conférence des trois ministres des Finances. — MM. Citroën, Loucheur et Thomas. — Briand.

Je fus surpris d'ailleurs de constater combien alors à Londres on réalisait peu la guerre. Aucune restriction — tous les théâtres, tous les music-halls jouaient comme d'habitude. La campagne de recrutement commençait à peine, très mollement. Le club allemand était resté ouvert, gardé à peine par deux policemen, et lorsque survenait un succès allemand, on y buvait le champagne à grand fracas. La femme du Premier Ministre, Mistress Asquith, était allée prendre congé, sur le quai même de la gare, de l'ambassadeur et de l'ambassadrice d'Allemagne, lors de leur départ, et l'on n'ignorait pas que Miss Asquith avait conservé une gouvernante allemande qui pouvait écouter et noter tout ce qui se disait à la table du premier ministre. On peut dire que Londres

alors fourmillait d'espions allemands. Le jour de Noël 1914, je déjeunai en tête à tête, dans sa petite maison de « bachelor », avec le lord Chancelier, « Gardien de la Conscience du Roi », lord Haldane, celui-là même qui, peu d'années auparavant, avait travaillé à un rapprochement anglo-allemand. Il avait une très forte culture germanique, et il me dit quelle déception était pour lui cette guerre. « C'est un deuil intellectuel pour moi », conclut-il.

Lorsque je le quittai, je vis dans la rue ces placards que les journaux de Londres, où l'on ne les crie pas, font tenir par des gamins. Sur plusieurs étaient écrits ces mots : « Lord Haldane must go! », et de fait, il ne devait pas tarder à donner sa démission.

Au cours de mes diverses missions à Londres, je fus constamment reçu à l'ambassade de France. M. Paul Cambon m'honorait de son amitié, et nous eûmes souvent, le soir après dîner, de longues conversations en tête-à-tête. C'était un très grand ambassadeur, un véritable homme d'Etat, très supérieur à son frère Jules Cambon, qui fut surtout un homme habile et débrouillard.

Paul Cambon avait joué un rôle important pendant les tout premiers jours de la guerre, ceux où le gouvernement britannique hésita sur le parti à prendre. Mais bientôt, au cours même de la guerre, l'âge chez lui commença à se faire sentir, et c'est ainsi que je pus constater un phénomène commun chez les vieil-

lards, pour lesquels les événements les plus importants restent toujours ceux qui coïncident avec leur âge mûr ou même leur jeunesse. La grande guerre aurait dû effacer dans son esprit celle de 1870-1871, tant elle l'emportait par sa gigantesque ampleur et ses conséquences, et cependant, dans ces longues conversations intimes, c'est toujours sur ses souvenirs de la guerre de 1870 que Paul Cambon revenait avec insistance.

Si supérieur qu'il fût, M. Paul Cambon avait un petit travers, c'était de se montrer, en toutes circonstances, un peu trop pompeux. On avait le sentiment que même le soir, seul avec lui-même, dans l'intimité de sa chambre à coucher, il devait se dire « Son Excellence l'Ambassadeur de France va passer sa chemise de nuit ». Je faillis avoir avec lui à ce propos un petit incident. En 1901 ou 1902 j'étais allé aux courses d'Ascot, pendant la grande semaine de là-bas. J'étais accompagné de ma première femme (Mlle Mahot de la Quérantonnais), dont la beauté remarquable fit sensation dans la « Royal Enclosure », où nous avions été admis. Le roi Edouard VII décocha à ma femme en passant un magnifique coup de chapeau. M. Paul Cambon me dit alors : « Voulez-vous me présenter votre femme » — Je fus d'autant plus choqué qu'après tout je n'étais pas sous les ordres de l'ambassadeur, étant venu en Angleterre à titre privé... et puis, Louis XIV lui-même inclinait sa majesté devant les femmes. Aussi, faisant signe à la

mienne, je lui dis : « Voici M. Paul Cambon, qui désire vous être présenté. »

Je dois ajouter que M. Cambon eut le bon goût de ne pas m'en vouloir, et me montra même par la suite une bienveillance accrue.

Dans cette « Royal Enclosure », je vis d'ailleurs un spectacle curieux : le roi Edouard VII s'absorbant dans un long tête-à-tête avec celle qui fut la dernière de ses maîtresses, tandis qu'à peu de distance la Reine tenait cercle, et que les plus hauts personnages de la Cour considéraient l'à-parté royal avec la plus sympathique indulgence. Il ■ semblé que sur ce point toute l'Angleterre partageait les sentiments de la Reine elle-même qui, on se le rappelle, tint à introduire la maîtresse dévouée, intelligente et discrète, auprès du Roi expirant !

Lorsque je rentrai en France, le gouvernement de son côté avait quitté Bordeaux et était revenu à Paris. Il avait abrégé son séjour non seulement à cause de la sécurité retrouvée, mais aussi en raison de ses craintes de voir le populaire Galliéni instaurer une sorte de gouvernement rival : ces inquiétudes avaient pris corps lorsqu'on avait su que Galliéni employait Doumer comme homme de confiance. On avait même alors envoyé Briand et un autre ministre à Paris en mission spéciale pour voir si un coup d'Etat n'était pas à craindre.

De telles appréhensions étaient sans objet, car Galliéni était bon républicain et soldat

loyal. Mais il avait des ennemis et s'en était fait de nouveaux. N'avait-il pas mis aux arrêts de rigueur pour insubordination, le payeur aux armées Caillaux? Celui-ci, lorsque la guerre avait éclaté, au lendemain même du procès de Mme Caillaux pour l'assassinat de Calmette, avait voulu jouer un rôle. Au titre d'ancien inspecteur des Finances, il s'était fait nommer, fort illégalement, par le faible M. Noulens, payeur aux Armées avec le grade de colonel.

En cette qualité, Caillaux, qui était loin d'être encore le sage Père Conscrit, l'espèce de Solon qu'il est devenu, avait adressé aux pacifiques payeurs, placés sous ses ordres, des ordres du jour enflammés et grandiloquents qui prêtaient surtout à rire, mais un jour, dans l'antichambre même du gouverneur militaire de Paris, il avait voulu exiger d'un véritable officier « les marques extérieures de respect ». Entendant la querelle, Galliéni était sorti de son cabinet et avait infligé les arrêts de rigueur au bouillant payeur, pseudo-colonel !

C'est le moment de tenter un portrait du personnage si curieux qu'est Joseph Caillaux, car je l'ai bien connu, et ai pu le suivre à travers toute sa carrière si mouvementée — portrait difficile cependant, car il s'agit d'un véritable caméléon, et bien fin qui pourrait dire quelle est sa vraie couleur, quel est son véritable caractère.

Nos pères étaient liés. Le mien, étant alors chef de cabinet du sien, ministre des Finances

à l'époque du Seize Mai. Plus tard, quand Joseph Caillaux se prépara à l'Inspection des Finances, il venait souvent le dimanche déjeuner en famille chez mon père.

J'ai dix ans de moins que lui; il m'étonnait alors, m'éberluait par son « toupet » et ses manières désinvoltes. De sa voix de fausset, il exécutait tout le monde. Une année, alors que jeune inspecteur des finances il faisait sa « tournée » en Bretagne, il vint me prendre à Trouville, où je passais mes vacances en famille, et m'emmena avec lui; nous vécûmes intimement plusieurs semaines. Je me souviens qu'il faisait un peu d'épate comme représentant du ministre, et qu'il arrêtait sur les places des sous-préfectures les camionneurs qui transportaient des fûts d'alcool pour vérifier si leurs papiers étaient en règle.

Un peu plus tard, étant moi-même étudiant, j'écrivais dans les revues de jeunes; un jour je montrai ces articles à Joseph Caillaux; après les avoir lus, il me dit simplement : « C'est trop anodin! les jeunes générations doivent entrer dans la vie l'insulte à la bouche! »

Plus tard encore, Joseph Caillaux quitta l'inspection des finances pour faire de la politique; il avait à peine dépassé la trentaine. Il n'était pas entré à la Chambre depuis deux ans, qu'il eut l'occasion de devenir ministre. Waldeck-Rousseau formait un cabinet qui devait devenir un grand ministère, mais à la

durée duquel personne ne croyait alors. Ayant essuyé quelques refus de la part de personnages chevronnés, il songea au jeune Caillaux. Celui-ci vint demander conseil à mon père qui, redoutant pour lui l'aventure, inclinait à la prudence. Mais j'imagine que Joseph Caillaux n'hésitait que pour la forme. Quel triomphe pour lui de rentrer comme ministre, ayant trente ans, dans cette grande maison de la rue de Rivoli qu'il venait de quitter, de devenir le chef suprême de son ancien corps de l'Inspection des Finances!

J'allai lui rendre visite peu de temps après son installation, mais il me choqua par ses airs protecteurs et je n'y retournai pas. Je l'entends encore dire devant moi d'un haut fonctionnaire qui aurait pu facilement être son père : « Oui, c'est un gentil petit garçon! »

En dépit de nos relations de jeunesse, je n'ai jamais rien demandé pour ma carrière à Joseph Caillaux : je ne lui dois absolument rien. J'eus toutefois assez souvent l'occasion de le voir, pour des affaires, au cours de ma carrière financière et pendant ses passages successifs rue de Rivoli.

Je trouvai toujours un homme extrêmement intelligent, saisissant la question avant qu'on eût fini de l'exposer, mais nerveux et souvent déconcertant. Très bon théoricien en économie politique, il connaissait à merveille les finances publiques; en matière de fiscalité surtout, il est un maître.

La campagne qu'on fit contre lui à propos de l'impôt sur le revenu, fut tout à fait injuste.

Mais en matière de finances privées, dans les affaires, j'ai trouvé que ses conceptions étaient parfois bien fantaisistes.

Il tâta pourtant des affaires à une époque où il eut besoin de refaire sa fortune, et son ami Ullmann, directeur du Comptoir d'Escompte, aidé de Dorizon, directeur de la Société Générale, lui procura la double présidence du Crédit Foncier Egyptien et du Crédit Foncier Argentin, ces deux présidences étant agrémentées de somptueux traitements.

Il était de nouveau ministre des Finances très peu de temps avant la guerre, lorsque Calmette, directeur du *Figaro,* entama contre lui une campagne très dure, vraiment impitoyable. Mme Caillaux, exaspérée, à bout de nerfs, se rendit au *Figaro,* demanda à être introduite auprès de Calmette et, sans dire un mot, le tua d'un coup de revolver.

Quand vint son procès devant la Cour d'Assises, quelques jours seulement avant la déclaration de guerre, Caillaux plaida lui-même la cause de sa femme avec une fougue et une énergie extraordinaires. Il eut notamment avec Bernstein, cité comme témoin, une passe d'armes émouvante sur laquelle planait l'évocation de la guerre toute proche. « Demain je m'engage, disait Bernstein, et vous, Caillaux, que ferez-vous? »

Il faut croire que les arrêts de rigueur infligés par Galliéni le dégoûtèrent, car il ne tarda pas à reprendre simplement sa place au parlement. Il ne faisait pas mystère de souhaiter que des négociations de paix missent fin au conflit, aussi Clemenceau, quand il devint président du Conseil et résolut de mener la guerre jusqu'au bout, le considéra-t-il comme un danger public et décida de le faire arrêter. La séance de la Chambre des Députés où fut discutée la demande en autorisation de poursuites fut émouvante. Caillaux se défendit non sans éloquence, tandis que Clemenceau, immobile à son banc, le fixait sans rien dire.

Puis ce fut la Haute Cour et une condamnation qui lui interdisait notamment le séjour à Paris : il se réfugia à Mamers, son fief.

Quand, quelques années plus tard, une loi d'amnistie lui rendit ses droits politiques, il se présenta au Sénat où il fut élu. On sait la place si importante que depuis lors il a prise dans la Haute Assemblée comme président de la commission des finances. En dépit des difficultés financières que depuis longtemps nous traversons, il n'est point redevenu ministre des Finances, car un veto assez mystérieux lui barre la route, mais il exerce une influence énorme sur le Sénat. Au soir d'une vie si mouvementée, il est devenu un sage ancien, une sorte d'oracle, un Solon. C'est bien le couron-

nement le plus imprévu qu'on eût imaginé à sa carrière.

J'en reviens à mon installation au ministère des Finances, après ma première mission à Londres.

Tout naturellement M. Ribot s'attribua l'initiative et le succès d'une négociation fructueuse; peu m'importait, je lui demeurais reconnaissant de me donner l'occasion de servir utilement mon pays en guerre. Il insista vivement pour que j'acceptasse un cabinet rue de Rivoli et pour que j'y vinsse tous les jours. Je devais le faire pendant quatre longues années, coupées par d'importantes missions à l'étranger. Rue de Rivoli je me sentis constamment entouré par la sourde hostilité des directeurs du ministère qui ne pouvaient croire que seul le patriotisme m'animait, et qui se croyaient sûrs que je chercherais à les dominer et à faire créer pour moi un poste supérieur.

A peine revenu de Londres, j'eus l'occasion d'aller passer quelques jours au Havre.

On sait que le gouvernement français offrit l'hospitalité au gouvernement belge fugitif, et celui-ci s'installa près du Havre à Sainte-Adresse. M. Ribot m'avait chargé d'étudier les ouvertures de crédit qui seraient nécessaires pour permettre à ce gouvernement de vivre et d'entretenir les fonctionnaires belges qui l'avaient suivi dans sa fuite. C'est ainsi que j'entrai en rapports particuliers avec le ministre des Finances belge, M. van der Vyvere. Nous nous montrâmes très généreux, d'autant plus généreux que ces sommes ne devaient jamais nous être remboursées. Non seulement nous payâmes les traitements, les frais divers, mais même les indemnités des parlementaires belges réfugiés en France.

Je fus invité par le gouvernement belge à venir passer quelques jours à Sainte-Adresse — j'acceptai et partageai ainsi la vie d'hôtel que menait ce gouvernement qui n'avait plus rien à gouverner. Les repas nous réunissaient autour d'une sorte de pittoresque table d'hôte et la conversation y était tout à fait libre, d'autant plus intéressante que le gouvernement était un gouvernement de coalition et comprenait des hommes d'opinions très opposées. Mais un ardent patriotisme les réunissait : il fut beaucoup question dans ces conversations d'un homme que j'avais beaucoup connu dans les affaires et qui devait jouer par la suite un rôle très important. C'était M. Francqui. Il n'était pas alors persona grata; on le soupçonnait — d'ailleurs à tort — de pactiser avec les Allemands, et il était question de le faire fusiller quand la Belgique serait libérée.

M. Francqui fut une curieuse figure qui vaut la peine qu'on la décrive. C'était un ancien officier : un jour, au temps de Léopold II, il commandait le piquet de garde au palais, et fut invité, comme c'était la coutume, à dé-

jeuner à la table royale. Dans ces circonstances, l'officier de service, ainsi invité, se tenait muet au bas bout de la table. Le lieutenant Francqui se conforma au protocole et écouta la conversation qui, naturellement, roulait sur le Congo, la grande affaire du roi. Léopold II se plaignit de la difficulté qu'il avait à trouver des hommes à envoyer là-bas. Le déjeuner fini, Francqui n'hésita pas : il se présenta au roi et lui déclara qu'il était prêt à partir pour le Congo. Le souverain de l'Etat indépendant l'agréa aussitôt, et c'est ainsi que Francqui commença une carrière assez aventureuse. Au Congo il connut le fameux colonel Thys, qui devait plus tard le prendre comme administrateur-délégué, quand il fonda la Banque d'Outremer.

Mais avant d'entrer ainsi dans les affaires, Francqui fut consul de Belgique en Chine, où il connut M. Jadot, l'ingénieur du chemin de fer Pékin-Hankéou, qui plus tard à son tour devait prendre Francqui comme vice-gouverneur, quand lui-même devint gouverneur de la Société Générale de Belgique. On voit qu'il sut toujours utiliser les amitiés puissantes.

Ce qui devait faire percer Francqui, ce fut le rôle qu'il joua pendant l'occupation de la Belgique par les Allemands, comme président de la « Commission for relief ». Il déploya pour ravitailler la Belgique une très grande activité; son rôle fut discuté, mais on dut reconnaître que s'il avait entretenu certains rapports assez étroits avec les Allemands, c'était bien dans l'intérêt de ses malheureux compatriotes. Il fut nommé ministre d'Etat.

Financier averti, très expérimenté, Francqui joua un grand rôle dans les finances publiques de la Belgique d'après guerre : c'est lui qui fit la stabilisation de la monnaie belge et créa le belga.

Je l'ai beaucoup connu : il me plaisait certes par son intelligence, mais me choqua toujours par sa brutalité et son cynisme, qui étaient extrêmes. A la fin de sa vie il se montra quelque peu parvenu, ayant acquis une grosse fortune, et était grisé par les honneurs.

A sa mort, le voile qu'il avait essayé de jeter sur sa véritable personnalité, tomba lorsqu'on découvrit que lui, le créateur du belga, avait joué secrètement contre le franc belge. La chose fut assez établie pour que les autorités judiciaires ordonnassent des perquisitions chez ses héritiers, auxquels il avait laissé une très grosse fortune.

Egalement peu après mon retour à Paris eut lieu une conférence importante qui devait rester unique pendant la guerre. Ce fut celle des ministres des Finances des trois grands pays alliés : M. Ribot pour la France, M. Lloyd George pour l'Angleterre, et M. Bark, venu spécialement, pour la Russie.

Cette conférence n'affirma qu'un principe de solidarité financière entre les Alliés, car dans la pratique les situations respectives étaient bien différentes. La Russie était incapable de financer sa contribution à la guerre; nous-mêmes, en dépit de notre puissante épargne, étions inquiets pour le soutien de notre change; seule l'Angleterre, grâce surtout alors à l'intensité de son commerce maritime et aux cours élevés du fret, paraissait avoir d'immenses ressources en devises étrangères.

Aussi la déclaration de solidarité que signèrent les trois ministres à la suite d'une courte conférence, était-elle purement platonique. C'est alors seulement que l'on commença à apprécier à Paris la position grandissante de Lloyd George. En vain, dès mon retour de Londres, avais-je attiré l'attention du gouvernement français sur l'utilité de flatter le personnage dont j'avais deviné l'incommensurable vanité. M. Ribot persistait à le considérer comme un politicien de deuxième zône et, en dépit de mes instances, n'avait pas voulu aller lui-même le recevoir à la gare. Je m'y trouvai tout seul pour représenter un gouvernement dont je ne faisais pas partie. Je sentis que Lloyd George était froissé — qui sait si une telle impression ne nous a pas beaucoup nui dans l'avenir? de telles petites choses peuvent prendre une si grande importance! Aussi déployai-je toute mon amabilité en conduisant Lloyd George à l'Hôtel Crillon où des appartements lui avaient été réservés.

Quelques mois plus tard je faillis bien entrer officiellement dans ce gouvernement dont j'étais officieusement l'un des collaborateurs les plus directs. Briand, alors président du Conseil, voulut renforcer son ministère par l'adjonction de quelques personnalités non parlementaires : M. Loucheur par exemple. Il songea à moi pour devenir sous-secrétaire d'Etat aux Finances — croirait-on que ce fut M. Ribot qui y mit son veto! Briand me le raconta lui-même en m'exprimant tous ses regrets. « Ribot m'a dit — me confia-t-il — que vous n'accepteriez certainement pas, que je vous serais même désagréable en vous le proposant et que je nuirais ainsi à votre carrière future dans les affaires! »

Quand je connus mieux M. Ribot, quand je l'eus pratiqué davantage, je m'expliquai fort bien une attitude qui me surprit alors.

Terriblement personnel, égoïste et jaloux, M. Ribot voulait bien m'utiliser, mais non me laisser grandir à ses côtés. Il entendait laisser ma collaboration en quelque sorte « sous le boisseau ».

Il est temps d'esquisser le portrait de ce grand vieillard, un des parlementaires les plus remarquables de la IIIe République.

M. Ribot, qui avait débuté comme magistrat, procureur impérial sous Napoléon III, avait une culture immense et une expérience con-

sommée. Il était de ces parlementaires accomplis — qui ont presque disparu aujourd'hui — qui peuvent intervenir avec autorité et avec fruit dans n'importe quelle discussion. Il possédait, à l'occasion, une réelle éloquence et faisait grande impression sur les assemblées. Jaurès disait de lui : « C'est un grand arbre, courbé et auguste, le vent chante dans ses feuilles, mais il ne porte pas de fruits ! »

De ce mot de Jaurès, on peut rapprocher celui que fit un jour le maréchal Pétain lui-même, qui pourtant n'est guère coutumier de ces traits : A une dame qui lui demandait l'âge du vieil homme d'Etat, il répondit : « Impossible de vous satisfaire — c'est un palmier sans *dattes*. »

Et en effet l'éloquence de Ribot avait quelque chose de sec et de stérile; cela venait de ce qu'il était constamment préoccupé de lui-même.

Jonnart, qui représentait comme lui, au Parlement, le département du Nord, et qui ne l'aimait guère, m'a raconté à cet égard des anecdotes bien significatives.

« Quand j'étais jeune député, me disait-il, je me servais de M. Ribot comme d'un miroir pour savoir si je réussissais ou non. Je le fixais à son banc; apercevais-je sur son visage une impression de mécontentement, c'est que j'étais bon et je prenais confiance... »

« Un jour — me narra-t-il — notre parti, dont M. Ribot était le chef, décida d'intervenir

dans un débat mais cette intervention ne plaisait pas à notre leader. Il se fit porter malade. Nous allâmes le voir et le trouvâmes couché; il nous parla d'une voix mourante : vous voyez bien que je ne puis monter à la tribune ! Alors, conclûmes-nous, il faudra charger X... de l'intervention. » Sur ces mots M. Ribot changea de couleur et bondit hors de son lit : il était complètement habillé ! « Je parlerai moi-même, nous dit-il. »

M. Ribot était d'une intelligence supérieure mais malheureusement d'un caractère mesquin. Vis-à-vis de moi il montrait la même contradiction; il sentait que je lui étais utile et dans toutes les questions d'affaires me témoignait la plus grande confiance mais en même temps, à d'autres égards, il restait méfiant et craignait que je m'élevasse à ses dépens, ce à quoi je ne songeais guère.

Tout compte fait, il fut un bon ministre des Finances du temps de guerre. « Tête à crédit », disait de lui le directeur du Mouvement des Fonds, M. Célier.

C'est pendant le séjour du gouvernement à Bordeaux qu'il accepta l'idée, qui lui fut suggérée, de l'émission de ces Bons de la Défense Nationale qui devinrent pendant la guerre, et même après, un efficace et souple instrument de trésorerie.

On a dit que l'idée vint d'un journaliste, M. Neymarck, directeur du « Rentier »; en réalité elle était dans l'air; j'avais moi-même

proposé quelque chose d'analogue. L'heureux titre « Bons de la Défense Nationale » fut de M. Ribot lui-même. On y reconnaît le lecteur des Souvenirs de Thiers.

Son plus grand tort fut de trop longtemps recourir à l'emprunt seul et de négliger l'impôt, sous prétexte que celui-ci ne pouvait rendre en raison des hostilités, ce qui était tout à fait inexact. Il tarda beaucoup trop à instaurer l'impôt sur les bénéfices de guerre et permit ainsi à quantité de profiteurs d'édifier des fortunes scandaleuses. Par contre l'ironie des événements voulut que ce fut lui, qui l'avait combattu si énergiquement à la tribune du Sénat, qui appliquât le premier — mais avec quelle mollesse! — l'impôt global et progressif sur le revenu.

Très orgueilleux, M. Ribot avait du dédain pour ses collaborateurs et j'ai été souvent choqué par le mépris qu'il dissimulait à peine vis-à-vis de fonctionnaires modestes et dévoués. Il estimait que lui seul devait compter et paraître. Je me souviens qu'un jour, ayant rédigé une lettre très importante, il m'échappa de dire : « Ma lettre ». M. Ribot m'interrompit aussitôt : « Une lettre est à celui qui la signe! »

Il était toujours préoccupé de son prestige. Combien de fois l'ai-je entendu me demander, avant d'accéder à une mesure qu'on lui conseillait : « Cela ne me diminuera point, n'est-ce pas? »

Conscient de sa grande autorité, il en jouait avec habileté, parfois même sans scrupules : c'est ainsi qu'il lui arrivait d'altérer la vérité quand il sentait qu'on n'oserait pas le contredire.

Au Parlement il cherchait à plaire : ses adversaires disaient de lui : « C'est une vieille coquette! »

Avec tous ces défauts — mais de grandes qualités aussi — il était non un grand homme, mais un grand parlementaire.

C'est alors que Briand fit de Loucheur un sous-secrétaire d'Etat à l'Armement et lui mit ainsi le pied à l'étrier pour une carrière politique rapide et brillante.

J'avais été pour quelque chose dans cette ascension. Après la bataille de la Marne, l'armée française n'avait plus d'obus. Le général Joffre réclamait à cor et à cri qu'on intensifiât les fabrications. Deux industriels, alors peu connus, firent au gouvernement des propositions audacieuses, mais ils n'avaient ni grandes usines, ni argent et les gens du Creusot, qui voulaient se réserver le quasi-monopole des fabrications de guerre, décriaient tant qu'ils pouvaient ces concurrents éventuels : Loucheur et Citroën, qu'ils traitèrent d'aventuriers. Le gouvernement était alors à Bordeaux et j'étais lié depuis le début de la guerre avec le directeur du Contrôle au Ministère de la Guerre, M. de Boysson. Celui-ci avait la confiance de son ministre Millerand,

qui lui demanda son avis et celui-ci, à son tour, me consulta. Je répondis que je ne connaissais pas Citroën, mais que j'avais un peu pratiqué Loucheur, que je tenais pour un homme intelligent, très débrouillard, très audacieux et peut-être pas très scrupuleux. « Mais, ajoutai-je, dans la pénurie où nous sommes, ce serait un crime que de se montrer formaliste. L'essentiel est d'aboutir, de fabriquer; c'est avec des hommes comme ceux-là qu'on peut improviser : mon avis formel est de les utiliser. »

M. de Boysson fit sienne cette opinion et convainquit son ministre.

De même que Citroën, Loucheur reçut des avances considérables et mit en route des fabrications d'obus. En même temps, il commença à se pousser dans les milieux politiques. A la fois avantageux et insinuant, habile à flatter et en même temps à jeter de la poudre aux yeux, il plaisait à des gens qui se disent sceptiques, mais qui, en réalité, sont gobeurs. Rien ne l'embarrassait : il avait toujours non pas une mais plusieurs solutions prêtes. Il fut un artisan merveilleux du « bourrage de crânes ».

Je n'ai jamais pu me faire une opinion définitive sur ce personnage insaisissable. Ne fut-il qu'un profiteur ou était-il un profond patriote? Il déclara qu'il abandonnait ses affaires pour ne servir que l'Etat, or je sais qu'il continua à y être intéressé et à les diriger en

sous-main. Nos relations restèrent bonnes jusqu'à la fin de la guerre où j'eus, en présence de plusieurs ministres, une violente altercation avec lui. Comme président de la Commission des Changes, je m'inquiétais naturellement de l'inflation grandissante. Or, peu de temps après l'armistice, je constatai sur les états de placement des Bons de la Défense Nationale, transmis au ministère des Finances, que le département du Nord, tout récemment libéré, absorbait à lui seul une quantité énorme de ces Bons. L'explication était simple: les industriels de ce département recevaient, au titre des dommages de guerre, des sommes si considérables que, ne pouvant les employer, ils les plaçaient en Bons de la Défense qui leur rapportaient de gros intérêts. Cette circulation onéreuse qu'était pour l'Etat l'émission des Bons de la Défense s'en trouvait alourdie d'autant; en outre, il était à prévoir que le règlement si précipité de ces dommages de guerre, qui ne pouvaient être sérieusement contrôlés, devait être singulièrement onéreux pour le Trésor. Le Nord était le département de Loucheur, celui où il voulait se tailler une situation politique; tous les industriels ainsi favorisés étaient ses amis. Aussi avais-je cru de mon devoir de signaler cette situation au gouvernement dont Loucheur faisait partie. Celui-ci en fut fort irrité et il profita d'une conférence qui réunissait dans le cabinet de Klotz plusieurs ministres et

à laquelle je prenais part, pour s'attaquer à moi. Il déclara que lui, ministre, ne pouvait admettre d'être ainsi suspecté par un fonctionnaire du ministère des Finances et qu'il exigeait une rétractation.

Je répondis que, d'abord, je n'étais pas un fonctionnaire du ministère des Finances ; n'étant même pas mobilisé en raison de ma santé, j'étais un homme entièrement libre qui, par pur patriotisme, prêtait un concours bénévole à l'Etat en raison de la guerre. J'ajoutai que je n'avais rien à rétracter, ayant simplement cité des faits incontestables et que c'était M. Loucheur lui-même qui s'accusait en se déclarant visé. Enfin, concluai-je, je suis prêt à cesser mes fonctoins, mais à condition que ce soit le gouvernement qui me désavoue.

Tout le monde baissait le nez. Loucheur sentit qu'il n'aurait pas la partie gagnée et la chose en resta là. Toutefois, mon intervention fut utile, car aussitôt, le placement des Bons de la Défense dans le département du Nord accusa un fléchissement sensible.

Les hommes du genre Loucheur en veulent rarement à ceux qui leur tiennent ainsi tête. Et l'épilogue de l'affaire fut que, quelques années plus tard, moi-même étant retourné aux affaires et Loucheur cherchant à se défaire d'un gros paquet d'actions de la Société Générale d'Entreprises, dont il était resté propriétaire, il me fit savoir que si j'étais acheteur, il me ferait un prix de faveur.

Au cours du premier semestre de 1915, eurent lieu plusieurs conférences financières entre le chancelier de l'Echiquier (poste dans lequel Mac Kenna succéda à Lloyd George quand celui-ci devint Premier ministre), et le ministre français des Finances. Ces conférences se tenaient à Calais ou à Boulogne; presque toujours, le gouverneur de la Banque de France, M. Pallain, et moi-même y accompagnions M. Ribot.

Le député socialiste Thomas, dont Briand fit un ministre de l'Armement et qui devait finir dans une grasse prébende à la Société des Nations, comme directeur du Bureau international du Travail, fut une des curieuses figures de la guerre. Avec ses longs cheveux qui lui tombaient dans le cou, il avait tout à fait l'air d'un moujik, ce qui d'ailleurs le rendit populaire en Russie quand il y alla sous la dictature éphémère de Kerensky. Une fois arrivé au pouvoir, il resta hirsute mais se montra assez peu farouche ; il avait de très bons rapports avec les principaux fournisseurs de guerre, notamment avec le Creusot. Il jouissait beaucoup de son titre ministériel et se laissait volontiers donner de l'« Excellence » par les étrangers. Je me souviens qu'à la Noël de 1916, nous allâmes à Londres, M. Ribot, lui et moi. Les Anglais, pour lesquels Christmas est une fête sacrée, en prévision de notre voyage pendant cette nuit solennelle, nous avaient fait préparer, dans le train spé-

cial qui nous conduisit de Douvres à Londres, un copieux souper auquel Thomas fit grand honneur. A Londres, nous descendîmes au Ritz où Thomas fut le héros d'un incident que chacun, sauf lui, trouva fort plaisant. Nous y dînions assez nombreux quand un des serveurs, un Français qui était pris de boisson, reconnut Thomas et se souvint que tous deux ils avaient été ensemble des militants très liés et très ardents. Au mépris de tout protocole et avant qu'on ait pu intervenir, il interpella la nouvelle Excellence : « Eh bien ! camarade Thomas, ça va ; on se goberge... » On juge du petit scandale...

Je dois dire deux mots de M. Pallain, qui était de manières peu agréables, têtu et assez borné, mais qui défendait énergiquement les droits de la Banque. Il veillait comme un dragon sur son encaisse-or et j'avais avec lui de fréquentes algarades car je soutenais qu'en temps de guerre cet or appartenait en réalité à l'Etat, non à la Banque. On avait fait appel à tous les Français pour qu'ils versassent leur or à la Banque : des Comités de l'Or s'étaient formés sur tout le territoire. La récolte fut importante et elle était nécessaire car la Trésorerie britannique consentait bien à nous ouvrir des crédits pour soutenir notre change mais elle exigeait en retour qu'une certaine proportion d'or effectif — un tiers environ — lui fut affectée en gage des crédits ouverts.

Souvent, le président du Conseil se joignait

à nous pour les réunions qui avaient lieu, soit à Boulogne, soit à Calais, entre les deux ministres des Finances.

J'eus aussi l'occasion de constater au cours de ces mêmes voyages combien était profonde l'ignorance de Briand en matière financière. Un jour que nous discutions sur le chiffre probable des billets de banque en circulation par rapport aux billets thésaurisés, Briand, à notre stupeur, ajouta : « Et puis, à ces billets thésaurisés, il faut ajouter ceux que l'on détruit : par exemple, ceux avec lesquels les fêtards s'amusent à allumer leurs cigares. » Nous demeurâmes interloqués : c'était donc cette idée à la Mürger que Briand se faisait de la fête : des noceurs qui versent le champagne dans le piano et qui allument leurs cigares avec des billets de banque ! Touchante naïveté d'un politicien venu de sa province !

Briand, toutefois, n'était pas un naïf. Doué d'un remarquable esprit de finesse et d'une merveilleuse intuition, il compensait par de tels dons une paresse invétérée et une ignorance souvent extraordinaire. Si, pour me servir d'un mot dont on a abusé, quelqu'un a eu des antennes, c'est assurément lui.

Il détestait Lloyd George et il se plaisait à répéter l'anecdote suivante : « Quelqu'un dit à Lloyd George — Vous verrez une porte sur laquelle est écrit « Gentlemen ». Vous entrerez tout de même ».

Je me souviens d'une de ces Conférences

avec les Anglais dont je viens de parler, qui eut lieu à Calais et que Briand présidait comme Premier ministre français. Il était arrivé très fatigué et à peine la Conférence ouverte, il s'endormit manifestement. M. Ribot était à sa droite et moi à sa gauche ; en face de nous, les Anglais. Au bout de deux heures, la discussion était épuisée et l'heure du déjeuner était venue. Je poussai Briand du coude et lui soufflai qu'il convenait de lever la séance. Alors, à la stupeur générale, Briand entreprit de résumer le débat et de conclure ; il le fit à merveille. C'était un miracle ou, plus probablement, ce diable d'homme n'avait dormi que d'un œil et d'une oreille.

C'est pendant la guerre que Briand sentit se développer en lui cette passion qui devait faire plus tard de lui « le pèlerin de la paix ». En le fréquentant à cette époque, je pus me convaincre que ce sentiment chez lui était profond et venait, en grande partie, de la profonde horreur qu'il ressentait pour la souffrance physique. Un jour que, pendant l'hiver de 1914-1915, nous allions, lui, Ribot et moi à une Conférence à Calais avec les Anglais, notre train spécial fut arrêté par un régiment marocain qui traversait la voie. Le froid était vif et ces malheureux indigènes, tout transis, s'étaient recouverts de tous les lainages disparates qu'ils avaient pu trouver. Briand les regarda avec compassion puis s'écria : « Quelle absurdité que cette guerre qui fait

venir d'Afrique ces hommes pour combattre, alors qu'ils ne peuvent rien comprendre au conflit ! »

C'est le même Briand qui, lorsque l'Italie se décida enfin à se joindre à notre cause, eut à présider la première Conférence qui nous réunit à Saint-Jean de Maurienne avec nos nouveaux alliés. Les Italiens étaient peu enthousiastes : ils se demandaient encore avec inquiétude s'ils avaient vraiment misé sur le bon cheval ! Aussi qu'on juge de leur stupeur quand le président du Conseil français, en qui ils s'attendaient sans doute à trouver un foudre de guerre, ouvrit la séance par ces mots : « Je souhaite la bienvenue à nos nouveaux Alliés : nous allons chercher ensemble les moyens de mettre fin à cette horrible guerre ! »

C'est toujours le même sentiment qui le poussa, en 1917, après avoir dû quitter le pouvoir, à s'employer dans ces négociations secrètes pour la paix qui lui ont été tant reprochées. Et cependant, il agit fort loyalement en la circonstance ; il mit au courant de tout le nouveau président du Conseil, M. Ribot, mais celui-ci, loin de le soutenir, le désavoua assez perfidement. Et cependant, M. Ribot, au fond de son cœur, souhaitait ardemment la fin du conflit, ne fût-ce que pour éviter à la France une ruine complète. Combien de fois ne m'a-t-il pas fait, rue de Rivoli, le compte approximatif de ce que coûtait la guerre, ajoutant

(car on ne pouvait imaginer encore les inépuisables ressources du crédit) que notre pays ne pourrait jamais se relever d'un tel épuisement ! Il avait même pris le portefeuille des Affaires étrangères dans la pensée que le moment était venu où la conclusion de la paix allait s'imposer. Mais M. Ribot n'était pas homme à aller contre l'opinion; il s'aperçut vite que le parti de ceux qui, le président de la République à leur tête, voulaient, coûte que coûte, mener la guerre jusqu'à une décision complètement victorieuse était de beaucoup le plus fort et, dès lors, il refoula toutes ses velléités pacifistes. Il aurait laissé accuser le pauvre Briand de haute trahison, aussi celui-ci, qui pourtant n'était guère rancunier, ne lui pardonna jamais ce lâchage ; il m'a souvent raconté comment Poincaré et Ribot, qui cependant ne s'aimaient guère l'un l'autre, s'étaient trouvés d'accord pour le perdre, lui Briand, et qu'il s'en était fallu de bien peu qu'on l'envoyât devant un Conseil de Guerre. La politique a cela d'effrayant que ces hommes qui se traitent en camarades, en amis, manifestent les uns vis-à-vis des autres la plus grande cordialité, restent toujours prêts, si la passion partisane entre en jeu, à se poignarder réciproquement sans remords.

CHAPITRE VII

MISSION AUX ÉTATS-UNIS

Le départ par le *Lapland* : les sous-marins allemands. — Sir Ernest Cassel. — Négociation et conclusion de l'emprunt. — La Maison Morgan. — Je propose au Gouvernement de rester à New-York pour fonder « l'Agence Financière ». — On commence à prévoir l'entrée en guerre des Etats-Unis. — Je rentre en France.

A mesure que la guerre se prolongeait et que nos achats — d'acier principalement — augmentaient en Amérique, le soutien de notre change devenait plus difficile. Plus préoccupés encore que nous ne l'étions de la stabilité du franc, les Anglais l'étaient de celle de la livre sterling : le maintien de leur commerce international était à ce prix. Aussi nous proposèrent-ils de nous joindre à eux pour contracter un emprunt aux Etats-Unis. Ils se rendaient compte que si leur crédit était meilleur que le nôtre, nous étions là-bas plus populaires qu'eux-mêmes. Si nous nous présentions associés pour emprunter, le sentiment et la raison joueraient de concert en notre faveur.

Il fut donc décidé d'envoyer une mission conjointe aux Etats-Unis pour y contracter un emprunt pour le remboursement duquel l'Angleterre et la France se déclareraient solidaires : ce fut, en fait, un cas unique de réelle solidarité financière entre les deux grands Alliés.

Le chancelier de l'Echiquier, M. Mac Kenna, mit à la tête de la mission anglaise lord Reading, auquel il adjoignit notamment un gros banquier, sir Edward Holden, président de la London City and Midland Bank.

Curieuse figure que celle de sir Rufus Isaac devenu, après avoir fait quasiment faillite au Stock Exchange, Lord Chief Justice d'Angleterre et lord Reading. C'était un israélite très intelligent et de manières distinguées, parlant admirablement le français et, pour autant que j'ai pu en juger, sympathique envers notre pays dont il appréciait le libéralisme : une sorte de Disraëli en moins grand.

Depuis le début de la guerre il travaillait à la Trésorerie britannique dont il était le conseiller très écouté. M. Lloyd George avait la plus grande confiance en lui, si tant est que ce diable d'homme ait jamais pu avoir confiance en quelqu'un.

Quant à sir Edward Holden, c'était un vieux sanglier. Enfant de la balle, il avait débuté dans sa banque comme boy et avait gravi tous les échelons grâce à un travail acharné; il était bourru et ne voulait pas considérer qu'il était simplement l'un des délégués — et non le premier — du gouvernement anglais. Il avait coutume de répéter : « I am a representative of myself! »

Je veux dire un mot du secrétaire de la délégation britannique, un jeune fonctionnaire de la Trésorerie, M. Blackett, qui eut plus tard une carrière brillante mais mourut prématurément. Il nous rendit de grands services et contrebalança souvent heureusement l'influence de M. Keynes.

M. Ribot avait tout de suite pensé à moi pour être le représentant français. Les Anglais me connaissaient et j'avais rempli avec succès auprès d'eux deux missions depuis le début de la guerre. Il ne me plaisait guère d'aller aux Etats-Unis, pays que je ne connaissais pas, mais je ne pouvais refuser. On m'adjoignit un régent de la Banque de France : M. Ernest Mallet.

La guerre sous-marine commençait à devenir redoutable et nous savions que notre mission était guettée. J'offris à mes collègues anglais de s'embarquer sur l'un des paquebots de la Compagnie Transatlantique, qui avait transporté du Havre à Bordeaux son point de départ pour les Etats-Unis. Mais les Anglais, rois de la mer, étaient trop fiers pour accepter de débarquer à New-York d'un bateau battant pavillon français ! Ils répliquèrent en me demandant de partir avec eux sur un bateau anglais qui devait quitter Liverpool. J'acceptai, mais tandis que nous n'aurions sûrement

pas demandé le remboursement du passage de la délégation anglaise si elle avait pris notre paquebot, la Trésorerie britannique n'attendit même pas que nous eussions débarqué à New-York pour présenter à l'ambassade de France à Londres la note de nos frais. Les Anglais sont peu donnnts : « les bons comptes font les bons amis! ».

Notre départ de Liverpool fut pittoresque. Nous devions prendre le *Lapland*, un beau bateau belge qui avait son port d'attache à Anvers, d'où les Anglais l'avaient fait sortir lors de l'invasion allemande et qu'ils avaient loué en « time-charter ». Le même jour, presque à la même heure, un bateau américain devait aussi quitter Liverpool pour New-York.

Quand ils surent que nos deux délégations devaient s'embarquer sur le *Lapland*, presque tous les passagers qui y avaient retenu leurs places les décommandèrent pour aller s'inscrire sur le bateau neutre, le bateau américain.

Nous restâmes seulement une quinzaine de passagers sur l'énorme *Lapland* et vers quatre heures de l'après-midi, nous vîmes passer devant nous le paquebot américain surchargé.

Quant à nous, nous attendions encore dans la rivière le retour des torpilleurs anglais qui avaient été envoyés pour battre la sortie du port de Liverpool, où l'on avait signalé deux

sous-marins allemands envoyés là certainement pour nous attaquer.

Au milieu de la nuit nous partîmes, les canots de sauvetage parés et prêts à être mis à la mer. Ma femme m'accompagnait et Mme Mallet partait également avec son mari. Lord Reading m'avait fait part des rapports de l'Amirauté signalant le danger et il insistait vivement pour que nous ne nous couchâmes pas et restâmes habillés, prêts à toute éventualité. Mais ma femme est courageuse : elle voulut aller tranquillement au lit et naturellement je fis de même.

Le lendemain matin, à notre réveil, nous étions toujours escortés par deux torpilleurs qui tournaient autour de nous comme de braves chiens de garde. Dans le courant de la journée, estimant que nous étions sortis de la zône dangereuse, ils prirent congé, nous souhaitant par signaux un bon voyage.

La traversée fut calme et favorisée par un temps superbe. Un seul incident la marqua : les démêlés de sir Edward Holden avec un passager qui s'était adjoint officieusement à notre mission. Ce passager n'était autre qu'un ex-Allemand, naturalisé Anglais, et qui avait été un grand ami d'Edouard VII, lequel l'avait créé baronet et nommé membre de son Conseil privé.

Colossalement riche, il était venu avec nous pour agir à New-York auprès de ses amis, les nombreux banquiers d'origine allemande, qui

étaient naturellement germanophiles et pouvaient faire opposition à notre emprunt.

Quand, au départ de Liverpool, sir Edward Holden avait découvert la présence à bord de ce passager, jugé par lui hautement indésirable, il avait voulu débarquer et l'on avait eu toutes les peines du monde à le calmer.

Mais pendant toute la traversée le vieux sanglier se refusa obstinément à avoir le moindre contact avec sir Ernest Cassel, et quand nous arrivâmes à New-York, il fallut que celui-ci débarquât clandestinement.

Notre arrivée aux Etats-Unis fut un événement; une nuée de reporters envahit le bateau et, le lendemain, naus pûmes lire dans les journaux les déclarations hautement fantaisistes qui nous étaient prêtées. L'absence de scrupules de la presse américaine a quelque chose d'effarant : tout lui est bon pour fabriquer de toutes pièces des informations sensationnelles. Nous pûmes nous en rendre compte pendant les trois semaines où nous restâmes pour l'opinion américaine des « vedettes ». Comme la négociation d'un emprunt ne peut être ample matière à « copie », on inventait des à-côtés, et c'est ainsi que ma pauvre femme put lire un soir, toute émue, à la dernière heure des journaux, le récit d'un terrible accident auquel j'aurais échappé « narrow escape! » — il n'y avait pas un mot de vrai!

Nous nous heurtâmes d'abord à une assez forte opposition de la part des germanophiles qui soutenaient que la conclusion de cet emprunt serait une atteinte à la neutralité des Etats-Unis. Des lettres de menaces nous furent adressées... mais, bien vite, un fort courant d'opinion se forma en notre faveur.

Habile à sentir le vent, la maison Morgan prit la tête du syndicat des banquiers — elle était d'ailleurs l'agent unique de nos deux gouvernements pour leurs achats aux Etats-Unis et je m'aperçois que j'ai oublié de raconter dans quelles circonstances elle l'était devenue.

C'est Lloyd George qui avait été l'artisan de la chose. Il avait commencé par prendre MM. Morgan et C° comme agents uniques du gouvernement britannique pour les achats de celui-ci en Amérique; il voulut ensuite leur faire conférer le même privilège par le gouvernement français. J'assistai à la conférence où il fit dans ce but le siège de M. Ribot, qui avait convoqué MM. Thomas et Loucheur. Il se montra anormalement pressant. Je me permis de combattre sa thèse, faisant valoir qu'un tel monopole conféré à une seule maison avait quelque chose d'exorbitant et qu'au surplus, l'appel à la concurrence était la seule arme qui nous permettrait de nous défendre quelque peu contre des exigences excessives. Je laissai entendre aussi que, ne serait-ce que par reconnaissance pour cette intervention de M. Lloyd George, la maison Morgan ferait

toujours passer le gouvernement britannique avant le gouvernement français et que, dans la combinaison, nous jouerions le rôle de parents pauvres.

MM. Thomas et Loucheur se montraient hésitants mais M. Ribot ne résista guère. En dépit de mon intervention, qui me valut des regards furieux de Lloyd George qui n'aimait guère être contredit, on céda.

Alors Lloyd George déclara : « Vous serez peut-être heureux de faire immédiatement la connaissance du chef de la maison : M. Jack Morgan ; je l'ai amené avec moi : il est dans l'antichambre : puis-je le faire entrer? »

Quel sans gêne!

La maison Morgan, dont Jack P. Morgan était le chef nominal, était alors dirigée effectivement et dictatorialement par une personnalité curieuse : M. Davison. Celui-ci était un self made man. On racontait qu'il s'était introduit dans la maison Morgan par un coup d'audace qui révèle également quelle était son opiniâtreté. Un poste de second plan était vacant dans cette maison. Davison se présenta : ses références bancaires étaient minces : les chefs hésitaient... Davison s'attacha alors aux pas de celui qui devait prendre la décision, il le suivit partout : chez lui, au restaurant, au théâtre, partout il l'abordait et ne cessait de lui dire : « Je suis sûr que je conviens mieux que personne pour ce poste : essayez-moi. » De guerre lasse, on finit en effet par l'essayer

et une fois dans la place il eut vite fait de se rendre indispensable. Bien que n'apportant aucune fortune personnelle, il devint associé de la maison et Jack Morgan ne fit bientôt plus qu'approuver ses décisions.

Cette rapide ascension inspira à Davison un orgueil immense. Il avait une manière de laisser entendre que sans la maison Morgan ni l'Angleterre ni surtout la France ne pourraient soutenir la guerre qui était proprement insupportable. Il ignorait tout de la France et ne savait pas un mot de notre langue. Les rapports avec lui étaient aussi désagréables que difficiles. Bien que je fisse tout pour éviter les incidents, sachant que, s'il en éclatait un, je ne serais guère soutenu par M. Ribot, je dus, plus d'une fois, lui rappeler que je représentais un grand pays, dont la conduite héroïque méritait l'admiration et que je ne pouvais tolérer qu'on me parlât comme à un quémandeur.

Davison était bien trop intelligent pour me parler comme le fit un jour ce nigaud de Jack Morgan avec candeur : « Vous être un financier et ne faites métier de fonctionnaire que par accident — pourquoi ne cherchez-vous pas à gagner notre amitié, au lieu de vous montrer si raide et si intransigeant; cela serait beaucoup plus utile pour votre carrière future car ce n'est pas M. Ribot qui vous aidera plus tard! » Je ne répondis pas car parler de patriotisme eût été assez inutile.

Jack Morgan, comme on le sait, avait hérité de son père qui, lui, fut un homme d'envergure, une magnifique collection d'œuvres d'art. Il avait réuni les plus belles dans sa « library » qui était à Wall Street même — luxe rare que d'avoir un édifice sans étages à un endroit de la ville où chaque mètre carré de terrain vaut une fortune! Le jour où pour la première fois il me fit les honneurs de cette « library » je tombai en arrêt devant un splendide Ghirlandajo qui était sur un chevalet. « Quel beau Ghirlandajo vous avez là, m'écriai-je! — Comment pouvez-vous savoir que c'est un Ghirlandajo, me répondit Jack Morgan, sincèrement étonné. »

Le même jour j'admirai, parmi les livres, de précieux manuscrits ornés des plus fines enluminures. « Il y a plus intéressant », me dit Jack Morgan, et il alla me chercher le manuscrit d'un roman de Zola qu'il avait fait relier dans un maroquin plein, d'un centimètre d'épaisseur et d'une couleur rouge sang de bœuf. « Figurez-vous, continua-t-il, que la veuve de Zola m'a écrit pour me demander de céder ce manuscrit, afin de compléter la collection que son mari a léguée à sa ville natale — Je n'avais vraiment aucune raison de le faire! »

Tel se révéla ce grand amateur d'art.

J'aurais beaucoup à dire sur la façon dont la maison Morgan exécuta la mission qui lui était ainsi donnée et qui lui valut une fortune presque incalculable.

D'ailleurs le fait que M. Jack Morgan a été

aux Etats-Unis le plus mauvais des contribuables — il a fraudé impudemment le fisc, ainsi que l'ont prouvé les poursuites qui lui furent intentées — ce fait, dis-je, autorise déjà bien des méfiances.

Je dirai plus loin les efforts que je fis, pendant mon séjour aux Etats-Unis, pour atténuer quelque peu les effets de ce monopole et le ressentiment qu'en éprouva la maison Morgan.

Il me faut revenir à la conclusion et à l'émission de l'emprunt anglo-français.

Je fus toujours en parfait accord avec lord Reading qui se montra pour moi un excellent collègue. Prévoyant que la guerre serait longue j'insistai vivement pour qu'on empruntât une somme aussi élevée que possible, dût-on faire des concessions sur le cours d'émission et sur le taux d'intérêt.

L'opération portait sur cinq cents millions de dollars : pareille somme a été bien dépassée depuis mais c'était alors la première fois qu'on empruntait d'un seul coup un montant aussi considérable. Pour constituer le Syndicat de prise ferme de l'emprunt, la maison Morgan avait fait appel à toutes les banques et même à tous les banquiers privés des Etats-Unis. A New-York et dans l'Est l'empressement fut assez grand mais Chicago, où les Allemands abondent, était germanophile et dans l'Ouest on s'intéressait peu à la guerre. Il était même curieux de constater quelle petite place les

nouvelles du conflit tenaient dans les journaux américains sauf dans ceux de New-York.

Le jour même de l'émission une grande réception de tous les banquiers américains eut lieu; lord Reading, moi-même et nos collègues des deux délégations nous dûmes donner d'innombrables poignées de main.

Un fait assez curieux se produisit : M. Ribot avait négligé, lors de mon départ, de me munir de pleins pouvoirs en bonne et due forme, si bien que lorsque lord Reading produisit de magnifiques lettres de créance du Gouvernement britannique, je dus avouer que, pour ma part, je n'avais rien de semblable. Gros émoi chez les représentant de la maison Morgan. Finalement on décida de me considérer comme suffisamment accrédité par la rumeur publique et je signai le contrat d'emprunt : « Pour le Gouvernement de la République Française ».

Jamais d'ailleurs cette situation ne fut régularisée; pendant près d'un an je devais gérer seul aux Etats-Unis des sommes énormes, faire des virements de banque à banque et des pouvoirs en bonne forme me firent toujours défaut.

Le Gouvernement français se montra très satisfait de la conclusion de l'emprunt; on le considéra comme une victoire au point de vue financier; les Chambres furent convoquées tout spécialement pour ratifier le contrat d'emprunt. M. Ribot, en quelques mots, rendit hommage aux négociateurs, mais là se bornèrent les témoignages de gratitude du Gouvernement Français, tandis que lord Reading était créé Vicomte.

Il ne m'avait pas fallu longtemps à mon arrivée aux Etats-Unis pour constater combien, en dépit des achat énormes et croissants que nous étions amenés à y faire, notre représentation était faiblement constituée. Le Ministère de la Guerre envoyait des acheteurs qui souvent étaient bizarres; à un moment ce fut un ancien clown qui fut chargé d'y acheter des moteurs d'aviation. L'officier supérieur chargé d'acheter des chevaux avait fait passer dans les journaux une note disant qu'il ne voulait pas de chevaux à moins de 300 dollars l'un! Singulière façon d'obtenir les plus bas prix! Une autre fois je lus avec stupeur dans la presse l'information suivante :

« M. X, *agent secret* (sic) du Gouvernement français, est arrivé à New-York par le paquebot Y; il a pris immédiatement le train pour Washington. »

Je jugeai qu'il fallait faire quelque chose de toute urgence; aussi, bien que mon désir de retourner en France fût très grand, je proposai par télégramme à M. Ribot de fonder à New-York une « Agence Financière du Gouvernement Français » et me déclarai prêt à en assumer la direction jusqu'à ce qu'on envoyât quelqu'un pour me remplacer.

Cette Agence, qui a fonctionné pendant tout le reste de la guerre et même pendant plu-

sieurs années après, a rendu les plus grands services.

Ma proposition fut acceptée avec empressement. Je demandai qu'on m'envoyât aussitôt comme adjoint un jeune Inspecteur des Finances, dont j'avais fait la connaissance pendant un de mes séjours à Londres, M. Jean Frédéric Bloch. Par ailleurs j'avais comme collaborateur bénévole et agent de liaison avec l'Ambassade de France à Washington un ancien diplomate, M. Casenave.

Je ne citerai que pour mémoire un collaborateur « nominal » que l'on m'envoya de Paris où l'on avait pensé que sa très grosse fortune me le rendrait utile : c'était M. Robert Lebaudy, le frère du fameux « Empereur du Sahara ». Un peu moins fou que son frère il était cependant bien loufoque, et je ne pouvais songer à lui confier une mission sérieuse. Toutefois comme on m'avait offert un train spécial pour faire une tournée dans l'Ouest et que je ne croyais pas pouvoir quitter New-York où j'étais sans cesse sur la brèche pour trouver de l'argent pour nos paiements, je chargeai M. Robert Lebaudy d'effectuer cette tournée à ma place. A son retour il me remit un rapport où des observations justes se mêlaient à d'étonnantes puérilités. Je remaniai le rapport et l'envoyai à Paris, ce dont Lebaudy me fut, sur le moment, très reconnaissant.

Je n'avais cependant qu'une autorité toute officieuse sur les agents du Ministère de la

Guerre et aucun pouvoir réel vis à vis de la maison Morgan.

Je tâchai vainement de mettre de l'ordre dans les achats du Ministère de la Guerre. Ceux-ci se trouvèrent souvent compliqués par le fait qu'on avait constitué en faveur du Creusot un privilège que j'ai toujours jugé absurde, inexplicable... Alors en effet que tous les autres fournisseurs devaient passer par l'Etat pour leurs achats de matières premières et spécialement d'acier, le Creusot, seul, était autorisé à acheter lui-même aux Etats-Unis. Une certaine zône lui avait été réservée dans ce but. Il en résulta que plus d'une fois je vis avec colère le Creusot procéder à ses achats avant une hausse que le Gouvernement français était ensuite obligé de subir. Quand je revins en France j'essayai de faire abroger ce privilège exorbitant et funeste : je n'y parvins pas.

En ce qui concerne les agents du Ministère de la Guerre j'obtins, non sans peine, qu'un Contrôleur Général de l'Armée vint les inspecter.

Quant à mes rapports avec la maison Morgan ils furent délicats et souvent difficiles. Cette maison n'ignorait pas que j'avais combattu son monopole et, en dépit des apparences, j'étais loin d'être persona grata auprès d'elle.

Le chef de la maison Morgan à Paris était un homme excellent, d'une correction par-

faite, M. Harjes, mais il était sans influence sur sa maison de New-York qui le jugeait : « trop français! »

Les fonds du grand emprunt n'avaient pas tardé à s'épuiser : il fallait en trouver de nouveaux. C'était l'époque de Verdun et beaucoup aux Etats-Unis doutaient de la victoire finale des Alliés. Les banquiers américains, dont l'ignorance de l'Europe était profonde, se montraient extrêmement méfiants; ils ne voulaient prêter qu'avec une garantie — ce qu'ils appelaient un « collatéral » — qui leur donnât tous apaisements.

La maison Kuhn-Loeb, à laquelle je m'adressai pour essayer de rompre le monopole que la maison Morgan faisait durement peser sur nous, consentit bien à émettre pour la Ville de Paris (qui en rétrocéda le produit à l'Etat) un emprunt sans garanties spéciales, mais ce fut extrêmement dur à obtenir. En outre, cela me valut presque la haine de la maison Morgan. M. Jack Morgan se permit de me dire que j'avais « trahi sa maison » ce à quoi je répliquai vertement que je n'étais pas à sa solde et je lui fis comprendre que je le jugeais assez sévèrement.

On devinera d'après cela que les négociations pour un nouvel emprunt furent difficiles. Il fallait trouver un collatéral, mais lequel? C'est alors que je suggérai à M. Ribot de demander aux Français de céder leurs titres neutres à l'Etat. Ils le firent, mais dans une

certaine proportion seulement, si bien que la maison Morgan, exigeant en outre sur ces titres une certaine marge de sécurité, le montant du nouvel emprunt ne put pas être très considérable.

Après cet effort, qui m'avait beaucoup fatigué, surtout par cette sournoise mauvaise volonté que j'avais rencontrée de la part de la maison Morgan, je jugeai que je pouvais quitter les Etats-Unis et que je serais plus utile à Paris.

D'ailleurs certains signes me faisaient prévoir que les Etats-Unis ne tarderaient plus beaucoup à entrer dans la guerre. Je me souviens qu'envoyant alors un rapport à Paris je m'exprimais ainsi : « A mon arrivée à New-York, en octobre 1915, j'ai pu vous écrire qu'il n'y avait guère que deux ou trois chances sur dix pour que les Etats-Unis entrassent dans la guerre — aujourd'hui en septembre 1916, je puis vous dire que la proportion me paraît s'être exactement renversée : il y a bien huit chances sur dix pour que d'ici trois à quatre mois les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne. »

Les raisons — elles étaient multiples, mais la principale était que depuis l'ouverture de la guerre sous-marine sans merci, les Américains se rendaient compte que si les Allemands triomphaient et devenaient maîtres de la mer, leur propre sécurité se trouverait menacée. L'exploit du sous-marin allemand de com-

merce qui força les diverses lignes de blocus des navires de guerre britanniques et se rendit, au printemps de 1916, de Hambourg aux Etats-Unis avait d'abord suscité leur enthousiasme sportif mais peu à peu la réflexion leur inspirait de singulières appréhensions. D'ailleurs les Allemands sont si maladroits dans leur propagande qu'ils rendaient eux-mêmes sensible cette perspective aux Américains. N'avais-je pas vu moi-même, tout récemment, dans un cinéma de New-York un film qui représentait ce qui se passerait lors de la victoire germanique : les cuirassés allemands embossés devant New-York et de leurs obus faisant crouler, comme châteaux de cartes, les sky-scrapers, afin de reprendre l'or envoyé par les Alliés aux Etats-Unis?

J'ignorai longtemps bien entendu ce qui, dans une ambiance devenue déjà pour nous très favorable, devait être la raison déterminante du Président Wilson : à savoir la cynique et maladroite démarche de l'Allemagne auprès du Mexique. On a su, depuis, que les services secrets du Gouvernement britannique avaient réussi à intercepter sur les câbles et à déchiffrer un télégramme du Gouvernement allemand à son ministre à Mexico prescrivant à celui-ci de demander au Mexique d'entrer dans la guerre aux côtés des Puissances Centrales et de lui promettre en conséquence deux ou trois des Etats du Sud des Etats-Unis.

Il n'en fallait pas plus naturellement pour

dessiller complètement les yeux du Président Wilson et faire de celui qui avait dit : « Cette guerre est une folie! » ou : « Nous autres, Américains, sommes trop fiers pour nous battre » le promoteur le plus déterminé de l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Ce n'est pas certes que notre propagande proprement dite ait été pour grand'chose dans ce revirement. Grâce aux 25 millions de francs annuels de fonds secrets qui étaient alloués au Ministère des Affaires Etrangères, Philippe Berthelot avait créé notamment cette « Maison de la Presse » de la rue François-Ier qui fut surtout un refuge pour les embusqués de marque. Les propagandistes qu'on envoyait à l'étranger étaient souvent peu qualifiés, souvent aussi maladroits, tel M. Jules Bois, qui fit plusieurs tournées de conférences aux Etats-Unis. La propagande tourne parfois contre son but.

Ce qui a une tout autre vertu c'est l'exemple, ce vivant témoignage.

Or l'exemple héroïque que nos troupes donnèrent à Verdun fit incomparablement plus que toutes les conférences du monde.

Et puis, les Américains lisent la Bible : ils se souvinrent de la parabole des ouvriers de la onzième heure!

CHAPITRE VIII

RETOUR EN FRANCE

Souvenirs rétrospectifs sur la société américaine. — Théodore Roosevelt. — Tragique destin du ménage Granados. — Ma démission de la Banque de l'Union Parisienne. — Reprise de contact avec M. Ribot. — Nouvelle mission à Londres. — Mission en Espagne. — Les papiers secrets du colonel Denvignes et Mlle Clara Tambour.

Donc, au mois de septembre 1916, je m'embarquai à New-York pour Bordeaux sur le *La Fayette* de la Compagnie Transatlantique.

Mon séjour à New-York ne m'a pas, tout compte fait, laissé un souvenir bien agréable. Cela tient à diverses raison : d'abord éloignement de la patrie au moment où son sort se jouait — ensuite travail ingrat qui me tenait constamment sur le qui-vive si bien que je ne me suis pas cru permis de prendre le temps de visiter les beautés naturelles du pays, bien qu'on ait mis aimablement à ma disposition un train spécial pour faire le tour du pays (pendant près d'un an je n'ai vu des Etats-Unis que New-York et Washington) — enfin contact prolongé avec un milieu super-améri-

cain qui me fut peu plaisant. De mon temps (j'emploie cette restriction car les mœurs évoluent là-bas avec une étonnante rapidité) la haute société américaine était extrêmement hospitalière : il est vrai qu'un hôte de marque était considéré et traité un peu en bête curieuse — quand nous allions en « week end » nous nous trouvions, à chaque repas, avec une trentaine de personnes nouvelles et différentes, invitées pour nous rencontrer (to meet). Mais aussitôt après cette élite européanisée, on se heurtait, à New-York surtout, à des gens très brutaux.

Ma femme ayant eu besoin d'un accoucheur, on nous indiqua le plus célèbre non seulement par ses capacités, mais aussi par sa douceur, celui dont ses clientes disaient « c'est un ange » ! Or cet ange traita ma femme avec un tel manque de tact qu'après l'événement je ne pus m'empêcher de lui dire (ayant dévoré ma colère pendant de longues heures) : « Si ma pauvre femme avait eu à être traitée dans la France occupée par un médecin allemand, elle l'eût été peut-être avec moins de brutalité ». Il ne répondit rien mais se vengea en m'envoyant une note de 8.000 dollars.

Le manque de tact était général. Mon jeune adjoint M. Bloch avait été sérieusement blessé à la bataille de Charleroi — aussi comme il paraissait très jeune et que je ne voulais pas qu'on le crût embusqué, je prenais soin, en le présentant, de faire remarquer sa croix de guerre et je racontais sa blessure. On ne manquait jamais de lui dire alors : « How interesting! Wonderful! But now you are perfectly safe! — « Comme c'est intéressant! c'est merveilleux! mais maintenant n'est-ce pas ? vous êtes en parfaite sécurité! »

Mon voyage de retour fut sans histoire — ce qui me remet en mémoire le tragique destin du compositeur espagnol, Granados, qu'il ne dépendit pas de moi d'empêcher.

A un grand dîner chez le banquier américain Otto Kahn, qui était Président du Metropolitan Opera de New-York et se piquait fort de protéger les arts, je rencontrai ce compositeur venu donner aux Etats-Unis une série de concerts. Il était accompagné de sa femme. A table je me trouvai à côté de Mme Granados, tandis que ma femme avait Granados pour l'un de ses voisins. Pendant tout le dîner chacun des deux époux se répandit sur les inquiétudes que leur inspirait leur voyage de retour en Europe. Ils ne pouvaient songer à attendre aux Etats-Unis la fin de la guerre, car ils étaient pauvres et surtout ils avaient laissé en Espagne leurs nombreux enfants qui avaient besoin d'eux; mais tous deux avaient le sinistre pressentiment qu'ils seraient torpillés pendant leur voyage de retour.

Quand nous nous retrouvâmes tous les quatre après le dîner, j'exposai au ménage Granados que le passage dangereux était non celui de l'Atlantique mais celui de la Manche; aussi leur conseillai-je vivement de prendre pour

revenir les paquebots français qui allaient à Bordeaux et les mettaient d'ailleurs ainsi tout près de leur pays. Mais surtout je savais, de source sûre, que les sous-marins allemands respectaient soigneusement les bateaux de cette ligne parce que précisément le Gouvernement allemand s'en servait pour ses émissaires et ses agents secrets.

Malheureusement les Granados ne m'écoutèrent pas; ils prirent un bateau neutre pour l'Angleterre mais arrivés là il leur fallut traverser la Manche. Le hasard voulut que leur navire reçut alors une torpille qui n'atteignit pas le bâtiment dans ses œuvres vives et ne fit aucune victime. Mais les Granados étaient tellement hantés par leur pressentiment qu'à l'explosion de la torpille, n'écoutant rien ni personne, ils se jetèrent d'eux-mêmes à la mer où ils périrent tous deux!

Pendant mon séjour aux Etats-Unis je fis la connaissance de Théodore Roosevelt à qui, ma femme et moi allâmes rendre visite dans sa célèbre maison de campagne près de New-York. Nous fûmes reçus de façon touchante par cet homme tumultueux qui tint à nous manifester sa sympathie profonde pour la cause des Alliés. Il considérait que la neutralité était une honte pour les Etats-Unis et il bouillait d'indignation contre son successeur Wilson qu'il accusait de faire croupir le peuple américain dans un honteux pacifisme. La conversation avec Roosevelt fut du plus grand

pittoresque car, pour nous faire honneur, il s'obstinait à parler français, et quand les mots lui manquaient — ce qui était fréquent — il les forgeait de la manière la plus inattendue. Il aimait la France et les principes pour lesquels combattaient les Alliés étaient les siens, mais il détestait l'Angleterre et se vantait de n'avoir que du sang hollandais dans les veines. Il avait commencé sa carrière d'homme de gouvernement comme sous-secrétaire d'Etat à la Marine et avait obtenu alors du Sénat, du Congrès et de l'opinion, les crédits nécessaires à la construction de navires de guerre en racontant des histoires fantastiques sur les intentions des Anglais d'opérer un débarquement aux Etats-Unis! Il disait qu'en Europe l'homme qui lui avait fait la plus forte impression était le pape Léon XIII et il nous raconta, de manière colorée, sa réception au Vatican. « Léo le 13 » répétait-il pour désigner le Souverain Pontie.

Dès mon arrivée à Paris je repris contact avec M. Ribot. Celui-ci me reçut bien mais il me parut vraiment sous-estimer l'énorme effort que j'avais fourni pendant mon séjour aux Etats-Unis. Ce vieillard si profondément égoïste avait décidément peine à apprécier les mérites que d'autres pouvaient avoir acquis. Il voulut même se vanter auprès de moi de m'avoir soutenu vis-à-vis de la maison Morgan. Je lui répondis que c'était son strict de-

voir mais que moi, simple banquier, j'avais peut-être quelque mérite à avoir engagé, dans le seul souci de l'intérêt public, la lutte avec des financiers si puissants qui pouvaient beaucoup me nuire dans ma future carrière.

Je fus même si dégoûté de trouver M. Ribot personnel à ce point, uniquement préoccupé de lui, que je songeai à le quitter — j'étais entièrement libre, n'étant pas mobilisé. Mais je voulais continuer à servir le pays en guerre et je fis taire mon amertume.

J'eus d'ailleurs une autre déception. J'étais alors, comme je l'ai dit, vice-président de la Banque de l'Union Parisienne. Or, à mon retour, je découvris que ma banque était en quelque sorte devenue le bureau financier du Creusot qui, en fait, était mené alors par un jeune homme qui me fut fortement antipathique, M. Fournier.

Or, j'ai dit comment j'avais découvert aux Etats-Unis des agissements du Creusot qui m'avaient paru bien critiquables.

J'allai donc à une réunion du Comité de la Banque et déclarai que je ne pouvais admettre que l'établissement dont j'étais vice-président s'acoquinât ainsi avec un fournisseur de guerre que je n'estimais pas. Mes collègues furent gênés mais ils ne m'aimaient guère : au lieu d'être fiers qu'un des dirigeants de leur banque jouât, durant une telle période, un rôle prépondérant dans les finances publiques, ils étaient au contraire jaloux de

moi, comme d'ailleurs ils l'avaient été dès le premier jour; ils demeurèrent fermés : je donnai alors purement et simplement ma démission.

Quand M. Ribot apprit cette décision, après tout courageuse (la guerre devait me laisser à peu près ruiné) et qui montrait combien j'étais dévoué au bien public, il n'eut qu'une réaction : « Vous n'allez pas me demander une compensation, je ne pourrais vous la donner! »

Ce sont des traits de ce genre qui ont fini par m'éloigner d'un homme dont par ailleurs j'ai si fort admiré l'intelligence!

Je vis M. Poincaré qui me témoigna toujours beaucoup de bienveillance, autant que le lui permettait l'extraordinaire sécheresse de son caractère. C'était un homme d'un patriotisme encore supérieur à celui de M. Ribot et beaucoup plus complet. Les deux hommes, d'ailleurs, se détestaient : cela datait, je pense, de la compétition qu'ils avaient eue pour la présidence de la République.

Plus d'une fois il m'est arrivé de dire à M. Ribot : « Je vais chez M. Poincaré », et lui alors de me répliquer : « Quel homme, il n'a pas de cœur! » Quand j'arrivais chez M. Poincaré celui-ci me disait : « Vous venez de chez M. Ribot; c'est un homme sans entrailles! »

Je crois que tous deux avaient un peu raison.

M. Ribot continua donc à se servir de moi.

Il m'envoya encore plus d'une fois à Londres. Mais mon crédit s'y épuisait; on s'use à demander sans cesse, sans jamais apporter..

Un jour M. Ribot me pria d'aller à Londres demander au chancelier de l'Echiquier une faveur considérable. J'objectai que je n'avais rien à offrir en échange et que l'échec était certain. Comme mon interlocuteur insistait, je finis par lui dire : « Je ne vois qu'un moyen : demander une telle chose au nom de l'alliance du champ de bataille, du sang versé en commun. Mais pour cela il me faut une lettre du président du Conseil pour le premier ministre anglais. » Il répugnait fort à M. Ribot de faire ainsi intervenir M. Briand dans sa négociation, mais en présence de mon ultimatum il céda et nous allâmes ensemble au Quai d'Orsay. Briand comprit le jeu tout de suite et s'installant à sa table : « Dictez-moi la lettre, me dit-il (ce que n'eût point fait M. Ribot). »

Je partis donc pour Londres muni de ce viatique. Comme je l'avais prévu, le chancelier de l'Echiquier, M. Mac Kenna, se borna, après m'avoir écouté attentivement, à me répondre : « Mais c'est impossible! vous demandez quelque chose de considérable sans offrir la moindre contre-partie! »

Je répliquai : « La contre-partie, elle est dans une lettre que M. Briand a écrite à votre premier ministre M. Asquith, et que je vous demande la permission de remettre, après

que vous en aurez pris connaissance. » M. Mac Kenna ne fut pas trop content de voir la négociation passer ainsi au-dessus de sa tête mais il ne pouvait s'opposer à ce que je visse le premier ministre.

Celui-ci, après avoir lu à son tour la lettre de Briand et écouté les explications de Mac Kenna, me déclara : « Le chancelier de l'Echiquier a eu parfaitement raison de vous répondre comme il l'a fait. Toutefois le gouvernement britannique, dans son ensemble, ne saurait rester insensible aux arguments qu'invoque M. Briand. Vous aurez donc satisfaction mais veuillez dire à votre premier ministre, de ma part, qu'il ne faudrait pas abuser de tels arguments! »

Je repartis pour Paris, satisfait sans doute du résultat mais pas très content de la pression que j'avais dû exercer car je savais bien qu'ainsi je m'userais vite à Londres.

A Paris M. Ribot triompha. « Vous voyez bien qu'il faut oser! » eut-il le toupet de me dire.

Mais l'histoire a un épilogue.

A peu de temps de là M. Ribot eut l'occasion d'aller à Londres, sans moi. Dès qu'il fut en présence de M. Mac Kenna celui-ci lui dit en plaisantant : « Eh! Monsieur Ribot, vous venez après la bataille. Vous nous avez envoyé M. Homberg qui nous a livré un rude assaut. » Et M. Ribot de répondre de son ton le plus patelin : « Mais non, mais non, M. Homberg

a sans doute exagéré, il est jeune, vous savez, et ardent... »

Comment je connus le court dialogue? Par une lettre de lord Reading, qui, depuis notre commun séjour aux Etats-Unis, était resté mon ami et qui fut si choqué par ce « lâchage » qu'il m'en fit le récit.

Je reçus la lettre au ministère des Finances où presque chaque matin j'allais trouver M. Ribot dans son cabinet, à onze heures, pour échanger les nouvelles. « Quoi de neuf? » me dit-il ce matin-là. « Pas grand'chose, lui répondis-je, sinon que j'ai reçu une lettre de lord Reading, qu'il vous intéressera peut-être de lire.

Ribot prit la lettre avidement, pensant sans doute qu'elle contenait des compliments à son endroit. Il lut, changea de couleur mais me rendit la lettre sans un mot.

On ne s'étonnera pas après cela que mes rapports avec M. Ribot, qui auraient dû être si intimes, si confiants, aient toujours eu quelque chose de singulier.

N'avais-je pas appris par exemple qu'à mon retour des Etats-Unis il avait donné à la censure cette simple instruction : « Ne rien laisser passer sur le retour de M. Homberg! »

Et cependant il m'estimait, avait constamment recours à moi.

C'est parce que j'avais le sentiment très net qu'on s'usait vite auprès des Anglais par ces négociations — car, au contraire du terrain

militaire où nous fournissions, de beaucoup, à la coalition la plus large contribution, nous étions presque toujours demandeurs sur le terrain financier et à part l'or, pour lequel d'ailleurs nous fûmes très larges, nous n'avions pas grand'chose à offrir — c'est pour me ménager, dis-je, que j'avais poussé M. Ribot à maintenir à Londres une sorte d'Agence Financière, pendant de celle que j'avais créée à New-York et qui traiterait toutes les questions secondaires ne nécessitant pas le déplacement du ministre ou le mien. La direction en fut d'abord confiée à un jeune Inspecteur des Finances, M. Depeyster.

Son successeur fut M. Avenol, le même qui continue, aujourd'hui encore à Genève, à toucher en dollars-or un plantureux traitement comme Secrétaire général à la Société des Nations. Le poste même qu'il occupe prouve que M. Avenol ne s'est pas usé auprès des Anglais et de fait il ne les harcelait guère. Quand on lui confiait quelque demande à présenter, il fallait le relancer sans cesse, ce qui faisait dire à l'indulgent M. Thierry lui-même, qui le comparait à ces chevaux trop lents à démarrer : « Il est bien froid des épaules! » La Société des Nations était cependant une noble et grande idée — qui fut seulement lancée trop tôt dans un monde que la guerre n'avait pas purifié — au contraire — aujourd'hui elle n'est plus, hélas! qu'un fromage pour quelques fonctionnaires internationaux, devenus de trop coûteux parasites.

A mesure que la guerre se prolongeait nous

avions de plus en plus de peine à faire face à nos paiements à l'extérieur et ceux-ci augmentaient du fait de tout ce que nous étions obligés d'acheter à l'étranger pour un matériel de guerre dont l'importance ne cessait d'augmenter. C'est ainsi que nous avions été amenés à créer sur le sol même de l'Espagne des industries de guerre et des fabriques de matériel roulant. M. Ribot me demanda d'aller à Madrid pour y obtenir un crédit en pesetas. Je partis à la fin de l'année 1917. En arrivant à Madrid je pris contact avec notre ambassadeur, M. Geoffray, un fort galant homme, marié à une femme hautement distinguée et pleine de charme. M. Geoffray m'avertit que j'allais trouver une organisation singulièrement arriérée, notamment au point de vue financier, et je dois dire que mes constatations dépassèrent encore de beaucoup ce qu'il m'avait fait prévoir.

Ma première audience officielle me fut donnée par le président du Conseil, M. de Romanonès.

Celui-ci était un petit nabot presque difforme, mais à la physionomie pétillante d'intelligence. Il passait pour francophile dans un pays où l'on ne l'était guère. On connaît le mot d'Alphonse XIII : « Il n'y a que moi et la canaille qui soyons pour les alliés. » M. de Romanonès était l'un des hommes les plus riches d'Espagne; il était le principal actionnaire de plusieurs des sociétés auxquelles

nous passions des commandes. Il me reçut à onze heures du soir : il paraît que c'était l'heure habituelle des audiences en Espagne, où l'on ne s'éveille guère que vers deux heures de l'après-midi ! Il m'accueillit fort aimablement et me promit son appui mais il ajouta que je devrais négocier l'ouverture de crédit avec la Banque d'Espagne, à laquelle le gouvernement lui-même se bornerait à recommander l'opération. Toutefois il me conseilla d'aller voir le ministre des Finances, M. Alba, ce que je m'empressai naturellement de faire.

L'audience de M. Alba fut singulièrement pittoresque; elle eut lieu dans une grande salle où se trouvaient avec nous une cinquantaine de personnes qui causaient par groupes, fumaient, buvaient, et dont plusieurs vinrent se mêler à notre conversation. J'appris que tous ces intrus étaient les partisans de M. Alba et formaient en quelque sorte sa camarilla. L'Espagne a conservé, du temps des Maures, beaucoup de coutumes orientales. On sait que dans les pays d'Orient les grands chefs ne reçoivent jamais l'étranger qu'en présence d'une suite nombreuse; en Espagne les hommes politiques, même dans l'exercice de leurs fonctions ministérielles, n'échappent guère au contrôle de leurs principaux électeurs. Sans être gêné le moins du monde par cette immixtion indiscrète, M. Alba me fit un cordial accueil; il se glorifia fort d'être un ami de vieille date de Clemenceau; il ajouta que per-

sonnellement il souhaitait du fond du cœur la victoire des alliés, des démocraties, contre le despotisme prussien, mais que l'Espagne étant en majeure partie germanophile, il ne serait pas opportun de donner trop de publicité à une ouverture de crédit par la Banque d'Espagne. C'est donc à cette institution que tout le monde me renvoyait : j'y trouvai des gens pusillanimes et extraordinairement arriérés; ils semblaient à peu près tout ignorer du mécanisme moderne du crédit; c'est tout juste s'ils connaissaient l'escompte.

Je m'évertuai à leur faire comprendre que l'afflux d'or qui se déversait sur leur pays n'était pas favorable à l'économie espagnole, que le taux élevé du change de la peseta finirait par paralyser leurs exportations; qu'il serait de bonne politique de leur part d'investir leurs bénéfices exceptionnels de fournisseurs de guerre en bonnes créances sur l'étranger qui constitueraient une précieuse réserve sur l'avenir. Ce raisonnement si clair ne les touchait guère; l'or les hypnotisait; c'était en quelque sorte pour eux le retour de ces galions, chargés d'or, qui jadis leur arrivaient de l'Amérique du Sud. Seule une riche maison de banque privée, la banque Urquijo, intéressée d'ailleurs dans beaucoup d'entreprises industrielles, parut comprendre à peu près la situation et c'est à son intervention que je dus de pouvoir amorcer favorablement ma négociation. Un accident de santé m'empêcha d'ailleurs d'aboutir; je tombai assez sérieusement malade et dus regagner Paris. M. Sergent me succéda mais lui non plus ne put aboutir, et ce n'est que plus tard que M. de Lasteyrie put signer l'accord que j'avais préparé bien des mois auparavant.

Au cours de mon séjour à Madrid j'avais fait la connaissance d'un personnage assez curieux : notre attaché militaire près l'ambassade, le colonel Denvigne.

Plein d'entregent, beau parleur, un peu avantageux, le colonel Denvigne se targuait d'une grande intimité avec Alphonse XIII avec lequel il avait de longues conférences. Il prétendait obtenir du souverain espagnol beaucoup de précieuses informations. Il est certain que longtemps le roi d'Espagne se flatta de pouvoir jouer, à la fin du grand conflit, le rôle d'un médiateur, et dans ce but, évidemment, il tenait à garder un contact avec Paris et Londres comme sans doute avec Berlin et Vienne. Dans quelle mesure les renseignements qu'il donnait étaient-ils sincères? Ne passait-il pas souvent à son interlocuteur flatté et éberlué bien de la fausse monnaie? On sait qu'Alphonse XIII ne se distinguait pas par la franchise, qu'il était plein de duplicité et aimait à opposer les hommes les uns aux autres. Ce sont d'ailleurs ces défauts qui lui coûtèrent en grande partie son trône, en lui aliénant ceux de ses conseillers qui, rencontrant plus de confiance, se seraient

montrés les plus dévoués, tel le comte de Romanonès lui-même.

Quelques-uns de mes lecteurs se souviendront peut-être de l'aventure à Paris du colonel Denvigne qui oublia dans un taxi tout un dossier secret où il rendait compte précisément de ses entretiens avec Alphonse XIII. Le dossier fut trouvé par une artiste de music-hall, Mlle Clara Tambour, à qui cette découverte valut d'un coup beaucoup plus de notoriété que son talent n'avait pu jusque-là lui en procurer. Quant au colonel Denvigne qui venait d'être promu général, il fut puni de son étourderie en étant rétrogradé provisoirement au grade de colonel, ce qui le mortifia extrêmement.

Le petit élan que nous avions donné à l'industrie espagnole pendant la guerre, en y envoyant des ingénieurs et des contremaîtres pour diriger les fabrications de guerre, ne subsista pas une fois les hostilités terminées. D'une part la xénophobie profonde des Espagnols ne permit pas à nos compatriotes de demeurer dans le pays; d'autre part, l'incurie nationale, n'étant plus stimulée par les profits faciles, reprit le dessus. Avec une rapidité lamentable les installations que nous avions provoquées tombèrent en ruines et ce malheureux pays recommença à se déchirer en discordes intestines. L'or qui y avait afflué se retira promptement et la peseta retrouva son cours normal.

La guerre civile que nous venons de voir se dérouler en Espagne, avec des horreurs qui semblent d'un autre âge, montre que ce pays ne suit aucune évolution. Fiers, vindicatifs, cruels, les Espagnols sont incurablement paresseux; c'est aussi une profonde erreur que de croire qu'on peut gagner leur gratitude en leur rendant service. Le concours qu'on leur apporte les humilie et ils vous en savent mauvais gré. Par contre, ils n'oublient pas les offenses faites à leur orgueil national qui est immense. Je me souviendrai toujours d'une visite que je fis à Saragosse, où je vis se fermer devant moi les magasins qui refusaient de me vendre et où j'entendais murmurer dans mon dos : « Cochon de Français! »

En ce qui concerne l'Italie, je n'y remplis pas de missions à proprement parler, mais lorsque ce pays fut sur le point d'entrer dans la guerre, j'eus plusieurs entretiens importants avec son Ministre des Finances d'alors, M. Luzzotti. Et aujourd'hui qu'à la profonde déception de tous ses anciens amis, l'Italie tourne le dos à ses plus grands intérêts, alors que Mussolini se fait servilement le « second » d'Hitler, adopte niaisement le « pas de l'oie », chausse lourdement les bottes d'une barbare politique raciale, je dois à la vérité de dire que ce Luzzotti — un juif — était non seulement un homme éminent, mais un grand patriote, un Italien 100 %.

CHAPITRE IX

AU MINISTÈRE DES FINANCES

M. Thierry ministre. — La loi sur l'exportation des capitaux. — Le Cabinet Painlevé. — Clemenceau au pouvoir. — Un mot significatif de Poincaré. — Clemenceau et Klotz. — M. Nitti chez M. Klotz. — Clemenceau et Zaharoff.

Quand je me retrouvai en France on y attendait d'heure en heure l'entrée en guerre des Etats-Unis.

Une crise ministérielle avait eu lieu : M. Ribot avait pris la présidence du Conseil et était passé au Quai d'Orsay. Je sais qu'il espérait alors conclure la paix et jouer le rôle qu'il avait toujours rêvé. Mais une grande partie de l'opinion voulait pousser la guerre jusqu'au bout, obtenir la victoire totale. Aussi M. Ribot n'osa-t-il pas se mettre au travers d'un tel courant d'opinion, que soutenait d'ailleurs énergiquement le Président de la République. C'est pour cela qu'il désavoua si brutalement M. Briand qui, comme on le sait, avait entamé des négociations avec le baron de Lancken. M. Ribot s'était fait remplacer au ministère

des Finances par M. Thierry, un galant homme peu expert en matière financière.

J'eus les meilleurs rapports avec le nouveau ministre qui me demanda de continuer à jouer auprès de lui le même rôle qu'auprès de M. Ribot.

M. Thierry avait pris pour Chef de Cabinet M. Célier qui exerça dès lors une grande influence.

Ce fut M. Thierry qui institua la Commission des Changes et me pria d'en assumer la présidence. Cette Commision joua un rôle très important et très utile, dont ses procès-verbaux font foi, rôle qui est trop peu connu. Elle était composée de personnalités éminentes, choisies tant parmi les plus hauts fonctionnaires que chez les représentants les plus qualifiés de la haute finance. C'est moi qui proposai un peu plus tard, quand M. Klotz eut succédé à M. Thierry, la loi de contrôle sur l'exportation des capitaux — ce qu'on appelle aujourd'hui le contrôle des changes.

Les adversaires actuels du contrôle des changes soutiennent que celui-ci ne peut fonctionner efficacement qu'avec le contrôle postal. Cela n'est vrai qu'en partie. Sans doute, pendant que je fus à la tête de cet important service et tant que dura la guerre, la censure postale me fournit de précieuses indications mais ce qui fut surtout efficace ce fut le répertoire des opérations de change que toutes les banques furent astreintes à tenir. Il est difficile et périlleux d'exporter des capitaux, en dehors de l'intervention des banques. Si celles-ci sont disciplinées la plupart des fissures se trouvent fermées. Ce qui me fut beaucoup plus difficile à obtenir ce fut le concours de la justice elle-même qui ne parut pamais réaliser la gravité du délit. C'est ainsi que je ne parvins pas à faire ouvrir une instruction contre le Comptoir Lyon Alemand, à la tête duquel se trouvait M. Vincent, qui depuis... et qui faisait sur l'or le trafic le plus scandaleux.

Cette loi sur l'exportation des capitaux fut éminemment tutélaire et son application ne donna lieu à aucune réclamation.

Il est vrai que j'en avais réglé le fonctionnement de la façon la plus libérale. Un Comité que je présidais et qui comprenait notamment M. Luquet, Sous-Gouverneur de la Banque de France, M. Lehideux, Président du Syndicat des Banquiers, statuait sans aucun retard, dans les 48 heures, sur les demandes de dérogation. Celles-ci étaient instruites par un Secrétariat à la tête duquel je plaçai, quelque temps après, l'ancien Chef du Contrôle Postal M. Tannery, quand M. Clemenceau devenu Président du Conseil et ne pouvant lui pardonner l'acharnement qu'il avait mis à suspecter M. Louis Dreyfus, le dégomma brutalement. C'est moi qui recueillis alors M. Tannery que Clémenceau voulait envoyer en Algérie comme soldat de 2e classe. Je sauvai ainsi une carrière qui devait être si brillante par la suite

mais M. Tannery ne m'en a jamais témoigné depuis lors la moindre gratitude : il n'est pas le seul, bien loin de là, à m'avoir fait faire cette amère expérience de l'ingratitude, qui est la règle !

Il y avait d'ailleurs dans ce Secrétariat des hommes fort distingués comme mon ami, M. Edouard Le Conte, aujourd'hui Conseiller Maître à la Cour des Comptes; M. Bavière, aujourd'hui Vice-Président de la Banque de l'Union Parisienne, etc., etc...

J'avais fait insérer dans la loi de contrôle sur l'exportation des capitaux un article qui permettait d'abroger cette loi d'exception par simple décret. Ce qui prouve bien que le Contrôle des changes peut fonctionner sans le Contrôle postal et rendre même ainsi les plus grands services, c'est que plusieurs personnalités qui s'étaient déclarées adversaires de la mesure n'osèrent pas faire prendre ce simple décret une fois parvenues à leur tour au ministère des Finances, M. François-Marsal par exemple.

Sans vouloir m'en prendre à un homme, dont la chute, comme celle de Klotz d'ailleurs, a été depuis si profonde, je dois dire deux mots de François-Marsal.

Ancien officier, celui-ci aurait dû rejoindre le front lors de la déclaration de guerre. Au lieu de cela il s'embusqua au ministère de la Guerre et s'y incrusta, de façon scandaleuse, pendant toute la durée des hostilités. L'esprit d'intrigue tenait lieu chez lui de grande intelligence. C'est ainsi qu'il conquit M. Millerand qui fit de lui un ministre des Finances quand il devint Président du Conseil. Je dirai plus loin qu'il fit croire à Millerand qu'il avait seul prévu combien la reprise de leurs marks aux Alsaciens serait onéreuse pour le Trésor. alors qu'en réalité il avait voté pour cette mesure au sein de la Commission des Changes !

De Millerand aussi je veux parler avec franchise et impartialement.

Ancien socialiste et jugé traître à son parti, Millerand est un homme qu'on peut sévèrement juger. Avocat de talent il se fit remarquer au Palais par sa cupidité qui est extrême. Après même son passage à la Présidence de la République il ne craignit pas, pour de gros honoraires, de plaider contre l'Etat Français et c'est en raison de ce cas scandaleux qu'on fit une loi pour interdire, fort justement, aux avocats parlementaires de plaider contre l'Etat. Il se hissa à la présidence de la République en exploitant de vilaine façon, comme Président du Conseil, la crise de dépression nerveuse dont fut atteint le pauvre Deschanel. On sait comment il fut ensuite chassé de son poste, en violation de la Constitution sans doute, mais le discours même que lui reprochèrent les radicaux était une action assez vilaine contre son Président du Conseil M. Poincaré, à qui il reprochait de n'avoir pas osé le faire.

Depuis, M. Millerand a essayé de se faire une grande place au Palais mais il n'y a pas

rencontré l'estime de ses confrères; c'est ainsi qu'il n'a pu se maintenir au Conseil de l'Ordre. Je l'ai vu aussi dans les cérémonies faire état de la place qu'assigne le protocole à un ancien Président de la République pour s'imposer là où il était manifestement indésirable.

La présidence du Conseil de M. Ribot et son passage aux Affaires Etrangères coïncidèrent avec la période la plus sombre de la guerre : ce fut l'époque de la lamentable offensive Nivelle, des mutineries dans l'armée, de l'intensification si redoutable de la guerre sous-marine. Le public ne connaissait pas les chiffres terrifiants du tonnage allié détruit par les sous-marins allemands : c'était comme un glas funèbre qui ne cessait de sonner. Il ne me paraît pas douteux que si les Allemands avaient commencé plus tôt la guerre sous-marine sans merci, ils eussent — chose paradoxale — obtenu de cette manière la décision que leur formidable armée n'arrivait pas à forcer sur terre.

Un grand malaise pesait sur l'opinion qui restait à la recherche des hommes providentiels. C'est ainsi que la rumeur publique se cristallisa pendant un temps sur un nom, celui de Painlevé, qui devint le « coming man ». Curieux personnage que celui de ce savant égaré dans la politique : M. Ribot en avait fait un Ministre des Inventions et son titulaire lui-même appelait le nouveau ministère « le piège à fous »! Mais bien entendu un tel poste ne

suffisait pas à Painlevé dont l'ambition fut toujours extrême et qui se croyait un grand homme d'Etat alors qu'il n'était hélas! dans le domaine politique qu'un brouillon.

J'assistai de très près aux manœuvres qui préparèrent l'accession de Painlevé au pouvoir.

En effet mon dévoué Secrétaire particulier, M. Paitel, avait été le Chef de Cabinet d'un ancien ministre des Postes M. Chaumet qui était très lié avec Painlevé et Steeg. Les trois hommes, qui étaient en quelque manière des conjurés, furent amenés chez moi par le brave Paitel et pendant un temps y vinrent souvent dîner dans l'intimité. C'est alors que je pus juger Painlevé qui se livrait tout entier : il voulait abolument être Ministre de la Guerre pour, disait-il, mener les hostilités scientifiquement. Mais le calcul intégral ne s'applique pas à la conduite des opérations. de guerre. Quand, sous la pression de l'opinion mal informée, Painlevé devint Président du Conseil et Ministre de la Guerre, faisant naturellement entrer dans son Cabinet Steeg comme Ministre de l'Intérieur et Chaumet (ancien pharmacien) comme Ministre de la Marine, les choses n'allèrent pas mieux. Il est vrai seulement que Painlevé eut le mérite de faire nommer Pétain général en chef et de faire redonner à Foch un commandement actif. Mais lui-même, quelle activité désordonnée ne déployait-il pas? Il affolait ses collaborateurs par la manière dont il était

« désheuré » — il donnait des audiences tout au long de la nuit.

Enfin Clemenceau vint!

Et l'on comprend le mot terrible qu'il répondit à Painlevé quand, lors de la passation des pouvoirs, celui-ci lui faisait l'éloge des officiers de son Cabinet et lui demandait de les conserver : « Moi! — mais je brûlerai les meubles de cette maison! »

Poincaré eut certes un mérite patriotique en appelant au pouvoir cet adversaire politique qui ne l'avait pas ménagé et l'avait même grossièrement insulté tant dans sa personne et — ce qui lui était beaucoup plus sensible — dans celle de sa femme que Clemenceau, l'opposant à la Reine des Belges, avait coutume de nommer « la Reine des Reines ».

Président du Conseil, Clemenceau affecta de traiter le Président de la République en quantité négligeable. Pour éviter de mettre celui-ci au courant, il ne réunissait que de loin en loin le Conseil des Ministres et quand Poincaré lui écrivait il répondait à peine et de façon dédaigneuse. Tant que Clemenceau fut au pouvoir le pauvre Poincaré — qui certes ne le méritait pas — fut mis au régime des « couleuvres ». — Je recueillis un jour à cet égard des confidences amères. J'étais allé voir le Président et comme, par la fenêtre ouverte de son cabinet, j'admirais un splendide parterre de roses : « Les fleurs du prisonnier » me dit Poincaré et, s'épanchant tout d'un coup, ce qui était bien rare chez lui, il me raconta toutes les avanies

dont il était abreuvé. « Je suis muré dans l'Elysée » me dit-il et comme je lui disais : « Mais la Constitution vous laisse le droit de vous adresser aux Chambres par voie de messages! » — « J'y ai bien pensé, me répondit-il, mais jamais Clémenceau ne consentirait à contresigner de tels messages — sauf sans doute un message de démission! — et puis voyez-vous, conclut-il avec amertume, l'opinion est avec lui — c'est moi qu'on sacrifierait; ma carrière politique serait finie! »

Je dois parler encore de mes rapports avec M. Clemenceau lorsque celui-ci fut devenu Président du Conseil. Je n'avais jamais eu de contact direct avec le célèbre polémiste. Je dus le voir à diverses reprises à propos de l'émission des emprunts nationaux, dont j'avais été nommé Commissaire. A ma surprise je le trouvai extrêmement courtois vis a vis de moi. Il m'embarrassa même beaucoup lors d'une visite que je lui fis en compagnie de M. Klotz qui était alors ministre des Finances. Il me força à prendre le fauteuil d'honneur et à plusieurs reprises il coupa la parole à M. Klotz en lui disant sèchement : « Laissez parler M. Homberg. » — Il affectait d'ailleurs de mépriser son ministre des Finances « le seul Juif, s'amusait-il à dire, qui n'entende rien aux Finances » et il fallut en vérité bien peu de dignité à Klotz pour accepter de constantes rebuffades.

Et en effet Klotz manquait complètement de la dignité que la simple conscience de sa haute fonction aurait dû lui inspirer.

Je me souviens qu'étant Ministre des Finances il offrit, peu avant la fin de la guerre, à son collègue italien, M. Nitti, un déjeuner auquel j'assistai. Ce Nitti était un homme infatué, assez vulgaire et très perfide. Pendant tout le déjeuner il exhala — je ne sais pourquoi — un anticléricalisme de la plus basse sorte, à la Homais. Il représentait les prêtres comme étant tous des simulateurs et des débauchés, qui se servaient de la confession pour faire des femmes leurs maîtresses. Ces propos étaient tout à fait déplacés; ils l'étaient d'autant plus que Mme Klotz, femme agréable et fort bien élevée, présidait le déjeuner.

C'eût été évidemment à Klotz d'intervenir mais il n'en fit rien — aussi ne pus-je m'empêcher de déclarer que j'étais catholique, bien que peu pratiquant, et que de tels propos ne pouvaient que me choquer. Nitti parut alors s'apercevoir de son grossier manque de tact et s'excusa lourdement.

Je me rappelle d'autant mieux ce déjeuner que s'il indisposa contre moi M. Nitti — ce qui m'était bien indifférent — il me coûta indirectement une amitié autrement précieuse : celle du splendide chat persan que possédait alors M. Klotz. Cet animal avait singulièrement plus de dignité que son maître car comme, après le déjeuner, je riais en le regardant évoluer, il crut sans doute que je me moquais de lui; il me jeta un regard chargé

de rancune et plus jamais ne voulut répondre à mes caresses!

Par contre Klotz ne manquait pas d'un certain courage physique et je me souviens, à ce propos, d'un fait amusant. C'était également vers la fin de la guerre, le soir du jour où les avions allemands vinrent bombarder le Ministère de la Guerre et firent plusieurs victimes. Je dînais chez Klotz qui recevait plusieurs Américains dont M. Crossby, un des envoyés personnels du Président Wilson. Après dîner, les sirènes retentirent tout à coup, annonçant le raid. En dépit des objurgations de Mme Klotz le Ministre voulut absolument se rendre aux points de chute et il commanda son auto dans ce but.

Il nous invita à l'accompagner et aucun des Américains n'osa refuser. On avait fait dans Paris la nuit complète; aussi avant d'arriver à la Seine pour gagner le Ministère de la Guerre — qui nous avait été signalé comme l'objectif visé — notre auto s'enlisa-t-elle plusieurs fois dans les parterres des Tuileries. Après avoir salué les infortunées victimes que l'on avait transportées dans la loge du concierge du Ministère sur le boulevard Saint-Germain, nous revînmes rue François-Ier sans aucun mal, mais les Américains dont l'un des slogans est « safety first » semblèrent trouver de bien mauvais goût la fantaisie qu'avait eue Klotz de conduire ainsi ses invités sous le feu!

Clemenceau se fit toujours un plaisir sadique d'humilier l'infortuné Klotz. C'est ainsi que lorsqu'il forma son ministère il trouva

Klotz au ministère des Finances où Painlevé l'avait fait entrer; il se plut à le tenir dans l'ignorance de son sort jusqu'au dernier moment. On annonçait que la liste du Cabinet remanié paraîtrait le lendemain matin au Journal Officiel : Klotz ne savait toujours rien. Enfin, de guerre lasse, il va se coucher et, ne pouvant dormir, se met à lire un roman policier (je tiens l'anecdote de lui-même). A deux heures du matin, sonnerie du téléphone : « C'est vous, Klotz, dit Clemenceau, venez immédiatement chez moi. » Plein d'espoir enfin, Klotz s'habille et se hâte. Arrivé rue Flanklin il est introduit auprès de Clemenceau qui le reçoit couché : Hein! Klotz, vous étiez anxieux! Eh bien c'est fait, vous restez — maintenant f... le camp! »

Les mots de Clemenceau sont innombrables : on en ferait un recueil. Beaucoup ne sont que trop cités comme celui-ci : « La guerre est une chose trop sérieuse pour l'abandonner aux militaires. » Aussi citerai-je une anecdote où ce n'est pas lui qui parle. Clemenceau était ministre de l'Intérieur et recevait ses préfets — il les recevait mal. Un de ces malheureux paraît dans l'embrasure de la porte : « Deux mots, lui crie Clemenceau, pas un de plus! » — « Un seul suffira, répond le Préfet : Argent! » — Clemenceau ravi fait asseoir le spirituel Préfet et lui accorde tout ce qu'il veut.

Mais la plus belle anecdote que je connaisse à propos de Clemenceau est celle-ci. C'était

au lendemain même de l'Armistice ; certains amis de Clemenceau lui conseillaient de se retirer dans un triomphe tel qu'aucun Français n'en connaîtrait jamais de semblable; d'autres au contraire soutenaient qu'il devait rester dans l'intérêt du pays parce que lui seul avait assez d'ascendant sur les Alliés pour pouvoir négocier utilement une paix difficile.

Clemenceau feignait d'hésiter alors qu'au fond son parti était pris. Ce vieil homme aimait le pouvoir; il voulait rester.

Il était lié avec Zaharoff — cet étonnant personnage qui commença sa carrière comme pirate et la finit grand dignitaire de tous les Ordres britanniques, recevant à sa table l'amiral anglais qui, jeune capitaine de vaisseau, l'avait poursuivi pour le faire pendre à la vergue de son navire.

Donc Zaharoff vint le voir et les deux hommes causèrent longuement. Au cours de la conversation Clemenceau demanda à son interlocuteur son avis sur le problème qui, disait-il, le préoccupait fort. Zaharoff ne répondit pas et Clemenceau en fut vexé. Il abrégea l'entretien et reconduisit son visiteur. Alors, sur le pas de la porte, Zaharoff : « Ecoutez, mon cher Président, une petite anecdote de mon enfance. Quand j'étais gosse je me promenais un jour avec mon père sur les quais de Smyrne. Des enfants jouaient à lancer un palet dans un trou ; ils n'y réussissaient pas. Alors l'un d'eux vint à moi avec le palet et me dit :

« Essaye à ton tour ». Je lançai le palet et, du premier coup, le palet tomba dans le trou. Les enfants d'applaudir et de vouloir me faire recommencer. J'allais le faire quand brusquement mon père m'entraîna : « Petit imbécile, me dit-il, quand on a réussi un tel tour, autant par chance que par adresse, on ne recommence pas! » Au revoir, mon cher Président. »

On sait qu'en dépit de cet avertissement, Clemenceau recommença et on sait aussi ce qu'il en advint.

CHAPITRE X

LA CONCLUSION DE LA PAIX

L'erreur initiale de Clemenceau au Comité des Trois. — Les querelles des politiciens. — La question des dettes de guerre : la grande Injustice. — La mission de Tardieu aux Etats-Unis. — Stephen Pichon. — Retour sur l'armistice et le traité de paix. — La reprise des marks aux Alsaciens-Lorrains. — Le découpage des frontières dans le traité de paix. — Une conversation suprême avec Clemenceau.

L'orgueil de Clemenceau était immense. Comment expliquer autrement qu'un homme comme lui, à qui la représentation était insupportable, ait cependant désiré ardemment être élu président de la République et que son dépit l'ait rendu grossier au point de refuser la visite que Deschanel tint à lui rendre à son retour de Versailles.

C'est sans doute de bonne foi que Clemenceau a cru que son prestige personnel servirait les intérêts de la France dans la difficile négociation du traité de paix. Sur ce point, il s'est trompé : auprès des Anglo-Saxons le prestige personnel compte peu : ils avaient supporté Clemenceau pendant la guerre parce

qu'ils sentaient la nécessité de vaincre et étaient subjugués par sa féroce énergie, mais il les indisposa constamment pendant les longs pourparlers de la paix. Un homme comme Wilson, quelque peu illuminé, ne pouvait qu'être profondément choqué par l'esprit caustique de Clemenceau et par les railleries souvent cruelles, décochées à son endroit, qu'il se trouvait toujours quelqu'un pour lui rapporter. Quant à Lloyd George, qui est l'immoralité politique personnifiée, qui, en outre, est un homme jaloux et méchant, il ne songea qu'à diminuer la victoire française et à ôter à notre pays les moyens d'établir son hégémonie en Europe.

Quand le délégué italien se fût retiré du Conseil des Quatre devenu celui des Trois, un esprit tant soit peu rompu à la diplomatie (mais y eût-il jamais quelqu'un de moins diplomate que Clemenceau?) eût compris qu'il importait avant tout de diviser les deux Anglo-Saxons, de les opposer l'un à l'autre et de mettre l'un d'entre eux dans notre jeu. S'attacher le fuyant et perfide Lloyd George était impossible, mais je sais qu'on aurait pu gagner Wilson. Il aurait fallu pour cela, tout d'abord, ne pas blesser le président des Etats-Unis, flatter quelque peu son idéologie d'ancien professeur d'Université, entrer dans ses vues en ce qui concernait la Société des Nations qui était d'ailleurs une grande et belle conception. Les Américains ne ressentaient

pas du tout la crainte si vive qu'éprouvaient les Anglais de voir la France devenir trop puissante en Europe. Aussi, un jeu serré mené dans cet esprit nous aurait certainement permis de prendre vis-à-vis de l'Allemagne les sûretés, les garanties qui nous furent refusées.

Je me suis entretenu de cette question avec le président de la République, M. Poincaré, et celui-ci me déclara que c'était certainement la tactique qu'il aurait fallu suivre. Mais lui-même ne put rien dans ce sens, car il fut tenu systématiquement en dehors de la négociation. Aussi, est-ce tout le contraire qui se produisit. J'habitais alors 18, place des Etats-Unis, exactement en face de l'hôtel Bischofsheim où Wilson descendit lors de son second séjour à Paris; Lloyd George était tout à côté, avenue Kléber, à l'hôtel Majestic qui se trouva à peine assez grand pour contenir les innombrables experts qui constituaient la délégation anglaise.

Combien de fois ai-je vu, le matin, de ma fenêtre, Lloyd George se rendre à l'hôtel de Wilson pour se mettre d'accord avec lui avant les séances du Comité des Trois où ils présentaient un front commun contre Clemenceau? Celui-ci avait tout d'abord fait sienne la thèse de Foch pour une occupation permanente de la rive gauche du Rhin, voire même, la création d'un Etat rhénan et la neutralisation complète de la rive gauche. Il avait chargé Tardieu de rédiger un mémoire dans ce sens

et ce mémoire était très fort, très énergique. Ce n'est que plus tard qu'il céda, Lloyd George ayant monté Wilson, non pas en lui représentant la thèse anglaise, exposée dans ces mémoires de Robertson et de Balfour, écrits pendant la guerre même, où l'on admettait par avance l'*Anschluss* et où l'on insistait sur la nécessité de ne pas laisser la France devenir trop puissante, mais en lui faisant ressortir que les prétentions de la France portaient directement atteinte à son Evangile du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Clemenceau paraissait haïr l'Autriche plus encore que l'Allemagne, et cela par anticléricalisme. L'Autriche était pour lui un Etat bigot. Il est navrant que la passion anticléricale ait fait commettre à Clemenceau de funestes erreurs. Cette passion revêtait des formes grossières. C'est ainsi qu'au cours d'une tournée dans l'Amérique du Sud il fut reçu à Buenos-Ayres par le corps diplomatique à la tête duquel était le Nonce. A peine celui-ci s'était-il éloigné que Clemenceau dit à assez haute voix pour être entendu : « A Paris, j'en ai f... un dehors qui était habillé comme ça ! »

C'est pourquoi le démembrement de l'Autriche était sa grande idée. Aussi lâcha-t-il Foch; il avait d'ailleurs, depuis le boulangisme où son général républicain l'avait si fortement déçu, une méfiance extrême des militaires, la vieille méfiance jacobine. Des heurts de caractères se multiplièrent entre les deux hommes et bientôt Foch ne fut plus à ses yeux qu'un gé-

néral factieux. Il se laissa abuser par la promesse de garantie que lui firent Wilson et Lloyd George — promesse qui devait tomber par suite de la non-ratification du traité par les Etats-Unis, de sorte que nous abandonnâmes la plus solide réalité contre un verre vide!

Au sujet de cette non-ratification, on a dit que les adversaires du président Wilson n'avaient pas manqué de nous prévenir que le Traité ne serait pas ratifié par le Sénat américain. C'est exact : les avertissements ne nous manquèrent pas, mais notre gouvernement ne voulut pas y croire. En fait, il ne se trompait guère, car si la maladie n'avait pas terrassé Wilson au cours de la tournée de propagande qu'il fit dans l'Ouest des Etats-Unis en faveur de la ratification du traité, celui-ci eût obtenu au Sénat la forte majorité qui était nécessaire.

Mais ce n'est là que de la théorie; pratiquement, par le refus de ratification des Etats-Unis le traité de paix se trouva gâché pour nous dans sa partie essentielle : les garanties d'avenir vis-à-vis de l'Allemagne.

Nous aurions pu encore, par la suite, redresser la situation. Sans doute ni l'Angleterre, ni les Etats-Unis ne voulaient plus se battre, mais l'Allemagne était impuissante militairement et, au surplus, en pleine révolution. Seule notre armée restait forte, disciplinée, prête encore à marcher.

Si notre Gouvernement avait été, pendant les années qui suivirent le traité de paix, im-

prégné en quelque sorte d'une véritable mentalité victorieuse, nous aurions pu faire sortir des immenses sacrifices que nous coûta la grande guerre des fruits merveilleux.

Malheureusement il n'en fut pas ainsi; une profonde mésentente ne tarda pas à s'établir entre les dirigeants. Clemenceau, une fois la guerre finie, ne fut plus à son affaire : sa nature frondeuse, destructrice même, reprit le dessus; en outre un goût pour le pouvoir — évidemment quelque peu sénile chez un homme de sa trempe — et même une passion des honneurs le possédèrent. Comment expliquer autrement cette candidature de sa part à la Présidence de la République où il aurait fait figure d'un éléphant dans un magasin de porcelaines? Foch, écœuré de n'avoir pas été suivi dans la question du Rhin où il avait vu clair et juste, prit une attitude boudeuse. Poincaré, qui ne digérait pas le rôle effacé auquel Clemenceau l'avait contraint à la fin de la guerre, ne rêvait que de voir finir son septennat pour reprendre une part active au gouvernement comme Président du Conseil. Millerand intriguait sournoisement pour prendre la place de Deschanel dont il guettait la défaillance physique. Une querelle absurde et néfaste opposa Tardieu et Franklin-Bouillon et celui-ci réussit à écarter le premier du Parlement pendant un temps. Les mesquines combinaisons de la politique intérieure ou plutôt les rivalités terre à terre des politiciens paralysèrent notre politique extérieure qui apparut flottante et incertaine.

On peut dire que, pendant dix ans, après la signature du traité de paix, nous restâmes maîtres de la situation. Par une conjoncture bien rare dans l'histoire, nous avions pour nous à la fois le droit et la force, et nous pouvions mettre la force au service du droit. Hélas! nous laissâmes passer toutes les occasions de le faire — et cependant elles furent nombreuses... Pour ne citer que la principale : quand, en dépit de la mauvaise humeur britannique, Poincaré se décida à l'occupation de la Ruhr, l'Allemagne fut de nouveau à genoux et nous nous contentâmes, pour desserrer notre étreinte victorieuse, de vagues promesses! La France est trop volontiers gâcheuse : se fiant à cette puissance de redressement qui est en elle et qui a fait toujours l'admiration de ses rivaux, elle laisse à l'ordinaire aller les choses, au contraire de l'Allemagne qui, dans son jeu serré, ne perd jamais un atout, si minime soit-il.

La dernière occasion nous fut donnée sous le régime hitlérien lui-même, quand les troupes allemandes réoccupèrent la Rhénanie. La Reichswehr avait déconseillé à Hitler cette opération audacieuse; si au lieu de nous en tenir aux rodomontades ridicules d'un Sarraut nous avions mobilisé quelques classes, l'Allemagne aurait reculé : les ordres étaient donnés en ce sens. Nous capitulâmes devant un bluff, mais ce bluff réussi devait donner à Hitler la conscience définitive de sa force. Il

n'a pas tardé à le manifester par la manière cynique et brutale avec laquelle il a annexé l'Autriche au Reich allemand.

Aussi peut-on dire aujourd'hui que si la France a retiré d'une longue guerre épuisante la légitime restitution de l'Alsace-Lorraine elle ■ perdu, par ailleurs, tout ce qui avait caractérisé sa victoire. Non seulement le but que les alliés ont proclamé si haut tout le long de la guerre : « briser le militarisme prussien » n'est pas atteint, mais l'Allemagne, augmentée de l'Autriche, est aujourd'hui plus forte que jamais. Elle forme au centre de l'Europe un bloc énorme, homogène, puissant, discipliné, dont la force d'attraction est hélas! loin d'être épuisée. Si les Anglais savaient reconnaître leurs erreurs — mais quel peuple en est capable, à part le nôtre peut-être qui ne cesse de se critiquer? — ils devraient se rendre compte que leur méfiance éternelle à l'égard de la France, leur crainte séculaire de la voir trop puissante, les ont conduits à laisser l'Allemagne redevenir plus forte et plus menaçante que jamais. Comprendront-ils un jour que la France est le véritable bouclier de la Grande-Bretagne et que tout ce qui l'affaiblit les affaiblit eux-mêmes?

Quant à Clemenceau, l'histoire lui appliquera certainement le mot qui fut dit à Annibal : « Tu sais vaincre, mais tu ne sais pas profiter de la victoire! »

Je dois revenir ici sur l'entrée en guerre des Etats-Unis, pour dire quelques mots de la mission qu'André Tardieu remplit là-bas comme haut-commissaire du gouvernement français. Je dois le faire d'autant plus que Tardieu voulut bien me demander de repartir avec lui; il désirait me confier les fonctions de chef de la section financière de sa commission et profiter de l'expérience que j'avais pu acquérir des choses et des gens du pays. Quelle que fût mon amitié pour Tardieu, je n'acceptai pas; d'abord, j'étais très fatigué et ma femme avait été fort éprouvée par son séjour là-bas; ensuite — et on voudra bien excuser ce sentiment — il m'eût fort déplu de reparaître en sous-ordre là où j'avais été mon maître absolu.

Tardieu ■ rendu aux Etats-Unis les plus grands services. Il organisa son commissariat avec cette précision, cette méthode qu'il possède au plus haut degré et déploya personnellement la plus grande, la plus utile activité. On peut dire qu'il poussa le gouvernement américain l'épée dans les reins.

Si, au point de vue général, sa mission déborda de beaucoup celle que j'avais remplie, il ne m'en voudra pas de dire qu'au point de vue financier sa tâche était beaucoup plus aisée que ne l'avait été la mienne. Les Etats-Unis étaient désormais dans la guerre — alors que j'avais dû avoir affaire aux banquiers privés, Tardieu n'avait qu'à s'adresser à la Trésorerie américaine et si celle-ci était parfois

difficile et formaliste, elle avançait du moins tout ce qu'on lui demandait. C'est alors que se noua la fameuse question des dettes de guerre. A la vérité, la Trésorerie américaine exigea pour chaque avance qu'elle nous fît une reconnaissance de dette et les reçus que nous lui remîmes portent à cet effet la signature de l'ambassadeur de France, M. Jusserand, mais à côté de ce formalisme — et qui nous fut bien présenté comme tel — il y eut toutes les déclarations officielles faites au Congrès et ailleurs. Le gouvernement américain lui-même disait : « En attendant que nous puissions envoyer nos hommes sur le champ de bataille, nous devons mobiliser nos dollars au service des Alliés! »

J'ai reproduit les plus typiques de ces déclarations dans un petit livre que j'ai fait paraître à propos de la réclamation américaine et que j'ai intitulé : « la Grande Injustice ».

Clemenceau, qui avait, certes, qualité pour le faire, soutenait cette thèse que j'ai défendue par la plume et par la parole. Lui-même alla faire dans ce but une tournée de conférences aux Etats-Unis, mais il y fut reçu froidement quoiqu'avec déférence. L'époque de l'enthousiasme était bien passée! Je sais qu'il adopta tous les arguments que j'avais développés dans mon petit livre et si l'on visite son appartement de la rue Franklin converti en musée, on verra ce volume, parmi d'autres livres, sur sa table de chevet.

La Trésorerie américaine envoya en mission à Paris un personnage du nom de Crosby que l'on installa somptueusement à l'hôtel Rothschild, rue Saint-Florentin, et qui y tint de pompeuses et stériles conférences.

Je ne puis terminer le récit de ce que je vis pendant la Grande Guerre sans parler d'un homme qui joua souvent un rôle important surtout par l'influence énorme qu'il exerça sur Briand : c'est Philippe Berthelot que je veux dire. Inquiétante figure!

Intelligent, Berthelot l'était, certes, à un haut degré, mais il avait l'esprit paradoxal et faux et je ne crois pas que, tout compte fait, son influence ait été heureuse. Ses défauts d'esprit venaient surtout de son orgueil qui était immense et lui faisait mépriser l'opinion simple, directe, de gros bon sens. Il avait le double orgueil de sa personne et de sa famille qu'il tenait pour une aristocratie républicaine devant jouir de tous les privilèges. En outre, Berthelot était profondément cynique. Je me souviens d'un mot que lui, qui était en âge d'être mobilisé, ne craignit pas de prononcer à un dîner chez moi, vers la fin de 1917.

Comme on parlait de la prolongation de la guerre et de l'effroyable usure de l'armée, il interrompit de sa voix sèche et coupante : « Nous avons encore plus d'un million d'hommes à faire tuer! »

Stephen Pichon fut ministre des Affaires étrangères au moment du Traité de Paix.

C'était un ancien journaliste qui, dans la presse, eut deux puissants protecteurs, Gambetta et Clemenceau. Ce dernier le fit entrer dans la diplomatie où il fut d'abord ministre en Haïti. Puis on l'envoya à Pékin où il se trouva au moment où les Boxers en révolte assiégèrent les légations. Si la légation de France fut brillamment défendue par le lieutenant de vaisseau Darcy, à la tête de ses fusiliers marins, la conduite de notre ministre n'eut rien d'héroïque. Mais les amis de Pichon firent remarquer que les diplomates ne sont point tenus au courage militaire. Devenu parlementaire, toujours par la grâce de Clemenceau, Pichon fut souvent ministre des Affaires étrangères, car il était pour les cabinets dont il faisait partie un précieux truchement auprès du Tigre. Avec ses moustaches tombantes, son œil éteint, il donnait l'impression de ce qu'il était : un homme médiocre, appliquant dans la diplomatie ses méthodes de parlementaire avisé. Il ne joua aucun rôle dans la négociation du Traité de paix, mais Clemenceau le récompensa de sa docilité en faisant de lui l'un des cinq plénipotentiaires qui signèrent le Traité au nom de la France. Quand on repasse l'histoire de ces quarante dernières années que de ministres aussi obscurs, plus obscurs même que Pichon, ne retrouve-t-on pas, dont les noms sont destinés à tomber dans un oubli profond, hommes que rien ne désignait pour le pouvoir et que seules

y portèrent d'éphémères combinaisons parlementaires !

J'en aurai fini à peu près (car je ne saurais les citer tous) avec les principaux acteurs que je connus quand j'aurai raconté que, peu de temps après la paix, j'eus l'occasion de passer un week-end aux environs de Paris, chez la comtesse de Béhague, avec l'ancien ministre des Affaires étrangères russe, M. Sazonoff.

L'histoire a enregistré le rôle de celui-ci au moment de l'ouverture du grand conflit. On sait que par l'un de ces fameux télégrammes personnels signés *Niky* que Nicolas II adressait à Guillaume II, le Tsar avait promis de suspendre la mobilisation générale russe afin de permettre à d'ultimes négociations de s'engager.

Ce fut Sazonoff qui se rendit à Tsarkoïé-Selo et insista véhémentement auprès du Tsar pour qu'il revînt sur son contre-ordre et fit reprendre une mobilisation qui était anormalement lente. Les Allemands ont toujours prétendu que le Tsar avait manqué ainsi à la parole donnée et déclenché par là, de façon irrévocable, une guerre qu'il eût peut-être été encore possible d'éviter. Je ne crois pas qu'il en ait été ainsi. Les dés étaient jetés, des forces incontrôlables se trouvaient déchaînées et les hommes, à supposer même qu'ils fussent sincères, n'y pouvaient plus rien.

Mais la responsabilité qu'a prise alors Sazanoff est lourde et je m'étonnai, en voyant de

près ce petit homme effacé, en l'écoutant dire des banalités, de penser qu'il avait été, un moment, l'un des grands acteurs du drame.

C'est d'ailleurs l'impression que je ne pus m'empêcher de ressentir chaque fois que je rencontrai l'un des protagonistes de la Grande Guerre. On s'attendait à rencontrer des hommes qui fûssent sur le plan de ces événements extraordinaires et l'on ne voyait que des personnages normaux qui, par comparaison, semblaient petits.

Sans doute en a-t-il toujours été ainsi et c'est le recul qui grandit au lieu de diminuer, qui fait paraître si grands les personnages historiques. Plus qu'aucun autre événement de l'histoire, la Grande Guerre, par ses proportions gigantesques, a dépassé les hommes. Ils ont tous été emportés dans un tourbillon.

Revenons à la fin de la guerre et d'abord à l'armistice.

Je me souviens que lorsqu'on connut la demande allemande d'un armistice, un Conseil suprême interallié fut convoqué à Versailles pour arrêter dans leur teneur générale les conditions que Foch dicterait aux plénipotentiaires allemands.

Il y avait là une occasion unique, car le président Wilson, sollicité directement par les Allemands, s'était borné à répondre que l'armistice étant une convention militaire il s'en remettait entièrement au maréchal Foch.

J'attendais avec anxiété le retour de Versailles de M. Klotz pour connaître ces conditions. Le ministre me les communiqua, mais il ajouta qu'elles semblaient si dures que l'on croyait généralement parmi les alliés que les Allemands ne les accepteraient pas tout d'abord et, qu'en conséquence, le maréchal Foch était prêt à poursuivre son offensive.

Je répondis aussitôt à M. Klotz que tel n'était pas mon avis. « J'ai vécu plusieurs années en Allemagne — je crois connaître un peu les Allemands, lui dis-je — pour qu'ils aient demandé l'armistice comme ils viennent de le faire, il faut qu'ils soient absolument à bout; on aurait pu être plus rigoureux encore! »

J'avais raison; aussi demandai-je à M. Klotz de me permettre d'aller trouver le maréchal Foch pour lui soumettre quelques desiderata financiers. Il m'y autorisa et, en compagnie de M. de Lasteyrie, je me rendis auprès du maréchal. Celui-ci nous reçut fort bien, mais ne nous accorda rien. Sa thèse était que l'armistice était une convention purement militaire et qu'il ne pouvait y mettre — en dehors de la libération des territoires occupés — que des conditions de nature à empêcher les Allemands de reprendre les hostilités, comme la livraison d'une grande quantité de matériel ferroviaire, par exemple.

Par esprit chevaleresque et sous le prétexte qu'ils s'étaient bien battus, le maréchal auto-

risa même les Allemands à se retirer avec leurs étendards et leurs armes — ces mêmes armes que, quelques mois plus tard, l'on devait charger des commissions interalliées d'aller rechercher par toute l'Allemagne!

J'ai bien souvent regretté cette conception si limitative que le maréchal Foch eut de l'armistice. En réalité, c'étaient les grandes lignes du Traité de paix qu'il eût fallu tracer alors; bien des embarras futurs nous eussent été épargnés.

Au lendemain même de l'Armistice, la Commission des Changes fut saisie d'une très importante question que lui renvoyèrent pour avis le président du Conseil et le ministre des Finances : il s'agissait de la reprise des marks d'Alsace-Lorraine.

Les deux provinces venaient d'être réincorporées à la France, mais les Alsaciens n'avaient que de la monnaie allemande : ils demandaient, par l'organe de l'abbé Wetterlé que leurs marks fussent échangés contre des francs, mais à la parité d'avant-guerre, soutenant qu'il ne serait pas juste que leur retour à la patrie les appauvrît.

On voit tout de suite combien la question était grave. La Commission des Changes se trouva divisée en deux partis dont chacun avait les arguments les plus sérieux à faire valoir. Les uns, à la tête desquels se trouvait, grâce à son talent et à l'autorité de ses fonctions, M. Célier, directeur du Mouvement des Fonds, soutenaient que c'était là faire aux Alsaciens un cadeau excessif, que d'autre part une partie d'entre eux seulement serait favorisée, que certains débiteurs obligés de rembourser à un cours plus élevé que le cours actuel seraient lésés, enfin et surtout que toute la charge de cette mesure retomberait sur la France seule, car il était certain que les alliés refuseraient d'en imputer le montant sur les indemnités dues par l'Allemagne. Les autres faisaient valoir que le coût de l'opération serait sans doute élevé, mais il correspondrait à peine à celui de quelques journées de guerre, et puis et surtout n'importait-il pas de montrer dès l'abord aux Alsaciens le visage généreux de la patrie retrouvée; il ne fallait pas les recevoir dans la communauté française comme des parents pauvres!

Je pris les plus grandes précautions pour que le débat fût entièrement libre et pour que les deux thèses fussent développées à loisir; je m'abstins de me servir de mon autorité de président pour peser dans un sens ou dans l'autre.

Finalement, après trois longues séances de discussion, la très grande majorité de la Commission se prononça pour la reprise des marks des Alsaciens-Lorrains au cours d'avant-guerre.

J'eus le scrupule de rédiger les deux avis : celui de la majorité et celui de la minorité,

aussi développés l'un que l'autre, et je les transmis ensemble au gouvernement. Il est donc tout à fait faux de dire — comme l'ont fait certains — que ce fut là une légèreté imprudente de la Commission; le gouvernement prit son parti en pleine connaissance de cause et la Commission des Changes ne fit que remplir son devoir qui était de donner un avis motivé.

M. François-Marsal vota avec la majorité de la Commission; je cite le fait parce que, comme je l'ai dit plus haut, ce personnage eut ensuite l'impudence de se faire un mérite d'avoir soi-disant prévu que cette opération de la reprise des marks serait très onéreuse pour le Trésor et ce fut, paraît-il, une des raisons qu'eut M. Millerand pour en faire un ministre des Finances.

Le gouvernement ayant pris sa décision, il importait de l'appliquer avec la plus grande rapidité, car il était à prévoir que pour profiter de cette revalorisation, on ferait entrer tout ce que l'on pourrait de marks allemands en Alsace-Lorraine. Je fis télégraphier de resserrer le contrôle, de fouiller les trains et les voitures pénétrant d'Allemagne en Alsace-Lorraine. En même temps, j'envoyai là-bas le secrétaire général de la Commission, M. Tannery, qui avait incontestablement un esprit policier, pour diriger les opérations.

En dépit de toutes ces précautions et de la célérité vraiment extraordinaire que l'on

déploya, la fraude fut importante et j'ai le regret de devoir dire que beaucoup de fonctionnaires et même des officiers du corps d'occupation en Alsace-Lorraine s'y prêtèrent et même s'y associèrent.

J'ai déjà dit à plusieurs reprises que je considérais M. Célier comme un homme fort capable, un remarquable cerveau financier. Il fut un excellent Directeur du Mouvement des Fonds mais il ne m'en voudra pas de déplorer, dans l'intérêt public, qu'il ait cru devoir suivre l'exemple de la plupart de ses prédécesseurs et troquer son poste de Directeur au Ministère des Finances contre une situation considérable dans les affaires. Le Directeur du Mouvement des Fonds est le contrôleur des banques et du marché financier; il est en rapports constants avec les dirigeants des Etablissements de crédit — c'est un abus certain qu'il puisse ainsi — sans qu'il soit d'ailleurs besoin de l'accuser de complaisance — préparer son passage dans les affaires. Je crois que c'est l'exemple de M. Bénac qui tenta la plupart de ses successeurs. On devrait remédier à cela.

Les polémiques injustes auxquelles donna lieu cette affaire des marks d'Alsace-Lorraine m'incita à m'écarter quelque peu alors des affaires publiques.

J'étais d'ailleurs extrêmement fatigué par le surmenage constant que j'avais subi pendant la guerre; un repos de plusieurs mois m'était nécessaire. C'est ainsi que je ne m'oc-

cupai pour ainsi dire pas des négociations de paix. On sait le rôle important que joua mon ami Tardieu — j'ai vu un jour chez lui quelques-uns des dossiers qu'il composa alors; ce fut un travail immense et pas toujours utilisé par les négociateurs suprêmes.

On reste confondu quand on pense que trois hommes, dont l'un était un Américain ne connaissant à peu près rien de l'Europe et les deux autres de purs politiciens, s'arrogèrent le droit de refaire sans appel la carte de l'Europe. Wilson avait posé le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce principe était éminemment juste mais il se heurtait à des situations de fait car ce n'était pas la première guerre et déjà les populations de l'Europe avaient été maintes fois brassées en quelque sorte par les anciens conflits. En bien des endroits les races avaient été mélangées de telle sorte qu'il était impossible de tracer entre elles une frontière vraiment équitable. Il fallait donc faire pour le mieux ou plutôt pour le moins mal. Mais pour cela une connaissance approfondie de l'histoire, de la géographie et de l'ethnographie était nécessaire. Une telle science, aucun des juges suprêmes ne la possédait, même à un petit degré. Ils furent donc en butte à toutes sortes de démarches; les minorités exposées à être englobées dans un Etat étranger envoyèrent des délégations officieuses; d'innombrables mémoires furent rédigés dont pas un seul, je crois bien, ne fut lu par un homme comme Clemenceau.

Au surplus celui-ci, impulsif et primesautier, était porté à se déterminer d'après ses impressions. La manière dont se présentaient ces délégués, leur habileté d'argumentation faisaient plus que de solides raisons. Bref, un découpage des frontières fut arrêté, après des consultations insuffisantes, sans enquêter sur place et bien des irritantes questions de minorités qui, à l'heure où j'écris ces lignes, menacent de provoquer une nouvelle conflagration générale, proviennent de la légèreté avec laquelle furent tranchés ces graves problèmes. L'Autriche fut dépecée au point qu'elle ne garda que sa capitale avec un territoire insuffisant; on s'aperçut vite qu'elle n'était pas viable mais déjà il était trop tard pour revenir sur une telle faute. La Hongrie, coupable d'avoir suivi l'Autriche dans la guerre — mais pouvait-elle faire autrement? — fut traitée avec dureté et injustice car de très nombreux Hongrois indiscutables furent donnés aux pays voisins. On créa cet Etat bigarré, mosaïqué : la Tchécoslovaquie, aussi artificiel que l'était l'ancienne Autriche-Hongrie et qui devait devenir, à son tour, une source de conflits,.., etc.,. etc...

Rappeler tout cela aujourd'hui peut paraître montrer « l'esprit de l'escalier » mais à l'époque même il se trouva quelques hommes courageux pour faire ressortir ces graves erreurs.

Franklin-Bouillon, que j'ai bien connu et qui était d'un ardent patriotisme, osa, à la

Chambre, refuser sa voix pour la ratification du traité de paix et il dit éloquemment pourquoi — « *vox clamans in deserto* »!

Je fis, toutefois, quelques démarches pour exposer mes idées sur ce que devaient être les clauses financières du Traité de Paix. Je ne fus guère écouté. J'étais partisan d'imposer à l'Allemagne un forfait et de prendre ses douanes en garantie. Mais les partisans du forfait étaient traités de défaitistes. « L'Allemagne paiera » disait Klotz et il faisait un compte fantastique où il inscrivait le remboursement des 5 milliards de 1871 avec intérêts composés. Quand on lui demandait comment serait possible le transfert de ces sommes astronomiques, à supposer même que l'Allemagne les possédât, il répondait : « Ce sont là détails pour les techniciens, mais il faut avant tout avoir une mentalité de vainqueurs! »

D'autre part, Lloyd George ne voulait pas entendre parler d'un contrôle sur les douanes allemandes : il disait que ce serait traiter l'Allemagne comme la Turquie et que c'était impossible! Le même homme, d'ailleurs, proclamait qu'il fallait se faire livrer Guillaume II pour le traduire en jugement et quand on lui demandait comment il s'y prendrait, il répondait : « Vous avez donc pris cela au sérieux! »

Je dois, toutefois, raconter une démarche ultime que je crus de mon devoir de faire auprès de Clemenceau lorsque j'appris quelles seraient les dispositions générales du Traité

de paix. Je lui dis que je ne me sentais qualifié que pour parler des clauses financières, mais que celles-ci me paraissaient bien vagues et bien insuffisantes. Comment seraient fixés les paiements de l'Allemagne? Comment seraient-ils effectués? Pourrions-nous vraiment rester sur le Rhin si l'Allemagne ne nous payait pas? J'ajoutai que, faute de recevoir des paiements considérables de l'Allemagne, nous serions dans une situation financière désespérée.

Clemenceau me répondit, suivant son caractère.

« D'abord, me dit-il, vous autres financiers, vous vous trompez toujours. Vous aviez dit que la guerre ne pourrait durer que quelques mois, parce qu'au bout de ce délai tous les belligérants seraient ruinés : la guerre a duré quatre ans!

Vous dites aujourd'hui que nous sommes au bord de l'abîme! Or, jamais il n'y a eu plus d'argent en circulation.

Et puis, conclut-il, j'ai, moi aussi, ma petite expérience. J'ai été toute ma vie, comme vous savez, directeur de journal. Or à chaque fin de mois, mon administrateur, mon caissier venaient me dire qu'on n'avait pas le sou! Je les ai toujours envoyé promener et les choses se sont toujours arrangées.

Croyez-moi, les affaires financières de la France s'arrangeront de même. »

Il était, comme on le voit, bien inutile d'insister.

Poincaré que je vis aussi, sans avoir d'illusions sur ce qu'il pourrait faire, me répondit : « Que voulez-vous? Clemenceau m'a tenu complètement à l'écart. La Constitution dit que le président de la République négocie et conclut les traités. Il soutient que c'est une fiction et que ce sont les ministres — c'est-à-dire lui — qui représentent le président et doivent agir à sa place. Je n'ai rien su, je n'ai rien pu faire. »

CHAPITRE XI

APRÈS LA GUERRE

Un petit ruban de la Légion d'honneur. — Je quitte le Ministère des Finances. — Le caoutchouc en Indochine. — M. Albert Sarraut. — MM. Long et Pasquier. — Une courte digression sur mes entreprises coloniales. — Le maréchal Lyautey.

Peu de jours après l'armistice parut un décret me conférant, avec de beaux motifs, la croix de la Légion d'honneur. J'eus ainsi la satisfaction de recevoir la première croix civile décernée après les hostilités. Plus d'une fois, pendant la guerre, on avait demandé cette croix pour moi, mais Poincaré qui, cependant, me montra toujours beaucoup d'estime, ne voulut jamais enfreindre la règle qu'il avait posée de ne point décorer de civils tant que dureraient les hostilités. Et cependant le travail que j'avais fait était bien un travail de guerre.

Je ne veux pas m'étendre sur cette question personnelle, mais tout de même quand je compare ce petit bout de ruban qui me fut donné avec les honneurs dont fut comblé un

homme qui joua en Angleterre un rôle exactement parallèle à celui que je remplis en France, je puis dire, je crois sans grande forfanterie, que mon cas peut servir d'argument à ceux qui soutiennent que le gouvernement français ne sait pas toujours récompenser ceux qui servent le pays.

Quand François-Marsal — que je n'estimais pas du tout — devint, à la surprise générale, ministre des Finances par la grâce de Millerand, je cessai d'aller dans cette vieille maison de la rue de Rivoli où j'avais tant travaillé durant la guerre, mais où je ne m'étais jamais senti entouré d'une réelle sympathie. Bien que mon père eût fait partie de ce corps et que j'y eusse quelques amitiés particulières, les inspecteurs des Finances en général ne m'aimaient pas; ils étaient jaloux de la confiance que le gouvernement me témoignait et bien que j'évitasse toujours soigneusement de me mettre en avant, ils ne me pardonnaient pas le rôle important que je jouais. Ils sont tellement habitués à ce qu'on ait recours à eux; ils se tiennent tant entre eux qu'un outsider est nécessairement mal vu.

Je crois qu'il me faut — car elle fut vraiment d'intérêt public — dire quelques mots de ma carrière coloniale et des hommes que je connus à ce propos.

C'est surtout de l'Indochine que je m'occupai d'abord, y étant préparé par ma mission

en Extrême-Orient et mon passage à la banque d'émission; ce n'est que plus tard que je me tournai vers Madagascar et l'Afrique Occidentale.

Je puis m'enorgueillir d'avoir été l'un des promoteurs de la culture du caoutchouc en Indochine; c'est même moi qui y créai la première grande plantation, celle de Loc-ninh, appartenant à la Société des Caoutchoucs de l'Indochine que je fondai, de concert avec un industriel français, consommateur de caoutchouc, M. Bergougnan, et un planteur belge, M. Hallet, qui a joué un rôle important dans le développement de la culture du caoutchouc et de celle du palmier à huile.

C'est en Malaisie qu'avait été introduit d'abord le caoutchouc de plantation, l'*hevea brasiliensis*. Quand je parlai de développer cette culture en Indochine, on m'objecta que notre colonie avait une saison sèche qui nuirait à la croissance de l'arbre. Je rétorquai qu'il y avait bien une saison sèche au Brésil, d'où cependant cet arbre est originaire, et l'événement me donna raison. En effet, si la saison sèche ralentit quelque peu la saignée, et pendant deux mois seulement, elle a, par contre, le grand avantage de diminuer dans une très forte proportion les maladies cryptogamiques contre lesquelles les planteurs de Malaisie ont à lutter. Les deux grands booms du caoutchouc qui se produisirent par la suite eurent naturellement pour effet de multiplier les plantations de façon prodigieuse. Je ne m'en

inquiétai pas trop, car je prévoyais le développement formidable de l'automobilisme. Celui-ci a dépassé encore mon attente, spécialement aux Etats-Unis, mais ce qui a provoqué une certaine surproduction et rendu nécessaire l'application d'un plan de restriction, ce sont les extraordinaires perfectionnements qui ont été apportés à la fabrication des pneumatiques. Qu'on compare ce que dure un pneu aujourd'hui avec ce qu'il durait il y a vingt ans et l'on comprendra comment le rythme de la production et celui de la consommation ont pu être parfois déséquilibrés.

Ce sont les Etats-Unis qui, je viens de le dire, sont les gros consommateurs de caoutchouc. Or ce pays, si riche en matières premières de toutes sortes, ne produit, nulle part la précieuse gomme. J'eus alors l'idée — c'était après la guerre et M. Hoover était président des Etats-Unis — d'utiliser le capital américain pour une mise en valeur plus rapide de l'Indochine. M. Sarraut, qui avait été gouverneur général de notre grande colonie, était alors ministre des Colonies; je lui fis part de mes projets et lui demandai s'il serait disposé à faire donner de vastes étendues de terrain en concession aux Américains qui y créeraient de grandes plantations.

M. Sarraut me répondit affirmativement et nous décidâmes ensemble de faire une proposition directement à M. Hoover. J'écrivis à celui-ci, que j'avais connu pendant la guerre

alors qu'il s'occupait, comme on le sait, du ravitaillement de la Belgique, et il me répondit en me mettant en rapports avec un de ses représentants officieux en Europe. J'amenai celui-ci chez M. Sarraut, mais soit qu'il n'ait pas compris notre projet, soit qu'intervînt une autre raison que j'ignore, aucune suite ne fut donnée à notre proposition et les Américains laissèrent passer ainsi une opportunité cependant très favorable pour eux. M. Hoover, d'ailleurs — qui fut comme on le sait le président de la prospérité et déchaîna sur son pays une formidable crise — n'était pas d'ailleurs une grande intelligence; c'était un petit banquier qui s'était lancé dans la politique; il avait les vues courtes et quand ils s'occupèrent ensemble de la « Commission for relief » M. Francqui, dont j'ai parlé plus haut, le mit constamment dans sa poche.

M. Sarraut fut incontestablement un excellent gouverneur général de l'Indochine; avec son aspect de mandarin, il plaisait aux indigènes et était très populaire auprès d'eux. Il prit, pour l'organisation du pays, des mesures très heureuses et sut — ce qui était difficile — tenir un juste milieu entre une complaisance ou un dédain exagérés à l'égard des indigènes. A un certain moment, je fus très lié avec lui et j'eus même l'occasion de lui offrir la direction du journal « la Dépêche Coloniale » dont j'avais le contrôle. C'était à l'époque où M. Sarraut se brouilla avec le parti radical à

la suite d'une déclaration d'indépendance qui, d'ailleurs, lui faisait honneur. Il n'était plus député et était fort désemparé. Je fus heureux de lui faire cette proposition qu'il accepta, mais la veille du jour où allait paraître le premier article du nouveau directeur, je reçus la visite du frère aîné d'Albert Sarraut, le directeur de *la Dépêche de Toulouse.*

Celui-ci, qui était une des grandes autorités du parti radical, sinon la plus grande, venait me demander de rendre à son frère la parole que celui-ci m'avait donnée. Il m'expliqua qu'il ne pouvait supporter que son frère restât brouillé avec le parti radical — aussi avait-il négocié un rapprochement; il avait obtenu du gouvernement d'alors que, comme mesure de transition, on envoyât Albert Sarraut à Ankara, comme ambassadeur auprès du gouvernement turc — puis dès qu'un siège de sénateur, qu'on avait en vue, deviendrait libre Sarraut rentrerait dans la vie politique qui, seule, lui convenait.

Je répondis naturellement que ma proposition avait eu surtout pour but de rendre service à Albert Sarraut, mais que si l'on jugeait meilleur pour lui de suivre une autre voie, je ne pouvais que lui rendre sa liberté.

Le programme exposé par le directeur de *la Dépêche de Toulouse* se réalisa de point en point. Après une brève ambassade en Turquie, Albert Sarraut devint sénateur, et l'on connaît la suite.

Des autres gouverneurs généraux de l'Indochine que j'ai bien connus, je veux dire quelques mots de M. Long et de M. Pasquier qui, tous deux, périrent tragiquement.

M. Long était député quand il fut nommé en Indochine. Les questions coloniales étaient toutes nouvelles pour lui, mais il se les assimila avec facilité et fut un bon gouverneur, quoiqu'une crise passagère du caoutchouc lui ait fait dire que « le caoutchouc passerait comme la garance! » Par bonheur, il ne fit pas arracher les hévéas! Ce fut un homme très droit et il me donna de sa loyauté une preuve touchante. Etant revenu à Paris, après un premier séjour dans la colonie, il avait discuté avec moi le remaniement des tarifs des affaires d'électricité dont j'étais alors le président. Nous étions tombés d'accord sur une solution, mais comme M. Long ne pouvait traiter valablement en France, il m'avait promis de prendre sa décision dès son retour dans la colonie. En regagnant l'Indochine, il tomba gravement malade, dut être débarqué à Ceylan et y mourut. Mais au cours même de cette dernière maladie, il se souvint de la promesse qu'il m'avait faite et chargea l'un de ses collaborateurs de continuer vers l'Indochine avec l'ordre spécial de faire prendre par son intérimaire la décision dont il s'agissait. C'est un trait presque antique.

M. Pasquier, lui, était fonctionnaire. Il connaissait admirablement l'Indochine où il avait

fait sa carrière; il aimait les indigènes dont il avait étudié les coutumes. Si peut-être il manqua parfois un peu d'énergie, il montra, par contre, un remarquable esprit de finesse et vint à bout de situations délicates. On sait qu'il périt tragiquement dans un accident d'avion en revenant en congé.

Je puis dire que j'ai eu l'estime et la confiance de ces différents gouverneurs généraux; ils ont compris que je travaillais non pas seulement pour mes actionnaires, mais aussi dans l'intérêt public; aussi m'ont-ils soutenu dans mes entreprises

Bien que je ne veuille pas donner ici mes souvenirs sur ma carrière financière d'après la guerre — ils se rapportent en effet à une période encore trop proche et je ne les publierai qu'un peu plus tard, si toutefois Dieu me prête vie — je souhaiterais répondre à un reproche qui m'a été adressé et je le ferai en toute objectivité, en toute sérénité.

Comment — m'a-t-on dit — vous qui avez écrit un livre sur « l'Illusoire Richesse », qui avez vigoureusement dénoncé à l'époque les méfaits de l'inflation, avez-vous pu être surpris et si gravement atteint par la crise?

Je répondrai que le rôle, incontestablement utile que j'avais joué pendant la guerre, m'avait valu une très grande notoriété dans les milieux financiers. D'autre part, la multiplication excessive des signes monétaires avait créé une sorte de griserie à laquelle nul ne résistait. La splendide réussite du Maroc, les

possibilités de notre magnifique empire colonial... avaient provoqué une sorte de mot d'ordre : créer, mettre en valeur, enrichir la France!

Sans que je l'eusse recherché le moins du monde je devins brusquement pour la Bourse une sorte de fétiche. On faisait de moi un nouveau Midas qui transformait en or tout ce qu'il touchait. Quand je créais une Société on m'arrachait les actions, offrant pour les acquérir des primes que, par scrupule, j'étais souvent obligé de réduire moi-même; quand ces actions étaient cotées on les poussait aussitôt à des cours excessifs. J'essayai bien de réagir mais c'était impossible — bien qu'on ait peine à se représenter aujourd'hui de tels emballements. Si je publiais un communiqué, mettant le public en garde, l'avertissant par exemple qu'une plantation ou une mine avaient besoin de temps, de beaucoup de temps pour leur mise en valeur, on s'en prenait aussitôt à moi et l'on allait parfois jusqu'à m'accuser de vouloir provoquer la baisse pour ramasser les titres. Certains qui avaient acquis de mes valeurs m'écrivaient : « Monsieur — j'ai acheté tel titre, pensant bien qu'il monterait encore — de quel droit venez-vous maintenant contrarier sa hausse? »

D'ailleurs mon programme était la mise en valeur des colonies françaises, spécialement de l'Indochine — nul ne peut dire que ce n'était pas là un programme patriotique et dont la suite même a prouvé l'utilité : j'ai exposé dans ce livre même comment j'avais

quitté la diplomatie pour m'attacher à sa réalisation.

Dans ce but j'avais besoin de grands capitaux — un tel crédit les faisait venir d'eux-mêmes à moi — devais-je les refuser?

Les entreprises coloniales sont lentes à « démarrer » précisément parce que le pays où elles se trouvent est incomplètement équipé — il faut souvent faire venir dispendieusement de France ce que dans la métropole on a sous la main.

Je vis bien venir la crise et je sentis aussi que la faveur du public — qui est capricieuse et changeante — ne me serait pas toujours fidèle — mais pouvais-je m'arrêter? licencier des coolies en masse? arrêter le développement d'une mine au risque de perdre le fruit des travaux entrepris?

N'est-ce pas d'ailleurs un grand résultat que d'avoir, notamment, grâce à l'essor que, plus que personne, j'ai donné au développement des plantations de caoutchouc en Indochine, obtenu que d'ici très peu d'années la France — qui en tire déjà les trois quarts — pourra faire venir de cette colonie la totalité du caoutchouc qu'elle consomme?

Peut-être ai-je cru moi-même à un développement des colonies plus rapide qu'il n'était possible de le produire — peut-être ai-je été quelque peu emporté par l'ampleur même de mes projets — mais si l'on veut bien se souvenir de la soudaineté avec laquelle se produisit la crise de 1930-1931, du resserrement incroyable qui s'effectua tout d'un coup et

s'étendit sur le monde entier durant de longues années, on conviendra qu'il était difficile de ne pas être surpris.

J'aurais pu moi-même doubler le cap avec un crédit qui était bien modeste par rapport au capital investi dans l'ensemble de mes entreprises, mais ce crédit me fut refusé et bien des jalousies que j'avais suscitées par ma prospérité même se transformèrent aussitôt en ressentiments actifs et efficaces — je fis l'amère expérience que pour certaines âmes le poids de la reconnaissance est vraiment insupportable; on lit cela dans les livres mais l'éprouver soi-même dans la réalité est chose toute différente. Alors je me sacrifiai moi-même, abandonnant tous mes biens, estimant que ma personne et ma fortune comptaient peu et que l'essentiel était la sauvegarde des entreprises qui étaient saines; celles-ci furent durement secouées mais si je les examine aujourd'hui, je ressens sans doute l'amertume d'avoir été empêché de coopérer moi-même à leur redressement, de telle sorte que j'ai été non seulement ruiné mais encore très injustement privé par avance de la plus légitime des récupérations (cela ne m'empêche pas d'ailleurs de rendre à ceux qui ont été assez heureux pour effectuer ce redressement la justice qui leur est due) mais je constate aussi que, grâce à leur fond solide, la plupart de ces entreprises sont redevenues prospères; le déchet est extrêmement peu important par rapport à l'ensemble.

Je n'ai jamais voulu polémiquer, estimant

que l'œuvre seule importait, mais j'ose espérer qu'un jour, peut-être, quand on fera le bilan du beau développement de nos entreprises coloniales au cours de ces dernières années, on voudra bien rendre enfin justice à l'animateur que j'ai été pendant un temps.

Mais ce qui demeurera pour moi un grand regret, c'est de ne pas m'être intéressé au Maroc assez à temps pour y avoir connu le maréchal Lyautey et avoir pu y collaborer avec lui. Je ne l'ai connu vraiment que plus tard quand, ayant quitté le Maroc, il devint commissaire général de l'Exposition coloniale. Mais la manière dont nous avons tout de suite profondément sympathisé avive singulièrement ce regret.

Lyautey était un grand homme et un séducteur. Il avait aussi quelques beaux défauts qui accusaient, à leur manière, la noblesse de son caractère : son impulsivité, sa passion... Il eut une magnifique carrière qui s'épanouit au Maroc en un véritable triomphe; il sut pacifier et organiser ce pays de main de maître; il y a laissé une telle empreinte que c'est toujours le Maroc de Lyautey que l'on admire là-bas.

Enfant gâté de la fortune, il fut souvent servi par la chance — ce qu'il n'aimait guère à reconnaître. On connaît l'histoire des phosphates du Maroc. Lyautey avait conçu en très grand ce port de Casablanca qui est une réalisation magnifique, étant entièrement gagné sur la mer. Quand le port fut fini, les détracteurs de Lyautey — ils étaient rares, mais tout de même, il s'en trouvait quelques-uns — triomphèrent. Le port paraissait trop grand; en faisant même état de tout le trafic probable, il risquait de donner une impression de solitude. C'est alors que les bonnes fées intervinrent... sous la figure d'un âne! Un Marocain était allé dans la montagne avec son bourricot; pendant que l'indigène prenait son frugal déjeuner, l'âne laissé à lui-même se mit avec son nez et ses pattes à démolir un remblais; des pierres tombèrent que le Marocain examina; il se trouvait qu'il avait travaillé aux mines de phosphate de Tebessa. Ces cailloux lui parurent curieusement semblables à ceux qu'il avait manipulés là-bas. Il en mit quelques-uns dans l'un des couffins de l'âne et, de retour à la ville, les porta au Service des Mines. On les examina et l'on découvrit que c'était du phosphate à haute teneur. Aujourd'hui, les phosphates du Maroc sont un des éléments de la richesse du pays et un des gros articles du trafic du port de Casablanca. Chance sans doute — mais la fortune n'est constamment fidèle, comme elle le fut à Lyautey, qu'à un homme qui le mérite pleinement.

Lyautey méritait d'être admiré et aimé. Qu'on me permette de citer une petite anecdote, toute personnelle, qui montrera l'exquise délicatesse de son caractère.

Quand il fut nommé haut commissaire de l'Exposition coloniale, il créa une commis-

sion, dite supérieure, dont il me demanda de faire partie. Comme beaucoup de ses pareilles, cette commission eut surtout un rôle platonique; toutefois, Lyautey la consulta quelquefois.

Je me rendis à l'une de ses séances où l'on discutait des questions d'organisation : il m'arriva de soutenir un avis qui était contraire à celui du maréchal Lyautey, qui n'aimait guère à être contredit et s'en montra agacé, d'autant plus agacé que, manifestement, la grande majorité de la commission partageait mon avis.

Je n'insistai pas et m'en allant je me gourmandais moi-même : « Comment, me disais-je, Lyautey te fait l'honneur de te mettre dans cette commission et tu t'en vas lui tenir tête et l'indisposer dans une question qui t'indiffère totalement. Tu as été stupide! »

Vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulés que je recevais une lettre de Lyautey : « Mon cher ami. — Vous aviez raison; je l'ai compris à la réflexion. Excusez-moi de m'être montré de mauvais poil. Je ne vous aime que davantage de m'avoir tenu tête. »

Par des traits de ce genre Lyautey savait s'attacher les hommes, irrévocablement. Et cependant il était parfois de mauvais poil, comme lui-même disait. Je me souviens qu'un jour il vint déjeuner chez moi, toujours à propos de l'Exposition coloniale. Je ne sais pourquoi ce jour-là il était d'une humeur

exécrable : il commença par bouleverser toute la table, en exigeant qu'on le mît à la gauche de ma femme, à cause — dit-il — de sa mauvaise oreille. Puis, quand la conversation s'engagea, il soutint les plus ahurissants paradoxes : il déclara, lui Lyautey, l'ancien collaborateur de Galliéni à Madagascar et en Indochine, qu'à part l'Afrique du Nord toutes nos colonies ne valaient rien!

A un autre moment, sans souci de la contradiction, il prétendit que nous aurions dû conquérir le Siam à main armée. Bien entendu, ce n'étaient que boutades — et il ne pensait pas un mot de tout cela; mais ce jour-là une mouche l'avait piqué, c'est-à-dire que quelqu'un sans doute l'avait irrité, lui avait fait de la peine, car sous ses dehors brusques, il était presque un sensitif.

Pendant l'année 1931, je fus extrêmement souffrant, ne pouvant quitter ma chambre, ni même mon lit, et ce fut Lyautey qui me décida à ma première sortie en me faisant, durant toute une journée, les honneurs de l'Exposition Coloniale, à laquelle il avait su donner une si haute tenue.

Je venais d'être injustement et brutalement mis à l'écart de toutes ces belles entreprises coloniales que j'avais moi-même créées et Lyautey avait senti vivement la cruauté de ce procédé, sur lequel il ne craignit pas de s'exprimer, même publiquement.

Aussi voulut-il donner à cette longue visite qu'il me fît faire en personne, évoquant de

façon vivante les souvenirs de sa propre carrière et me rappelant à moi-même mon effort bien plus modeste, les allures d'une sorte de réparation qui me toucha infiniment — geste bien digne de sa grande âme!

Combien j'ai aimé cet homme — je ne finirais pas de parler de lui!

CHAPITRE XII

APRÈS LA GUERRE (*suite*)

Souvenirs rétrospectifs sur la question des stocks américains. — L'Amérique et l'Angleterre cessent de soutenir le franc. — Un mot de Klotz sur l'équilibre du budget. — Une petite brouille avec Briand. — Herriot, président du Conseil. — La bataille du franc : une lettre décisive. — La stabilisation Poincaré. — Une mesure pour rien : campagne électorale à Cannes. — « *Spes et Fortuna valete!* »

Si, après la guerre, je consacrai surtout mon activité privée aux entreprises coloniales, je ne pouvais d'autre part me désintéresser des finances publiques — j'y avais mis trop de mon cœur. Tout en retournant aux affaires privées, je gardais l'œil fixé sur elles.

D'ailleurs, les difficultés commencèrent quand la Trésorerie américaine et la Trésorerie britannique nous signifièrent toutes deux qu'elles cesseraient leurs avances pour le soutien de notre change. En mettant fin à ce précieux concours financier l'Angleterre usa de quelques formes, mais les Etats-Unis n'en mirent aucune. Au surplus, leur attitude s'était affirmée dès le dernier coup de canon tiré.

En vain, pour leur être agréables, avions-nous racheté, par exemple, les stocks américains. Cette détestable opération a fait couler beaucoup d'encre, mais nous a coûté aussi beaucoup d'argent. C'est Klotz qui eut la faiblesse de consentir non seulement à reprendre ces stocks à un prix abusif, mais aussi à les payer en dollars. Depuis, il a fait valoir, pour sa défense, que les lois américaines obligeaient le gouvernement des Etats-Unis à stipuler le paiement en dollars; mais c'étaient là lois intérieures qui, en l'espèce, ne valaient pas; et puis, nous n'avions aucun besoin de ces marchandises spéciales; nous étions les maîtres du jeu, nous pouvions poser nos conditions. Au surplus, la manière déplorable dont fut effectuée pratiquement la reprise des stocks rendit l'opération plus dommageable encore; les Américains avaient abandonné leurs camps qui étaient à peine gardiennés : notre administration pourvut si mal à leur surveillance que, dans certains camps, les habitants des environs avaient pris l'habitude de venir se ravitailler sans bourse délier. Et puis, quand on ouvrit les caisses, on s'aperçut combien les fournisseurs américains étaient dépourvus de scrupules.

Au cours même des négociations pour la paix, la Trésorerie américaine nous avait déjà donné un échantillon de sa brutalité. Elle nous avait envoyé une lettre comminatoire — d'un

style aussi peu conforme que possible aux usages diplomatiques — pour nous signifier que si, au cours des discussions, nous nous permettions de soulever la question du règlement des dettes de guerre, elle cesserait aussitôt les avances qu'elle nous faisait encore alors pour le soutien de notre change.

Dès après la signature du Traité de paix et après une courte embellie, la question du cours du franc commença à dominer notre politique financière. Le refus du Sénat américain de ratifier le Traité de paix nous porta un coup terrible. On se rappelle que Clemenceau ne pouvant, ni ne voulant d'ailleurs faire accepter par les alliés l'occupation permanente du Rhin, préconisée si énergiquement par Foch, s'était contenté de la garantie conjointe que les Etats-Unis et l'Angleterre avaient fini par nous offrir.

Mais par suite du refus du Sénat américain de ratifier le traité cette garantie tomba tout entière et nous restâmes les mains vides!

Et, cependant, nous avions été bien prévenus, et par les voix américaines les plus autorisées que le Sénat ne ratifierait pas le traité dont Wilson avait été le principal artisan.

Mais c'est un travers commun à la plupart des Français de croire, malgré tout, à ce qu'ils espèrent. Et puis, on se flattait que, mis au pied du mur, le Sénat, finalement, n'oserait pas désavouer le président et, de fait, il est bien permis de croire que si la maladie n'avait

pas terrassé Wilson au cours même de la tournée qu'il faisait dans l'Ouest des Etats-Unis en faveur de la ratification du traité, le Sénat aurait suivi, car la majorité relative fut tout de même en faveur de la ratification et il ne s'en fallut que de très peu de voix que la majorité massive qui était nécessaire fût obtenue.

La politique financière du gouvernement français fut, pendant les années qui suivirent la guerre, incroyablement paresseuse; cela vint surtout de ce que, dans l'attente des paiements de l'Allemagne, on se refusait à faire supporter au peuple français les majorations d'impôts nécessaires. Et puis, les dépenses allaient un train fou — la reconstruction des pays dévastés s'effectuait sur les plus hauts cours et l'application de l'imprudente loi sur la réparation intégrale des dommages de guerre donna lieu à d'incroyables abus.

On prit alors la déplorable habitude d'équilibrer le budget par l'emprunt et comme je faisais un jour à Klotz la remarque qu'on creusait ainsi un gouffre, celui-ci me répondit de ce ton suffisant qui était si agaçant chez lui : « C'est un moyen d'équilibre qui en vaut un autre! »

Les ministères se succédaient à une cadence rapide; on vit M. de Lasteyrie, qui était un fort galant homme mais un inspecteur des Finances tout à fait moyen, devenir à son tour ministre des Finances, et ce ne fut pas, loin de là, le plus mauvais choix!

On vit à ce poste Clémentel, ancien notaire à Riom et que j'ai bien connu. C'est lui qui eut, étant rue de Rivoli, l'idée saugrenue de dresser un inventaire chiffré des richesses de la France — inventaire sur lequel il inscrivit l'Arc de Triomphe de l'Etoile pour un bon nombre de millions!

Ce fut Briand qui envoya Clémentel au ministère des Finances et je me rappelle que c'est à cette occasion que nous eûmes, Briand et moi, une petite pique qui espaça nos relations futures.

Comme je l'ai dit, j'avais avec Briand, dont je subissais le charme, d'excellents rapports. Aussi me crus-je autorisé à venir lui dire que vraiment, en ces moments critiques, son ministre des Finances était bien insuffisant! Nous parlâmes alors de la question financière dont je m'efforçai de faire sentir au président du Conseil toute l'angoissante gravité : notre conversation eut lieu le matin et dura bien deux heures.

L'après-midi du même jour, Briand rencontre dans les couloirs de la Chambre M. Duboin qui était mon ami et il lui dit : « A propos, j'ai eu ce matin une longue visite de notre ami Homberg qui m'a dépeint la situation financière sous les plus sombres couleurs — je n'ai pas compris ce qu'il voulait — sans doute trouve-t-il qu'il paie trop d'impôts! »

Je fus si furieux d'avoir été méconnu à ce point par un homme que je tenais pour un

ami que j'envoyai à Briand une lettre offensée; il me répondit qu'il n'avait fait qu'une boutade!

Puis vint au ministère des Finances Raoul Péret, personnage si falot qu'on s'étonne qu'il ait été président de la Chambre des députés et ait pu prétendre devenir président de la République! Mais au lieu d'entrer à l'Elysée il alla, comme l'on sait, en Haute-Cour où il fut acquitté, mais avec des considérants sévères qui ruinèrent pour toujours sa carrière politique.

Ce fut Raoul Péret qui inventa le comité des experts dont il m'offrit de faire partie. Mais je déclinai l'honneur. Je n'aurais pu, d'ailleurs, me rallier entièrement aux conclusions des experts; celles-ci furent sages sans doute mais elles avaient le tort, à mon sens, de comporter, pour appuyer la stabilisation, le recours à un emprunt extérieur qui eût été à la fois très onéreux et quelque peu humiliant. Je pensais que nous pourrions effectuer nous-mêmes le redressement et ce fut aussi l'avis de Poincaré.

Au moment le plus tragique de la baisse catastrophique du franc, Herriot devint président du Conseil.

Je l'avais connu pendant la guerre et je me souviens même qu'il vint un jour déjeuner en tiers avec ma femme et moi. Pendant tout ce déjeuner, il ne nous parla que de voyages et nous dit alors que son intention bien arrêtée

était, lorsque la guerre serait finie, de renoncer à la politique et de parcourir le monde en écrivant sur l'art! On sait ce qu'avec les événements est devenue une telle résolution!

Aussi me crus-je autorisé à faire porter aussitôt au nouveau président du Conseil un mot où je disais : « Je n'ai ni la sotte fatuité de croire que mes conseils sont indispensables ni la fausse modestie de penser qu'ils sont inutiles! aussi je me tiens à votre disposition. »

Ma lettre était à peine arrivée au Quai d'Orsay qu'Herriot me téléphonait lui-même et me priait de venir le voir, toutes affaires cessantes.

Il me dit qu'il comptait bien que je lui apporterais mes conseils. On sait qu'il fut fort mal servi et peut-être même trahi par le gouverneur de la Banque de France, M. Robineau. Aussi je m'aperçus bientôt que, soit de bonne foi, parce que Robineau le trompait, ou soit par méfiance pour ne pas se livrer entièrement, il ne me donnait que des chiffres incomplets. Dès lors, mes conseils ne pouvaient être d'aucune utilité et je m'abstins de les continuer.

J'ai assisté à la séance tragique de la Chambre des députés où Herriot fut renversé. Le ministre des Finances, M. de Monzie, qui est cependant un homme d'une rare intelligence, aussi compréhensif qu'on peut l'être, fit un exposé lamentable : il avoua que tous les pla-

fonds d'émission étaient crevés et qu'en dépit d'une formidable inflation le Trésor était absolument à sec, qu'on ne pouvait plus payer les fonctionnaires...

La Chambre était dans la stupeur quand Herriot monta à son tour à la tribune; je le revois encore parcourant, désemparé, cet étroit espace et répétant comme un leit-motiv : « Et maintenant, jugez-moi! »

On le condamna et il fut renversé.

Alors, par un de ces merveilleux retournements dont notre pays est coutumier, Poincaré vint et la confiance commença à renaître.

Ce fut alors ce qu'on a appelé « la bataille du franc » — j'y ai joué un rôle.

On savait que la baisse du franc était due, en grande partie, à la spéculation sur les places étrangères, en particulier à Amsterdam où la danse était menée par des banquiers germanophiles. Il devait être relativement aisé de briser cette spéculation, car elle avait vendu très largement du franc à découvert, mais pour cela il fallait de l'or. Or la Banque de France, se fondant sur ce que les interventions au compte-gouttes, qui seules avaient eu lieu jusque-là, avaient complètement manqué leur but, se refusait à se dessaisir de son or.

Moi, je soutenais, comme je l'ai toujours fait, que cet or était celui de la France et que, pour le salut public, le gouvernement pouvait et devait en disposer. Poincaré, qui fut souvent paralysé par des scrupules de juriste, hésitait.

Je lui écrivis alors une lettre que M. Philippe (un des associés d'alors de la maison Lazard) — qui fut quelques jours plus tard l'exécutant habile de l'opération d'intervention — a bien voulu citer dans son livre sur « la bataille du franc » comme le document capital.

J'écrivis que, pour forcer la victoire, Napoléon avait su, plus d'une fois, faire donner la garde au moment décisif de la bataille. (Historiquement ce n'est peut-être pas très exact, car à Waterloo il la fit donner inutilement — mais, peu importe!) J'ajoutais que notre garde, au point de vue financier, c'était l'or de la Banque et qu'il fallait le faire donner; que c'était question non plus de jours mais d'heures!

Dans les vingt-quatre heures, Poincaré me fit venir et me demanda mon avis.

Je lui dis qu'il importait d'opérer sur le marché des changes avec une très importante masse de manœuvre, que seul l'or de la Banque pouvait fournir — qu'en outre il fallait charger de l'opération un cambiste expérimenté qu'on ne gênerait pas, à qui on laisserait pleine liberté de mouvements.

J'affirmai qu'à ces deux conditions : importance de la masse de manœuvre — liberté d'action laissée à l'exécutant — le succès était certain.

Il se trouva qu'un homme politique — qui a prouvé son ardent patriotisme — M. Bokanowski insistait dans le même sens que moi.

Poincaré se décida.

Pour l'exécution, je lui conseillai la maison Lazard, qui a une longue expérience des questions de change et je lui dis qu'à l'intérieur de cette maison il y avait un jeune homme, M. Philippe, qui me paraissait tout à fait qualifié pour agir sur le terrain. Poincaré n'aimait pas les banquiers en général et il avait une certaine méfiance de la maison Lazard, mais il était trop intelligent et trop patriote pour ne pas comprendre qu'il fallait mettre tous les atouts de son côté.

L'opération réussit pleinement et c'est elle qui amorça le redressement grâce auquel nous pûmes effectuer par la suite une stabilisation, somme toute, honorable.

Pour provoquer cette stabilisation nécessaire, il me fallut encore faire bien des démarches, livrer bien des batailles.

Les esprits y étaient d'abord bien mal préparés. On ne réalisait pas l'effroyable perte de substance que la France avait subie du fait de la guerre. Poincaré lui-même fut d'abord un revalorisateur acharné; il s'imaginait que le franc pourrait, peu à peu, regagner son ancienne parité avec l'or.

Je formai un petit groupe d'économistes avertis comprenant MM. Bonnet, Lamoureux, Duboin, Nogaro, M. Pietri, surtout, qui était

depuis longtemps mon ami et qui, bien que député depuis peu, avait pris à la Chambre une grande autorité par sa vive intelligence, sa clarté d'exposition, sa compétence financière. Nous entreprimes une série de conférences dont les principales se trouvent reproduites dans un livre que j'ai publié sous ce titre : « Les Finances publiques de la France ». On y trouvera les arguments dont nous nous servîmes. Plusieurs de ces conférences eurent lieu dans la grande salle de la Cour de Cassation et réunirent un public d'élite. Pour ma part, je multipliai les conférences en province comme à Paris et publiai plusieurs ouvrages dont l'un porte ce titre significatif : « l'Illusoire Richesse ».

Peu à peu, mais non sans peine, nous fîmes comprendre que la stabilisation n'était pas la faillite — comme le soutenaient ses adversaires — mais, au contraire, le concordat mettant fin à cette faillite, laquelle, disions-nous, date de la guerre elle-même. La monnaie fiduciaire n'est qu'un signe, ajoutions-nous; comment ce signe pourrait-il rester le même alors que la France, du fait de la guerre, a subi un appauvrissement colossal, une énorme perte de substance?

Mais, encore une fois, la personne qui fut la plus difficile à convaincre fut celle qui devait attacher son nom à l'opération : M. Poincaré lui-même.

Cet homme comprenait tout, assurément,

mais il avait une telle instinctive méfiance des financiers qu'il avait peine à croire que leurs avis pouvaient parfois être inspirés par le seul patriotisme.

Quand il fut enfin persuadé, il mena l'opération avec cette intelligence lumineuse qui le caractérisait.

On ne saurait, d'aucune manière, comparer cette stabilisation du franc sur un taux réduit — qui était bien une mesure d'assainissement et ne faisait que ratifier une diminution de valeur résultant des pertes immenses subies pendant la guerre — avec les dévaluations ultérieures qui furent des expédients déplorables et profondément immoraux. Si la moralité des particuliers s'est si fâcheusement affaiblie depuis la guerre, cela tient en partie à l'exemple funeste donné par l'Etat qui n'a pas craint de violer cyniquement ses engagements et qui même a imposé sa propre immoralité aux individus puisqu'il a interdit à ceux-ci de contracter en francs-or, déclarant nulle et contraire à l'ordre public une telle clause dans des contrats privés où il n'avait pas cependant à intervenir.

Mon concours à la stabilisation — dite Poincaré — fut ma dernière intervention marquante dans les finances publiques. Je dirai peut-être plus tard comment la carrière d'affaires que j'ai menée depuis la guerre m'a ouvert souvent des horizons sur la politique tant intérieure qu'extérieure.

Mais je veux raconter comment, auparavant, pour provoquer cette stabilisation que je sentais si nécessaire au pays et — je puis le dire — uniquement dans ce but, j'avais tenté d'entrer à la Chambre des députés.

Ce fut lors des élections générales de 1928. Il me répugnait de chercher à déboulonner un député sortant. Or on me signala — bien tardivement, car ce fut un mois à peine avant le scrutin — une circonscription nouvelle, celle de Cannes. Je décidai de m'y présenter, mais je me trouvai avoir pour principal concurrent le vieux maire de Cannes lui-même, M. Capron. Je ne voulus pas m'effacer devant lui, car je le jugeais peu qualifié pour être élu. Non seulement il était âgé et malade (et, de fait, il ne finit même pas la législature) mais encore il était tout à fait ignorant des questions financières qui, alors, primaient vraiment toutes les autres.

Ma campagne électorale fut mouvementée et pittoresque. Le vieux Capron déchaîna contre moi toutes les forces de la circonscription. Ce fut au point qu'on voulut m'assommer!

Les chauffeurs de Cannes n'avaient point alors de compteurs sur leurs voitures; ils en profitaient pour exiger ce qu'ils voulaient des riches étrangers qui se faisaient conduire aux grands hôtels de la Croisette, tout proches de la gare cependant. On fit croire à ces chauffeurs que je voulais leur imposer le taximètre et on leur distribua même les soi-disant statuts d'une soi-disant société anonyme que je devais fonder dans ce but.

Aussi, un soir après dîner que je conversais tranquillement avec mes agents électoraux dans le hall de l'Hôtel de la Grande-Bretagne, au Cannet, où j'avais choisi de descendre, j'entendis les sons discordants de nombreux klaxons qui augmentaient d'intensité; c'étaient tous les chauffeurs de Cannes qui, ayant chargé leurs amis dans leurs voitures, venaient donner assaut à mon hôtel, s'étant promis d'avoir ma peau!

Arrivés à l'hôtel, ils jetèrent brutalement par terre la propriétaire de l'hôtel, une femme âgée qui tentait de s'opposer à leur irruption — et comme je me précipitais au secours de la pauvre femme, ils me lancèrent des pierres qui firent voler les vitres du hall en éclats. Pendant ce temps, on appelait par téléphone la police de Cannes — mais celle-ci, police municipale, était aux ordres de mon concurrent! Il fallut téléphoner au préfet de Nice qui dessaisit le maire et envoya des gendarmes, mais, bien entendu, ceux-ci arrivèrent comme les légendaires carabiniers.

Pendant la plus grande partie de la nuit, les chauffeurs occupèrent le hall de l'hôtel.

On tenta bien d'autres manœuvres contre moi. Naturellement, on avait fait courir le bruit que j'étais un Crésus .« Mon concurrent tout en or » disait de moi le maire de Cannes. Pour accréditer la légende que je voulais acheter tout le corps électoral, voilà ce qu'on imagina : on utilisa de faux chèques, faussement signés de mon nom et on les envoya, avec de fausses lettres de moi, à de notables électeurs qui étaient priés de faire de la propagande à mon profit. On mit ainsi en circulation des faux chèques pour un montant dépassant 800.000 francs! Naturellement, la plupart des correspondants flairèrent la fraude; mais quelques-uns se présentèrent naïvement aux guichets des banques pour toucher les chèques qui leur avaient été adressés.

Une manœuvre plus perfide encore fut employée et elle réussit si bien que si j'avais été élu, j'aurais été sûrement invalidé :

Quelques années auparavant un personnage, dont j'ai oublié le nom, avait été député de la circonscription dont Cannes faisait partie. Il était radical-socialiste. Or je me présentais comme partisan de Poincaré et j'avais contre moi à la fois une bonne partie de la droite et une plus grande partie de la gauche. Ne voilà-t-il pas que, trois jours avant le scrutin, je reçois un télégramme daté de Paris et signé du nom de ce personnage. Il y était dénoncé en termes véhéments cette monstrueuse alliance de la droite et de la gauche et le signataire priait qu'on affichât sa protestation.

Flairant quelque chose de louche, j'hésitais beaucoup à le faire, mais mes agents électoraux insistèrent vivement. Ils faisaient valoir que, d'après les pronostics, je serrais

Capron de très près et que ce télégramme, à lui seul, pourrait m'assurer l'appoint qui me ferait triompher. Je finis par céder.

Or le télégramme était bien un faux et si j'avais été élu, nul doute qu'on eût pu ainsi m'accuser de manœuvre de la dernière heure et me faire invalider par la Chambre!

Je fus combattu avec acharnement par le clergé. Celui-ci, obéissant à un obscur mot d'ordre, faisait courir le bruit que j'étais juif — si j'avais été israélite je n'en aurais pas rougi mais, de fait, je ne le suis pas et même la branche maternelle de ma famille compte deux personnes qui ont été béatifiées!

Je vis l'évêque de Nice, mais celui-ci invoqua « l'amitié à la niçoise » qui le liait à M. Capron.

Je me suis demandé ce que voulait bien dire « amitié à la niçoise » dans la bouche de ce prélat.

Dans les derniers jours la lutte électorale entre M. Capron et moi prit un tel degré d'intensité — et les imprimeurs exploitèrent si bien la situation — que la place manqua sur les murs pour nos affiches. Alors on colla celles-ci sur le sol même des routes. C'est ainsi que la route, qui longe la Croisette et va ensuite vers Nice par le bord de la mer, était toute couverte d'affiches — les autos roulaient sur nos appels aux électeurs!

J'aurais encore bien des anecdotes à raconter sur cette curieuse campagne électorale, mais c'est là de la trop petite histoire!

Finalement, M. Capron me battit de quelques centaines de voix seulement et sans aucun doute, sans la pression qu'il exerça comme maire, j'aurais été élu en dépit d'une trop courte campagne.

En l'honneur de l'élection de Capron, les curés firent sonner les cloches et aujourd'hui je puis contempler — non sans ironie — la statue *équestre* que les Cannois ont élevée à leur illustre concitoyen!

C'est sur une autre statue de Cannes — plus sympathique — celle de lord Brougham que j'ai relevé, en terminant la rédaction de ces souvenirs, l'inscription qui me servira d'épilogue :

Inveni portum! Spes et Fortuna valete!
Sat me lusistis; ludite nunc alios!

« J'ai trouvé le port! Adieu espoir, adieu for-
[tune!
Vous m'avez assez déçu! Jouez-vous mainte-
[nant des autres! »

Cannes, juillet 1938.

EPILOGUE

TROIS JOURNÉES GLORIEUSES

Ce qui émerge naturellement de ces souvenirs qui s'étendent sur quarante années, c'est la mémoire de la grande guerre.

Quelle longue période d'anxiété traversée de soubresauts; après avoir pu croire Paris pris par une ruée foudroyante au début de la guerre, le miracle de la Marne, puis l'impossibilité d'exploiter le succès et la longue guerre d'usure, les angoisses causées par la terrible guerre sous-marine, enfin l'intervention américaine et la certitude que la balance finirait par pencher en notre faveur, un dernier assaut allemand désespéré avant cette rupture d'équilibre et enfin l'effondrement brusque de la résistance allemande, la victoire complète, totale!

Je revois encore cette claire journée d'automne qui fut celle de l'armistice. C'est à onze heures du matin que le feu devait cesser et le canon devait l'annoncer aux Parisiens. On attendait ce signal béni et quand le premier coup de canon retentit la vie du grand Paris

tout entier sembla transformée, prit un autre rythme — brusquement la population fut en délire; des fleurs tombèrent en monceaux sur le socle de la statue de Strasbourg, place de la Concorde; des inconnus s'embrassèrent; les quelques officiers et soldats en uniforme qui circulaient dans les rues furent saisis et portés en triomphe; les terrasses des cafés se remplirent d'une foule joyeuse; des farandoles s'organisèrent avant même le soir où sur toutes les places l'on dansa frénétiquement; les Alliés étaient acclamés car, certes, la France ne se montrait pas ingrate pour les concours apportés dans la lutte commune! Que d'espoirs formés, que de projets aussitôt ébauchés!

Les réjouissances populaires se prolongèrent pendant trois jours et trois nuits sans rien perdre de leur ardeur et si peut-être on eut le tort de les laisser sur la fin quelque peu dégénérer — car une explosion de joie plus brève eût été plus saisissante encore — il n'empêche que cette journée de l'armistice, cette journée de résurrection, apporta à ceux qui la vécurent une des plus poignantes émotions que peut ressentir le cœur de l'homme.

⁂

Deuxième journée glorieuse : celle de la signature à Versailles du traité de paix.

Dans cette galerie des glaces où, en 1871 l'envahisseur s'était installé en maître, où

Bismarck proclama la création du Reich allemand, qui retentit alors des acclamations frénétiques des princes confédérés, les plénipotentiaires de toutes les Nations, grandes et petites, qui prirent part à la guerre, attendent l'arrivée des plénipotentiaires allemands. Clemenceau préside, ayant à ses côtés Wilson et Lloyd George.

Devant la table où sont étalés les instruments du traité qui doivent recueillir tant de signatures, tant de cachets... est une longue banquette où sont assis, côte à côte, silencieux, de grands blessés de guerre, des mutilés de la face...

Certains trouvent cette mise en scène quelque peu exagérée car l'Allemagne pourrait aussi produire de tels témoins — et paix signifie réconciliation — mais il faut se rappeler que les atrocités du début de la campagne, l'emploi des gaz asphyxiants, la guerre sous-marine sans merci, ont été des initiatives allemandes.

Soudain une porte s'ouvre et un huissier annonce : « Messieurs les plénipotentiaires du Reich allemand. » Quelques-uns ne peuvent s'empêcher de penser que ce mot « Reich », répété aujourd'hui dans cette même galerie où il sonna jadis comme un cri de victoire, retentit étrangement aujourd'hui.

Que sont devenues les promesses de détruire l'unité de l'Allemagne prussianisée? N'avait-on pas le pouvoir de le faire?

Sans cette barbarie tudesque, toujours prête

à faire craquer un mince vernis de civilisation, la guerre, s'il n'eût dépendu que de nous, se serait déroulée conformément à ces convention de la Haye qui avaient été faites pour en limiter les horreurs. Ce ne sont certes pas les Français qui ont jamais proclamé la guerre « fraîche et joyeuse » et déclaré que « nécessité n'avait pas de lois ».

Alors on voit entrer, sous tous ces regards braqués sur eux, quelques messieurs, à la fois raides et gênés, qui. sur l'invitation du Président, prennent place.

Bientôt l'un d'eux se lève et donne lecture d'un factum assez confus qui n'est qu'une longue protestation. On sent déjà qu'un ver est dans le fruit éclatant de la victoire.

Ce traité, où l'on s'est entêté à vouloir inscrire leur culpabilité — comme si l'Histoire ne parlait pas plus haut, plus clair encore! — les Allemands ne le signeront que la rage au cœur et avec l'intention de le déchirer dès qu'ils le pourront!

Malgré tout, par une faiblesse où l'on veut voir une générosité de vainqueurs, on laisse parler les Allemands : on se borne à ne pas écouter et c'est déjà le commencement du brouhaha dans lequel l'achèvera la très longue cérémonie d'innombrables signatures, auxquelles les délégués des petits Etats ajoutent encore celle des cartes postales emportées au loin comme souvenirs.

Les plénipotentiaires allemands se sont retirés. Et pour marquer que la paix est signée,

les soldats qui, à leur entrée, étaient restés au garde à vous, leur présentent les armes, à leur sortie.

Puis c'est la ruée dans les jardins où les grandes eaux se sont mises à jouer. Il y avait foule mais non cohue. Les Parisiens et les étrangers n'étaient pas venus très nombreux. Une année déjà n'avait-elle pas passé depuis l'armistice?

Cependant une initiative secrète organisa l'enthousiasme. Clemenceau, Wilson, Lloyd George furent portés en triomphe et je crois bien que les agents en civil de la Préfecture y furent pour quelque chose. J'aime à penser d'ailleurs que ce n'est point sur les épaules de Français libres et conscients que se pavana Lloyd George, dont toute l'ingéniosité, au cours des négociations de paix, s'était employée à limiter, à mutiler notre victoire. Il n'était pas le seul sans doute parmi ses compatriotes à penser qu'il fallait avant tout empêcher la France de devenir trop puissante et à être possédé par cette crainte, traditionnelle chez les Britanniques, d'une hégémonie française en Europe. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire dans ses *Mémoires* — où par ailleurs la vérité est si souvent altérée — les documents écrits en pleine guerre pour le Cabinet anglais par Balfour, par Robertson, par d'autres aussi (documents qu'il n'y a pas longtemps encore j'ai fait lire à quelques Français, parmi nos dirigeants, qui les ignoraient) et où se trouve clairement énoncée la double re-

commandation de ne pas démembrer l'Allemagne et de ne pas agrandir la France.

Non, il n'était pas seul à penser ainsi mais il avait contre nous une jalousie haineuse qu'il a depuis lors souvent exprimée, l'accompagnant même parfois de grossières injures, qui ont choqué ses compatriotes, plus même que certains Français — le Préfet des Alpes-Maritimes en tête s'il faut en croire la sympathie indécente qui lui fut tout récemment témoignée dans le Midi de la France, à l'occasion de l'un de ses anniversaires.

Sur cet enthousiasme, en grande partie de commande, la nuit tomba et dans le château de Versailles, redevenu silencieux, la grande ombre de Louis XIV, un moment troublée, reprit ses droits.

⁂

Enfin, ce fut le défilé de la victoire — spectacle inoubliable!

J'y ai assisté d'un balcon des Champs-Elysées. J'avais connu, les jours précédents, l'incident qui eut lieu avec le Maréchal Joffre et qui donna lieu à de véritables et difficiles négociations entre celui-ci et le gouvernement. Clemenceau n'aimait pas Joffre; il l'avait souvent attaqué dans *l'Homme enchaîné :* il avait donc déclaré que le premier généralissime de l'armée française serait très bien à sa place dans une tribune, à côté de Poincaré.

Joffre, naturellement, voulait remonter à cheval pour cette suprême apothéose.

On aurait pu s'attendre à ce que Foch soutînt la légitime revendication de son prédécesseur, de son camarade. Mais, hélas! il n'avait point pardonné à Joffre de l'avoir laissé plus ou moins limoger, pendant un temps. C'est d'ailleurs une chose attristante que d'avoir pu constater, comme j'ai eu plus d'une fois l'occasion de le faire, combien étaient vives les jalousies et les rancunes des grands chefs de notre armée!

En tout cas Joffre s'obstina : il déclara tout net qu'il défilerait à cheval, aux côtés même de Foch, ou qu'il ne paraîtrait point du tout et ferait connaître au monde entier les raisons de son abstention.

Devant la perspective d'un tel scandale Clemenceau lui-même dut céder et, en fait, les deux Maréchaux défilèrent côte à côte à la tête des détachements de toutes les armées alliées, ne recueillant pas moins d'acclamations l'un que l'autre.

Cette parade fut spendide, favorisée par un beau temps. Quelle émotion durent ressentir tous ceux à qui il fut ainsi donné de passer sous l'Arc de Triomphe, ce monument unique tant par sa souveraine beauté que par sa prestigieuse histoire, qui jamais encore n'avait servi à une glorification comparable à celle-là!

En tête, et là incontestablement à leur place, défilèrent les grands blessés et mutilés, beaucoup sur leurs petits chariots, beaucoup d'aveugles aussi au bras de camarades autrement frappés. Les larmes venaient aux yeux devant ce tragique revers de la gloire.

Ensuite c'étaient, dans un ordre parfait, des délégations de tous ces régiments à fourragère encadrant leurs drapeaux glorieusement déchiquetés.

J'avoue qu'une chose — une seule — me choqua quelque peu, ce fut le bataillon, plus nombreux que tous les autres, qui défilait en tête : c'était une petite mer de képis brodés; il y avait là tous les officiers généraux en rangs pressés, non pas seulement ceux des unités combattantes mais aussi ceux de l'arrière, ceux des bureaux...

N'y avait-il pas quelque abus à donner ce privilège à tous les grands chefs, alors que de trop rares poilus avaient pu être choisis pour représenter l'armée des tranchées!

Mais cette fausse note — si c'en était une — se perdait dans l'orchestration magnifique du défilé triomphal auquel participaient d'ailleurs toutes les armées alliées.

Tout le long des Champs-Elysées, puis tout le long des boulevards ce furent d'interminables acclamations. Les combattants étaient payés de longues années de souffrance par la gratitude émue et enthousiaste du peuple tout entier.

Cette foule n'était pas militariste mais patriote. Elle acclamait l'armée comme l'expression du dévouement, du sacrifice. Et aujourd'hui, comme en ce jour, les Français unanimes détestent la guerre autant qu'ils sont attachés à la défense nationale.

INDEX ALPHABETIQUE

G

H

I

J

K

L

M

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — IMP. BAMLOT ET C[ie], 52, AVENUE DU MAINE.